

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

n° 38 – 1^{er} mai 2025



Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris), les sites À l'encontre (Lausanne), Europe solidaire sans frontières (Paris), Transversales (Madrid) et Presse-toi à gauche (Québec), les blogs Entre les lignes entre les mots (Paris) et Utopia Rossa, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org>

Centre Tricontinental: www.cetri.be

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org>

Éditions Spartacus: www.syllepse.net/cahiers-spartacus-_r_88_va_1.html

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info>

New Politics: newpol.org

Presse-toi à gauche!: www.pressegauche.org

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Transversales: www.trasversales.net

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0300-4

Illustration de couverture: Katia Gritseva.

Illustrations intérieures: Katia Gritseva (p. 6, 14, 46, 50, 78); Priama Diia (p. 20, 22, 26); collections particulières (p. 59, 65, 66, 70, 73, 81, 84, 114, 127); Ukraine CombArt (p. 89, 90, 91).

Table des matières

1^{er} Mai : solidarité internationaliste pour une paix juste et durable
COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE

5

Pour une paix juste et durable !-Solidarité avec la résistance des travailleuses et travailleurs d'Ukraine !
CFDT, CGT, CFE-CGC, CFTC, UNSA, SOLIDAIRES, FSU

7

PAROLES D'UKRAINE

Nous voulons la paix, mais nous ne sommes pas prêts à céder à l'ennemi nos terres, nos villes et notre peuple !
CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS LIBRES D'UKRAINE (KVPU)

9

« La plupart des gens pensent à survivre »
ENTRETIEN AVEC DENYS GORBACH

11

« Le contrôle, c'est notre pratique syndicale »
PRIAMA DIIA

18

Les leçons d'une lutte étudiante
ARTEM REMIZOVSKY

23

« Il n'y a pas de contradiction entre être antimilitariste, défenseur des droits humains et officier dans l'armée ukrainienne »
MAKSYM BUTKEVYCH

33

« Nous choisissons la liberté ! Ils ne passeront pas ! »
OLEKSANDER BUTKEVYCH

42

« Espérons que l'on se souviendra de nous un jour de nous, les travailleuses sociales en temps de guerre »
NATALIA LOMONOSOVA

44

Éliminer l'identité ukrainienne dans les territoires occupés
HALYA KOYNACH

54

PAROLES FÉMINISTES D'UKRAINE
Bilkis : une organisation féministe ukrainienne
ENTRETIEN AVEC DAN LA BOTZ

57

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE
Chronique des événements courants

63



PRISES DE POSITION

Une double exigence : assurer la survie de l'Europe en tant qu'espace démocratique
et lutter pour redéfinir son contenu politique et social

HANNA PEREKHODA

76

Livraisons d'armes et internationalisme

CAMILLE POPINOT

79

Le destin de l'Ukraine soulève la question des droits et de la souveraineté des petits États

ILYA BUDRAITSKIS

82

Ce n'est pas une guerre par procuration

DAN LA BOTZ ET STEPHEN R. SHALOM

85

Contre la présence de Xenia Fedorova au Festival du livre de Paris

UKRAINE COMBART

88

Carnets de guerre

ANTOINE RABADAN

92

Bruxelles : capitale de la solidarité avec l'Ukraine

MARIANA SANCHEZ ET PATRICK SILBERSTEIN

102

CRIMÉE

L'étroit moscoutaire

PATRICK SILBERSTEIN

105

Tatars de Crimée

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN

106

Désoccupation de la Crimée : les Tatars et la voie de la décolonisation

MARIIA CHYNKARENKO

110

Les Tatars victimes de la mobilisation forcée en Crimée occupée

HALYA COYNASH

115

La persécution des Tatars en Crimée occupée

CRIMA SOS

117

BOÎTE ALERTE

124



1^{er} Mai : solidarité internationaliste pour une paix juste et durable

Trump, Musk et Vance, ce triumvirat ultra-réactionnaire, apportent désormais une aide directe à Poutine contre l'Ukraine. Il n'y a pas, à ce jour, de cessez-le-feu, mais les conditions en ont été annoncées par les émissaires de Washington : la partition de l'Ukraine !

Voilà le but de guerre immédiat de Trump et de Poutine !

Un « cessez-le-feu », une « paix » de partition de l'Ukraine ne seraient ni un cessez-le-feu ni une paix : ils seraient la poursuite de la guerre. La poursuite, dans les zones occupées, des déportations de population, des enlèvements d'enfants, des tortures, des viols, des crimes contre l'humanité, de la colonisation.

Ce serait une menace directe envers le reste de l'Ukraine et les nations frontalières de la Russie.

Dans le partage mondial qu'il propose à la Chine et à la Russie – un partage porteur de guerre –, Trump veut l'Amérique et laisse l'Europe centrale et orientale à la Russie. Ceci exige capitulation et asservissement de l'Europe occidentale. Les auxiliaires d'extrême droite de Trump et Poutine sont là pour ça : ils ont pour nom Le Pen, Bardella, Meloni, Orban.

Le sacrifice du peuple palestinien au profit de Netanyahou – l'ami de Trump et Poutine – et la chasse aux migrant·es en Europe comme aux États-Unis vont de pair avec le sacrifice du peuple ukrainien.

C'est l'ensemble des forces progressistes qui doit combattre cette politique.

C'est l'ensemble des forces progressistes qui doit défendre l'Ukraine, les Palestiniens, la démocratie et le droit à l'autodétermination des peuples.

C'est l'ensemble des forces progressistes qui doit s'opposer à l'axe néofasciste Trump/Poutine !

C'est l'ensemble des forces progressistes qui doit refuser le choix du pouvoir macroniste qui refuse d'augmenter les impôts – c'est-à-dire de faire payer les riches – et qui aggrave les attaques contre les services publics, la protection sociale et les retraites prenant prétexte du risque de guerre.

L'internationalisme, hérité de Jaurès et de Rosa Luxemburg, celui du refus de la guerre des puissants en 1914, celui de la résistance antifasciste en 1936 et 1940, l'internationalisme exige aujourd'hui, comme hier en Espagne, le combat

pour aider et armer le peuple ukrainien pour défaire Poutine et Trump.

Dépenses sociales, dépenses écologiques, dépenses de défense, doivent aller ensemble : que les riches paient !

Quelles dépenses de défense ? Celles de l'aide immédiate et massive à l'Ukraine, par l'envoi des armes dont les pays occidentaux disposent, au lieu de les vendre aux dictateurs et de les fournir à Netanyahou. Les armes ne doivent pas être des marchandises.

Il faut en même temps renforcer radicalement les sanctions pour faire plier Poutine, à commencer par un embargo ferme sur le

pétrole et le gaz russes exportés illégalement par le Kremlin.

La solidarité avec l'Ukraine des forces progressistes doit se traduire par l'aide humanitaire, mais aussi par le soutien concret aux syndicalistes, aux féministes, aux LGBTQIA+, aux écologistes, aux antifascistes, qui, sur place, luttent pour la paix depuis plus de trois ans en participant activement à la résistance contre les forces d'occupation.

Armer l'Ukraine, c'est nous défendre ici et maintenant ! La livrer à Poutine au nom de « la paix », ce serait commencer à nous livrer nous-mêmes !

Comité français du RESU, 30 avril 2025



Pour une paix juste et durable ! Solidarité avec la résistance des travailleuses et travailleurs d'Ukraine !

CFDT, CGT, CFE-CGC, CFTC, UNSA,
Solidaires, FSU

Les organisations syndicales françaises, CFDT, CGT, CFE-CGC, CFTC, UNSA, Solidaires et FSU réaffirment leur soutien au peuple ukrainien qui, depuis plus de trois ans, résiste à l'invasion militaire russe. En trois ans, le niveau des destructions, les souffrances endurées par le peuple Ukrainien, avec près de 10 millions de personnes déplacées et 20 000 enfants volés à leurs familles par la Russie, atteignent des niveaux jamais enregistrés sur le sol européen depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

À la fin du mois de février le revirement géopolitique des États-Unis sous l'égide de Trump donne corps à une internationale autoritaire aux tendances impérialistes.

L'adoption de la résolution ES-11/7 pour « la promotion d'une paix globale, juste et durable en Ukraine » de l'Assemblée générale des Nations unies, le 25 février 2025, réaffirmant l'intégrité territoriale de l'Ukraine illustre cet état de fait. Les États-Unis, la Russie, Israël, le Bélarus, Le Mali, le Nicaragua ou encore la Corée du Nord ont voté contre. Les régimes autoritaires combattent le droit international ! À peine arrivé au pouvoir Trump a adopté des sanctions à l'encontre des représentants de la Cour pénale internationale. Cette même CPI qui a délivré des mandats d'arrêts contre des responsables du régime russe pour crime de guerre, et crime contre l'humanité.

Depuis, sous l'égide de l'administration Trump, les efforts pour un cessez-le-feu au détriment de l'Ukraine sont en cours avec le Kremlin.

Or depuis qu'il est évoqué, la Russie redouble ses bombardements d'infrastructures civiles sur l'Ukraine et joue ainsi la montre dans les négociations de paix.

L'intersyndicale de solidarité avec l'Ukraine s'est exprimée à plusieurs reprises à propos de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, tant par des déclarations communes que par des expressions propres de chacun de ses membres. Elle a aussi produit un important effort de solidarité concrète en organisant trois convois humanitaires de solidarité en direction des organisations syndicales, des travailleuses et des travailleurs d'Ukraine.

Face à la nouvelle situation marquée par l'alliance entre les États-Unis de Trump et la Russie de Poutine, les associations d'Ukrainiens et Ukrainiennes en France appellent à une manifestation samedi 5 avril, à 14 heures de la Place de la République à Bastille. Dans la suite du soutien apportée depuis trois ans, les organisations syndicales françaises, CFDT, CGT, CFE-CGC, CFTC, UNSA, Solidaires et FSU appellent à participer à cette manifestation.

Le peuple Ukrainien, attaqué sur son sol par la Russie, est le premier à vouloir ardemment la paix. Mais elle ne peut pas lui être imposée de l'extérieur, en validant l'agression militaire et l'occupation de leur pays.

Solidarité avec l'Ukraine qui résiste !
Solidarité avec les travailleuses et travailleurs
d'Ukraine !

Non à la guerre de Poutine !
Troupes russes hors d'Ukraine !
Libertés en Russie et au Bélarus !
Pour la construction d'une paix juste et durable en
Ukraine !

PAROLES
D'UKRAINE

Nous voulons la paix, mais nous ne sommes pas prêtes à céder à l'ennemi nos terres, nos villes et notre peuple !

Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU)¹

Le 1^{er} Mai marque la Journée de solidarité et de soutien mutuel des travailleurs et des travailleuses dans leur aspiration à vivre dans des sociétés pacifiques et démocratiques. Cette journée nous rappelle que ce n'est qu'au prix d'efforts collectifs que nous pourrions surmonter les obstacles qui se dressent sur notre route.

En Ukraine, nous souffrons chaque jour et chaque nuit, pour la quatrième année consécutive, de la guerre d'agression russe à grande échelle. En fait, la guerre dure depuis plus de onze ans. Pendant tout ce temps, nos citoyen·nes ont été tué·es et blessé·es, nos villes et villages paisibles, nos entreprises industrielles, nos équipements sociaux et nos infrastructures ont été soumis à des attaques de missiles, de canons et d'artillerie, ainsi qu'à des bombardements. Des

quartiers résidentiels et des villes entières sont détruits, des industries écologiquement dangereuses et des régions entières sont privées d'électricité.

Au cours des quatre premiers mois de l'année 2025, la Russie a attaqué avec des missiles et des drones kamikazes des entreprises et des infrastructures employant des milliers de nos collègues syndicalistes à Kyiv, Kharkiv, Dnipro, Pavlohrad, Kamianske, Pokrovsk, Kryvyi Rih, Sumy, Zaporijjia et dans d'autres villes. Malgré les menaces et la souffrance, les travailleurs et les travailleuses ukrainiennes résistent, malgré tous les défis, les syndicats ukrainiens défendent les droits des travailleurs/travailleuses et luttent pour un avenir pacifique et juste.

L'État terroriste russe frappe délibérément des immeubles résidentiels, des gares, des hôtels, des restaurants et des cafés, des centres commerciaux, des hôpitaux, des écoles et des jardins d'enfants, ainsi que des transports publics, tuant des adultes et des enfants.

Depuis le début de l'invasion à grande échelle, plus de 13 000 civils ont été tués par les bombardements russes dans notre pays, dont plus de 600 enfants. Au moins 16 000 Ukrainien·nes sont en captivité en Russie, y compris des travailleurs/travailleuses, des militant·es syndicaux et des membres de syndicats, et environ 63 000 sont porté·es disparu·es.

Ces statistiques horribles n'incluent pas les milliers de victimes dans les territoires occupés par la Russie. Malheureusement, le nombre d'Ukrainien·nes innocent·es tué·es ou blessé·es par l'agresseur continue d'augmenter.

1. Déclaration à l'occasion de la Journée internationale de lutte pour les droits des travailleur·euses.

Nous voulons la paix, mais nous ne sommes pas prêts à céder nos terres, nos villes ou notre peuple à l'ennemi, car nous savons que la Russie a systématiquement mis en place un régime de terreur et violé les libertés civiles et les droits des êtres humains, y compris les droits du travail, dans les territoires qu'elle occupe. En outre, la Russie ne respecte aucun accord. C'est pourquoi nous nous battons jusqu'à la victoire et espérons vivement le soutien du monde entier. Car aujourd'hui, nous ne nous battons pas seulement pour nous-mêmes, mais pour tous les pays européens, pour les valeurs démocratiques, pour un ordre mondial fondé sur les principes du droit international.

Nous appelons nos frères et sœurs syndicalistes du monde entier à intensifier leurs efforts pour mettre fin à l'agression russe, pour arrêter le génocide du peuple ukrainien et pour garantir le châtiment inévitable des criminels de guerre.

Nous demandons à nos confrères et consœurs syndicalistes d'exhorter leurs gouvernements à accroître leur soutien à l'Ukraine, y compris l'aide financière et militaire, et à renforcer les sanctions contre la Russie! Nous demandons à nos collègues d'exiger la libération de tous et toutes les Ukrainiennes en captivité en Russie et le retour des enfants ukrainiens kidnappés.

Ce n'est qu'en unissant nos efforts que nous pourrons vaincre le mal et faire triompher le bien, afin que, sous un ciel paisible, nous puissions travailler pour le bien des travailleurs et des travailleuses de notre pays, de l'Europe et du monde entier.



« La plupart des gens pensent à survivre »

Entretien avec Denys Gorbach¹

« Ils ne percevaient pas la défense contre l'invasion comme une question politique, mais simplement comme la défense de leur mode de vie. »

Dans la ville industrielle de Kryvyi Rih, dans le sud de l'Ukraine, la majorité de la population parle russe et a voté pendant des années pour des partis souvent qualifiés de « prorusses ». Néanmoins, en 2022, il y a eu une forte résistance à l'invasion russe. *Jungle World* s'est entretenu avec Denys Gorbach sur la classe ouvrière ukrainienne en temps de guerre.

Quand on parle de l'Ukraine, on évoque rarement la société de classes ukrainienne ou le fait que l'Ukraine est un pays pauvre en marge de l'économie mondiale. Pourquoi en est-il ainsi ?

Actuellement, tout est mis en relation avec la guerre, et les autres sujets sont relégués au

1. Denys Gorbach est sociologue et membre de l'ENSU. Il est l'auteur de *The Making and Unmaking of the Ukrainian Working Class*, Oxford/New York, Berghann Books, 2024. Propos recueillis par Paul Simon. Article publié en allemand par *Jungle World*, 6 mars 2025. Traduction et publication en français : *Solidarité Ukraine Belgique*, 19 mars 2025 ; « La mayoría de la gente piensa en sobrevivir », *Viento Sur*, 8 avril 2025.

second plan. Cela ressemble presque à de l'autocensure. Mais qui peut le leur reprocher ? Si l'on exprime des critiques à l'égard de la société ukrainienne, on est rapidement pris dans un piège par des gens qui veulent dépeindre l'Ukraine comme un pays extraordinairement corrompu, non démocratique ou rempli de nazis. Ces jours-ci, je n'ai pas la force de participer à de telles discussions.

Vous avez grandi à Kryvyi Rih, comme le président ukrainien Volodymyr Zelensky, et y avez mené des recherches sur le terrain auprès des ouvriers de l'industrie dans les années qui ont précédé l'invasion russe. À quoi ressemble cette ville ?

C'est une grande ville industrielle, dont la plupart des quartiers ont été construits à l'ère soviétique. L'industrie est au cœur de la vie sociale et urbaine. Aujourd'hui encore, il existe de grands combinats qui regroupent plusieurs usines et mines et dont les anciennes structures paternalistes pour l'approvisionnement de la main-d'œuvre persistent sous une forme atténuée. Ils sont contrôlés par une classe généralement qualifiée d'oligarchie, qui investit peu dans les usines obsolètes.

Qu'en est-il des petites entreprises ?

Les petites et moyennes usines fonctionnent très différemment des grands combinats. J'ai moi-même travaillé dans une telle entreprise. Les ouvriers y étaient embauchés ou licenciés de manière flexible, la plupart d'entre eux travaillaient au noir et étaient payés à la pièce. La

sécurité au travail était extrêmement laxiste et il n'y avait pas de droit à des congés maladie ou à des jours de vacances payés. Ces deux régimes de travail coexistent dans des villes comme Kryvyi Rih.

Cette dernière forme est plus répandue en Ukraine, n'est-ce pas ?

Oui, cette absence totale de réglementation est la norme dans de nombreux secteurs économiques. L'intelligentsia ukrainienne vante souvent cette situation comme étant progressiste et entrepreneuriale et la présente comme l'antithèse de la culture paternaliste des grandes entreprises industrielles, qui perpétuerait une mentalité passive typiquement soviétique. Il y a là une certaine forme de chauvinisme qui s'adresse aux habitants des régions industrielles de l'Est et du Sud-Est, où l'on parle principalement russe.



«L'Ukraine risque de glisser dans une zone grise, où il n'y a pas d'investissements en capital, pas de croissance, mais où il y a beaucoup d'hommes traumatisés et armés.»

Qu'est-ce qui caractérise les soi-disant oligarques ?

Aujourd'hui, il est à la mode de qualifier tous les capitalistes de la même manière, d'oligarques. Mais pour l'Ukraine, ce terme a toujours un sens. Il désigne les capitalistes qui disposent également d'un pouvoir politique, qui contrôlent les médias et les partis et qui en

dépendent pour leurs affaires. À Kryvyi Rih, la plupart des entreprises industrielles sont tombées, après avoir été privatisées à partir de 2000, aux mains d'oligarques liés au Parti des régions, le parti du Premier ministre Viktor Ianoukovitch, destitué en 2005 lors de la «révolution orange». Ianoukovitch est devenu président en 2010, avant d'être renversé par l'Euromaïdan en 2014. À Kryvyi Rih, le propriétaire le plus important était l'oligarque Rinat Akhmetov, qui avait auparavant établi sa base de pouvoir dans la région du Donbass, dans l'est de l'Ukraine. Tout cela s'est accompagné de la domination de la politique dite prorusse, même après 2014.

Dans votre livre, vous parlez d'une politique identitaire «est-slave». Pendant de nombreuses années, celle-ci a concurrencé les positions «ethniquement ukrainiennes» dans l'opinion publique ukrainienne. Qu'est-ce qui caractérisait la politique «est-slave» ?

Elle se caractérise par une forte référence à la langue russe, à l'Église orthodoxe du Patriarcat de Moscou, à une politique historique pur le moins non antisoviétique qui met l'accent sur la victoire de l'Armée rouge sur les nazis, ainsi qu'à la promotion de meilleures relations avec la Russie.

Et pourquoi ne voulez-vous pas appeler cela «prorusse» ?

C'est un terme polémique qui ne rend généralement pas justice à la situation. Avant 2014, le Parti des régions de Viktor Ianoukovitch était par exemple opposé à une intégration économique

avec la Russie. Les oligarques craignaient d'être dominés par les oligarques russes plus puissants. En tant que Président, Ianoukovitch s'est opposé aux pressions de la Russie pour faire partie de l'Union économique eurasiatique et a plutôt travaillé pendant des années à l'accord d'association avec l'UE. C'est pourquoi ce fut un tel choc lorsqu'en novembre 2013, sous la pression de la Russie, il a soudainement interrompu les négociations avec l'UE, ce qui a déclenché les manifestations de Maïdan. J'ai de toute façon observé que la plupart des partisans de ces partis n'ont jamais vraiment adhéré à leur idéologie, mais la considèrent plutôt comme une sorte de bon sens. En Ukraine, par exemple, l'attitude «antipolitique» est beaucoup plus répandue que le ralliement à un camp politique particulier. En 2019, Volodymyr Zelensky a obtenu plus de 70 % des voix grâce à sa critique populiste de la classe politique corrompue et à sa prise de distance par rapport à ces conflits identitaires.

Ces deux identités opposées sont-elles donc avant tout une invention de politiciens populistes qui cherchaient ainsi à se créer une base électorale ?

En tout cas, elles sont beaucoup plus construites et moins claires dans la vie sociale que ne le pensent les essentialistes.

Qu'en était-il après 2014, lorsque le nouveau gouvernement de Kiev a fait la promotion d'une politique «ethniquement ukrainienne» ?

Au niveau national, l'«identité slave orientale» était marginalisée, la langue ukrainienne était encouragée et une politique historique nationaliste et antisoviétique était propagée. Au niveau local, à Kryvyï Rih, l'«identité slave orientale» était toujours hégémonique. Ainsi, à Kryvyï Rih, les représentants des deux camps pouvaient se sentir opprimés, ce qui est toujours important pour ces personnes (*rires*).

Et comment ces personnes ont-elles réagi à l'invasion russe de 2022 ?

Cela a été un choc pour elles. Les partis dits prorusses avaient nié le risque d'une invasion russe, leurs partisans n'étaient absolument pas préparés à cela.

Comment les habitants de Kryvyï Rih ont-ils réagi ?

En résistant. Dans la partie «slave orientale» de la population, il y a eu après l'invasion une mobilisation contre l'invasion aussi importante que partout ailleurs dans le pays : les gens se sont enrôlés dans l'armée ou ont soutenu la lutte d'une autre manière. Dans cette population, qui a toujours été qualifiée de passive, il existe des réseaux de soutien à l'armée tout comme dans d'autres parties de la population.

Comment expliquer cela ?

Ce n'est pas que tout à coup, tout le monde s'identifie à la forme hégémonique du patriotisme ukrainien. L'invasion a toutefois clairement montré que pour eux, contrairement à de nombreux Russes, la frontière entre les deux



pays était devenue une réalité mentale au cours des trente années d'indépendance. Mais le plus important est qu'ils ne percevaient pas la question de la défense contre l'invasion comme une question politique, mais simplement comme la défense de leur mode de vie contre un agresseur extérieur.



Que voulez-vous dire par là, lorsque vous dites que la société ukrainienne est majoritairement apolitique ?

Le mythe selon lequel l'Ukraine serait une société particulièrement activiste s'est développé après l'Euromaïdan, mais en réalité, seule une minorité a toujours été active, souvent issue de la classe moyenne urbaine. L'élection de Volodymyr Zelensky a montré le peu d'autorité politique dont disposait l'intelligentsia patriotique. La grande majorité a voté pour un candidat « antipolitique » et marginal, qui promettait en plus la paix avec la Russie.

Comment caractériseriez-vous cette attitude « antipolitique » ?

Il existe un scepticisme généralisé à l'égard des politiciens et des idéologies, qui est lié à une certaine passivité politique. Il s'agit d'un sentiment d'impuissance, de l'impossibilité de changer les choses soi-même. Cela n'a pas toujours été le cas : la fin de l'Union soviétique s'est accompagnée d'une énorme politisation de la classe ouvrière et de grandes grèves. Elle a été suivie par la crise économique et sociale extrême des années 1990. La réaction a été un repli sur la sphère privée, en particulier chez les ouvriers.

Qu'en est-il des syndicats ?

Comme à l'époque soviétique, les grands syndicats industriels sont en quelque sorte le bras droit de la direction. Ils sont néanmoins importants pour les travailleurs, car ils distribuent des prestations sociales. Il existe également des syndicats indépendants qui veulent être combattifs, mais ils sont marginaux.

Comment cela a-t-il changé avec l'invasion totale ?

En 2022, le gouvernement a promulgué les lois les plus hostiles aux travailleurs et aux syndicats de toute l'histoire de l'Ukraine. Le gouvernement a saisi l'occasion pour faire passer ces lois, ou peut-être a-t-il jugé nécessaire de le faire en raison de la guerre.

N'y a-t-il pas eu de résistance ?

Les grands syndicats ont exprimé leur opposition, mais sont restés passifs. Il était impossible d'organiser des manifestations en vertu de la loi

martiale. Et la plupart des travailleurs avaient d'autres préoccupations. En outre, l'effondrement économique de 2022 a affaibli la position des travailleurs. La situation est si mauvaise que ce que l'économiste Joan Robinson a écrit s'applique : « La misère d'être exploité par les capitalistes n'est rien comparée à la misère de ne pas être exploité du tout. » Cela rappelle la crise des années 1990, lorsque beaucoup ont continué à travailler alors qu'ils ne recevaient plus de salaire, car ils avaient ainsi au moins encore accès à certains biens et prestations sociales de leur entreprise.

Dans l'espoir que la situation s'améliore à nouveau ?

Oui, la grande question est : à quoi ressemble l'avenir ? Si la guerre devait se terminer par un cessez-le-feu, le problème de l'économie persisterait. Il y a déjà eu des conférences anticipées sur la reconstruction de l'Ukraine. Il est apparu clairement que celle-ci se concentrerait dans l'Ouest du pays. Qui voudrait investir à proximité du front, surtout si la paix n'est que fragile ? Le déclin de ces régions, qui regorgent d'anciennes industries datant de l'époque soviétique et qui ne répondent déjà pas aux normes environnementales de l'UE, semble inévitable.

L'Ukraine ne risque-t-elle pas plutôt d'être braquée au capitalisme occidental ?

Le problème est exactement l'inverse. Après 1989, les pays d'Europe de l'Est comme la République tchèque ou la Hongrie se sont surtout laissés coloniser par le capital allemand.

Aujourd'hui, il est beaucoup plus agréable d'y vivre qu'en Ukraine. Pour la plupart des Ukrainiens, ce serait déjà une énorme ascension économique si le pays devenait un État périphérique de l'UE. Mais il n'est pas certain que l'Ukraine soit encore attrayante pour les investisseurs occidentaux. Le pays risque de glisser dans une zone grise, où il n'y a pas d'investissements en capital, pas de croissance, mais en revanche beaucoup d'hommes traumatisés et armés. Ce scénario est pour beaucoup d'Ukrainiens bien plus menaçant qu'une dépendance vis-à-vis de l'UE. Ils la considéreraient plutôt comme une planche de salut.

Le développement économique est-il donc une motivation plus importante pour la population que la liberté et la démocratie pour adhérer à l'UE ?

On ne peut pas dissocier les deux, la liberté et la démocratie sont importantes. Mais l'Ukraine a besoin d'une intégration économique. Et il ne reste que l'UE, car les liens économiques avec la Russie ont été détruits au plus tard depuis 2014. Je pense que c'est une illusion de croire que l'Ukraine pourrait mieux se développer en dehors du bloc européen, avec une politique économique prétendument souveraine similaire à la phase de substitution des importations dans les années 1970.

Comment vos interlocuteurs à Kryvyi Rih perçoivent-ils actuellement la guerre ?

Ils sont très inquiets de voir le front se rapprocher de leur ville. Tous ont en tête le sort de

Marioupol, une ville qui ressemblait beaucoup à Kryvyi Rih et avec laquelle ils avaient de nombreux liens personnels. Cela ne veut pas dire pour autant que tous seraient prêts à s'engager dans l'armée.

Depuis plus d'un an, le nombre de conscrits mobilisés de force ne cesse d'augmenter. Qu'en est-il à Kryvyi Rih ?

Depuis 2014, le nombre de personnes recrutées dans l'armée y est disproportionné. Les hommes travaillant dans de grandes entreprises industrielles sont surreprésentés dans l'armée, car les autorités peuvent plus facilement les retrouver sur leur lieu de travail que les personnes travaillant de manière informelle. Il en va de même pour les hommes des villages, où le contrôle social est plus fort.



Comment se passe la mobilisation sur le lieu de travail ?

Pendant longtemps, les entreprises ont coopéré avec les autorités, mais le manque de main-d'œuvre a entraîné une multiplication des conflits. Il y a eu des cas où les recruteurs se sont présentés à l'improviste dans les usines et ont fouillé les locaux. Entre-temps, au moins une partie du personnel des entreprises déclarées importantes pour la guerre – par exemple dans l'industrie lourde, les mines et les chemins de fer – a été exemptée du recrutement.

« Je ne vois pas en quoi la demande de sécurité contre une nouvelle attaque russe ne serait

pas aussi dans l'intérêt de la classe ouvrière. »

De nombreux militants de gauche en Allemagne affirment que la classe ouvrière doit prendre conscience qu'elle n'a rien à gagner dans cette guerre. Qu'en pensez-vous ?

Même pendant la Seconde Guerre mondiale, des appels ont été lancés, notamment par les mouvances anarchistes, pour ne pas soutenir la guerre des États bourgeois contre le fascisme. Je ne veux pas remettre en question la légitimité de telles positions en soi. Mais je pense que ce n'est pas une bonne idée de supposer *a priori* que les gens sont stupides et qu'ils ne comprennent pas leurs propres intérêts en raison de leur mauvaise conscience. Avant de porter un jugement sur ce que les ouvriers ukrainiens devraient faire ou ne pas faire, il faudrait leur parler ou essayer de comprendre leur situation. En ce qui concerne la guerre, certains n'ont probablement qu'un schéma de la Première Guerre mondiale en tête. Je ne considère pas que mon rôle soit de plaider en faveur d'une lutte de défense nationale. Mais je plaide pour une véritable analyse de la situation.

Comment se présente-t-elle ?

Les travailleurs ukrainiens ne sont pas dupes de la propagande nationaliste. Ils ont l'esprit pragmatique. Ce sont des circonstances indépendantes de leur volonté qui les obligent à combattre dans cette guerre qu'ils détestent. Si un cessez-le-feu était décrété demain, la plupart

d'entre eux seraient soulagés. Certains avaient placé leurs espoirs en Trump. Mais son comportement ces dernières semaines et les conditions qu'il pose ont choqué beaucoup de gens à Kryvyi Rih, car ce n'est pas la paix qu'ils veulent.

Et qu'en découle-t-il ?

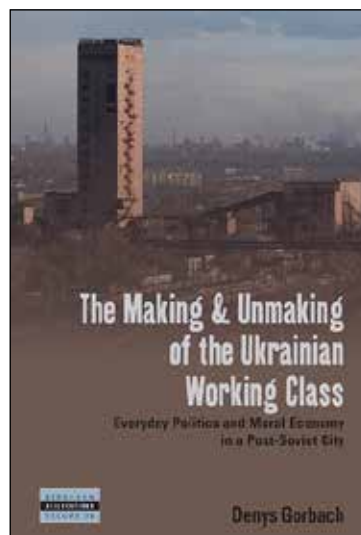
Je ne me vois pas en mesure de dire aux autres quelle est la bonne position, je ne le sais pas moi-même. D'un côté, tout le monde veut que la guerre cesse, personne ne veut mourir ou perdre ses proches. Mais il est également clair pour tous qu'un cessez-le-feu instable peut signifier la poursuite de la guerre dans un avenir proche, comme cela a déjà été le cas dans le passé. La demande de sécurité contre une nouvelle attaque russe n'est pas une demande de la bourgeoisie ukrainienne ou d'un gouvernement tyrannique de Zelensky. Je ne vois pas en quoi cela ne serait pas également dans l'intérêt de la classe ouvrière.

Que souhaitent les travailleurs ?

La plupart d'entre eux souhaitent la stabilité politique et économique. Le gouvernement sape cette dernière avec sa propre politique économique. Il suit une approche technocratique : il pense avant tout aux ressources qu'il doit extraire, et moins à la manière dont la société l'accepte. Il en va de même pour la manière parfois illégale dont le renforcement de la mobilisation se déroule depuis l'année dernière.

On rapporte même des actes de violence à l'encontre des recruteurs. Est-ce le signe que le gouvernement ukrainien a perdu sa légitimité ?

Ma collègue Daria Saburova, qui a mené des recherches sur le terrain à Kryvyi Rih en 2023 et qui s'y trouve à nouveau actuellement, affirme qu'il n'est guère surprenant que tant de personnes ne veuillent pas s'engager dans l'armée. Ce qui est plus surprenant, c'est que la mobilisation puisse encore se poursuivre après trois ans. Il y a des femmes qui soutiennent des unités de l'armée en tant que volontaires tout en cachant leurs propres maris. De telles contradictions sont intéressantes d'un point de vue sociologique, mais elles sont surtout tragiques. La plupart des gens ne pensent pas en termes abstraits, mais cherchent plutôt à survivre d'une manière ou d'une autre et adoptent des stratégies individuelles.



« Le contrôle, c'est notre pratique syndicale »

Priama Diia¹

Depuis le début de la guerre à grande échelle, en raison des bombardements russes, ce sont plus de 3 400 établissements d'enseignement qui ont été endommagés et 400 ont été complètement détruits. Parmi eux de nombreuses universités. Dans ces établissements, les conditions d'études des étudiant-es deviennent de plus en plus difficiles, notamment parce que les administrations universitaires ne procèdent pas aux réparations nécessaires. Cette question des réparations est une des préoccupations du syndicat étudiant Priama Diia qui exige que fenêtres et dortoirs soient réparés. Mais ce n'est pas la seule activité du syndicat qui agit sur de nombreuses autres questions en défense des intérêts des étudiant-es. Priama Diia, a récemment rejoint le Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Deux années après sa refondation, Ihor Vasylets, étudiant en master d'histoire à l'Université nationale de Lviv, membre de Priama Diia, a bien voulu répondre à nos questions.

Priama Diia a été refondé en février 2023. Peux-tu nous dire quelle est la situation de votre syndicat. Êtes-vous présents dans de nombreuses universités ?

À l'heure actuelle, nous comptons plus de 150 membres dans différentes villes d'Ukraine, principalement à Lviv et à Kyiv. C'est dans ces villes que nous sommes le plus actif-ves, y compris par des manifestations. À Lviv, nous sommes présent-es dans trois universités, à savoir l'université nationale de Lviv, l'université agricole nationale de Lviv et l'école polytechnique de Lviv. Pour ce qui est de Kyiv, nous sommes plus nombreux et nous couvrons les universités suivantes : KNU, KPI, NaUKMA, et plus récemment NAOMA. Tant à Lviv qu'à Kyiv, nous sommes généralement présent-es dans toutes les grandes universités.

Votre organisation a tenu deux congrès. Lors de votre dernier congrès, vous avez décidé d'une meilleure organisation interne. Peux-tu nous en parler ?

Lors du dernier congrès, nous avons adopté une nouvelle structuration parce que nous étions fatigué-es du chaos qui régnait au sein du syndicat. En effet, auparavant, tout fonctionnait sur la base de l'initiative, sans responsabilité, sans compte rendu, etc. Cela a peut-être fonctionné pendant un certain temps, mais au fur et à mesure que le syndicat se développait, il est devenu évident que nous avions besoin de personnes responsables pour certaines choses, comme les finances ou les médias. Nous avons créé des postes avec élection - des

1. Publié par le [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#), 16 avril 2025. Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat.

coordinateurs de différents départements, dont la tâche principale est d'animer les activités et d'en rendre compte. Bien entendu, comme nous n'aimons pas vraiment le système représentatif, ces postes visent uniquement à coordonner, mais pas à prendre des décisions pour les autres, ce qui signifie que les coordinateur-trices doivent toujours prendre leurs décisions avec les personnes concernées au sein de leur groupe de travail, qui peut comprendre n'importe quel membre du syndicat. Plus de six mois se sont écoulés et je peux dire que c'est un bon système, car il y a un travail actif dans les départements et pas de décisions unilatérales. Ce mépris pour les décisions unilatérales tient à deux choses : 1) nous n'aimons pas le système représentatif en tant qu'imitation de la démocratie ; 2) le syndicat comprend des personnes très diverses sur le plan politique, allant des apolitiques aux anarchistes-marxistes radicaux, et, par conséquent, une décision unilatérale de quelqu'un-e peut conduire à une vague d'indignation, par exemple, dans le cas d'une publication étrange par le département des médias.

En 2024, des militants de Priama Diia ont été agressés plusieurs fois par l'extrême droite.

Peux-tu nous parler de la présence de l'extrême droite dans les universités ? Avez-vous connu depuis d'autres problèmes ?

Il y a eu des passages à tabac à Kyiv et à plusieurs autres occasions, et c'est un problème assez grave qui nous empêche de travailler activement dans les rues et à l'université. À Lviv, la situation est un peu meilleure, malgré la

perception de Lviv comme un « bastion des radicaux de droite », nous n'avons généralement pas eu d'affrontements violents avec l'extrême droite, bien qu'ils soient venus à nos manifestations et événements, qu'ils aient écrit des demandes à l'administration pour nous refuser des locaux, et ainsi de suite, mais il s'agit plus d'une démangeaison désagréable que d'un véritable problème. Il y a eu un incident amusant lorsque nous distribuons notre journal et qu'un étudiant de droite en a pris un, l'a déchiré agressivement et l'a jeté à la poubelle, mais ses amis ont commencé à se moquer de lui, parce qu'ils ne comprenaient pas pourquoi il était si en colère contre le tract. En général, si vous ne les provoquez pas, si vous faites des choses « sociales », vous les remarquez à peine. L'extrême droite n'est pas du tout intéressée par la lutte pour les dortoirs ou les cantines, mais elle apparaît ici et là lorsqu'il s'agit de questions progressistes, sur les LGBTQIA+, par exemple. Il est également nécessaire de comprendre qui est d'extrême droite : il ne s'agit pas toujours d'hommes en bonne santé et gonflés à bloc, mais souvent d'écoliers ou d'étudiants de première année ayant des idées étranges sur la race aryenne.

Dans la dernière période, Priama Diia a organisé des luttes sur la question des réparations nécessaires dans les universités pour les étudiant-es. Quel bilan faites-vous de ces luttes ?

Je comprends pourquoi vous parlez des réparations dans les dortoirs. C'est un problème très répandu, de nombreux dortoirs sont dans un état catastrophique : cafards, tuyauterie et



fenêtres vétustes, pas d'eau chaude, moisissures, etc. Les conditions sont presque celles d'une prison, même si c'est très bon marché. Il est trop tôt pour parler des résultats, car la lutte est toujours en cours, mais, par exemple, à LNU, un certain nombre d'étudiant·es ont rapporté que les réparations dans leurs blocs avaient été effectivement accélérées après notre action, mais nous n'avons pas encore réussi à créer un mouvement de masse. Au contraire, à Kyiv, à l'Académie nationale des arts et d'architecture, la manifestation a été soutenue par de nombreux étudiant·es vivant dans des dortoirs, et nous pouvons déjà parler de succès, car nous avons réussi à gagner le cœur de nombreux·ses étudiant·es en organisant une manifestation autour de ces questions sociales.

Vous avez beaucoup insisté au cours de ces luttes sur la construction d'un contrôle étudiant.

Notamment le contrôle sur les entreprises chargées des réparations. Vous avez également organisé un contrôle sur l'état des abris dans les universités. La question de l'auto-organisation démocratique des étudiant·es est également au cœur de la vision syndicale de Priama Diia. D'une certaine façon, vous ne mettez pas en avant seulement des revendications, mais vous cherchez le moyen pour que les étudiant·es soient des acteur·trices direct·es de leur mise en œuvre ?

Établir un contrôle, ou plutôt créer des groupes de travail pour le contrôle, est notre pratique habituelle afin de mener une campagne efficace, car après les manifestations, on peut nous promettre beaucoup, mais pour consolider le succès, nous devons également obtenir un droit légitime d'observer les nouveaux changements et d'y participer. Bien entendu, il s'agit également d'une question politique, car l'implication des étudiant·es dans la gestion de l'université est certainement importante en termes de vision politique, et l'université devrait être aussi démocratique et centrée sur les étudiant·es que possible.

Vous avez été également actifs sur la question du harcèlement. Le 8 mars dernier, Priama Diia s'est mobilisé pour la journée des droits des femmes. Peux-tu nous parler de cet engagement féministe ?

L'Ukraine est un pays assez conservateur à bien des égards, et les cas de harcèlement, de violence sexuelle sont très courants, y compris à l'université, pour, par exemple, obtenir de

bonnes notes ou réussir un examen. Et comme l'université est une structure bureaucratique où personne n'aime faire du bruit, ces cas sont généralement ignorés, même si tout le monde sait que cela existe. Dans de telles circonstances, notre tâche n'est pas de rester silencieux, mais de mettre en lumière tous ces cas, d'exiger des enquêtes et de lutter contre les auteurs. En outre, il existe un département antidiscrimination au sein du syndicat pour que les femmes se sentent à l'aise et en sécurité, et il traite également les plaintes en matière de discrimination dans universités.

Le gouvernement a décidé d'introduire une formation militaire pour les étudiant·es. En Europe de l'Ouest, je pense que des syndicats étudiants y seraient opposés en raison de leur sentiment «antimilitariste». Quelle est la position de Priama Diia sur cette formation ?

Le syndicat n'a pas de position univoque sur cette question, certain·es considèrent qu'il s'agit d'une forme de discrimination, tandis que d'autres y voient une occasion d'acquérir de nouvelles compétences et de surmonter la division du travail. J'appartiens à cette dernière catégorie, mais je pense que si de tels cours sont introduits, ils devraient être de haute qualité afin de fournir de véritables connaissances et compétences, et pas seulement une «case à cocher» pour être envoyé à l'armée.

Vous développez également des activités culturelles : ciné-club, conférences sur des livres ou

des sujets particuliers. Quel sens a pour vous ces activités ?

L'objectif est d'impliquer les étudiant·es à un moment où il n'y a pas de campagne syndicale particulière. Pour l'instant, nous pouvons dire que nous avons atteint cet objectif, même si les personnes qui adhèrent aux événements culturels et au club de cinéma ne sont pas très intéressées par l'activisme ou la politique. D'un autre côté, ces événements rassemblent les anciens membres du syndicat et leur permettent de passer du temps ensemble, ce qui est une bonne chose.

Peux-tu nous parler du réseau étudiant international «Universities at War» dont vous êtes membres ?

Nous recevons des informations utiles de nos collègues de différents pays, de leurs recherches et de leurs travaux théoriques, ce qui nous motive à travailler. En outre, nous nous soutenons mutuellement, comme c'est le cas pour l'université Jagiellonian (Pologne)².

Dans de nombreuses déclarations, Priama Diia affirme son soutien aux luttes étudiantes dans d'autres pays : Chili, Grèce, Iran, Géorgie... Le 27 décembre 2024, vous étiez les premiers à publier la lettre des étudiants de Serbie qui décrivait le mouvement auto-organisé des étudiants serbes. Plus récemment, c'est avec les

2. NdT. En Pologne, la lutte des étudiant·es polonais·es à l'université Jagiellonian (Cracovie), animée par Inicjatywa Pracownicza, notamment pour leurs dortoirs, a été violemment réprimée.

étudiant-es américain-es que vous avez exprimé votre solidarité contre la politique de destruction des universités de Trump. Vous vivez dans un pays en guerre. Vous affrontez d'énormes difficultés. Pourquoi exprimer une solidarité internationaliste avec d'autres étudiant-es et prêter attention aux luttes dans d'autres pays ?

C'est important pour au moins deux raisons. Premièrement, nous montrons à nos étudiant-es comment les étudiant-es se battent à l'étranger, ce qui nous motive. Deuxièmement, c'est

se sont liés d'amitié, malgré la barrière de la langue. Cela nous permet de partager nos expériences, de demander et de se donner des conseils. Pour nous, il est très important d'apprendre à se connaître, car, à bien des égards, nous sommes dans leurs pas, et en ayant des contacts étroits, nous pouvons en bénéficier pour nos campagnes, ce qui est très important.

Enfin, une question difficile que je pose à tous mes interlocuteur-trices ukrainien-nés. Comment vois-tu l'avenir de l'Ukraine ?



une question de solidarité, car aujourd'hui ils et elles sont en difficulté, et demain nous le serons, alors nous devons nous serrer les coudes.

Vous êtes également particulièrement liés aux étudiant-es polonais-es du syndicat Inicjatywa Pracownicza qui luttent aussi sur la question des dortoirs universitaires. Peux-tu nous parler la nature de vos relations ?

Nous restons en contact étroit, même au niveau personnel: beaucoup de nos membres

Tout ira de plus en plus mal. Je n'entrerai pas dans les détails, mais à mon avis, il n'y a aucun espoir d'un bon avenir pour l'Ukraine dans les années ou même les décennies à venir, à moins qu'une force politique progressiste n'émerge, capable d'unir un peuple déchiré par diverses contradictions. Notre syndicat peut être une première étape dans la formation d'un tel mouvement, mais il y a encore beaucoup de travail à faire pour la gauche en Ukraine, donc pour l'instant, mon point de vue est plutôt pessimiste.

Les leçons d'une lutte étudiante

Artem Remizovsky¹

Le 10 mars dernier, les étudiant-es de l'Académie nationale des beaux-arts et de l'architecture (NAOMA, Kyiv) ont organisé un piquet de grève pour demander que des travaux de réparation soient entrepris dans leurs dortoirs et que les prix des services liés à leur logement soient réduits. La manifestation était le point culminant d'événements qui ont commencé en novembre de l'année dernière, lorsque, au milieu des premiers froids, les résident-es, qui n'avaient ni eau, ni chaleur dans leurs radiateurs, ont reçu des factures mensuelles d'environ 1 300 UAH. Les militants du syndicat étudiant indépendant Priama Diia ont attiré l'attention sur ces problèmes et se sont joints à la lutte pour des conditions de vie décentes.

Ce n'est pas le premier épisode de l'histoire moderne de l'académie où les étudiant-es de la NAOMA se battent contre la bureaucratie de leur université. Cette dernière ne cache pas son attitude paternaliste et conservatrice à leur égard et n'hésite pas à utiliser divers instruments de pression pour maintenir le *statu quo*.

Depuis au moins 2016, l'Académie des beaux-arts n'est pas seulement un lieu de production de connaissances au sens propre, mais aussi un espace de conflits sociaux vifs qui, dans l'enseignement supérieur, sont masqués par la dépolitisation et la dégradation des universités. Ce conflit vaut la peine d'être chroniqué et analysé comme un exemple de politique publique incohérente, ainsi que comme une source d'expériences qui nous permet de tirer des conclusions et d'aller de l'avant, en ouvrant de nouveaux domaines où la démarchandisation des connaissances et l'introduction d'une pédagogie libertaire dans l'enseignement supérieur seront à l'ordre du jour.

L'histoire de la lutte des étudiant-es à la NAOMA, la bureaucratie locale, la politique stupide de l'État dans le domaine de l'éducation et les leçons à tirer – sont les sujets de ce texte.

Pour le changement, contre la censure, pour les élections, étudier au chaud

Tout d'abord, nous devons parler de la NAOMA en général. Il s'agit d'une petite université basée à Kyiv et contrôlée par le ministère de la culture et des communications. En novembre 2024, elle comptait environ 1 200 étudiant-es, dont une grande majorité de femmes. L'académie est située dans le vieux bâtiment d'un ancien séminaire de théologie, qui est classé monument national. Pendant les années soviétiques, un bâtiment supplémentaire a été ajouté. La plupart des locaux de la NAOMA sont composés d'ateliers, où se déroulent les formations. Même pendant la pandémie de Covid-19, le processus éducatif est resté essentiellement

1. Artem Remizovsky est spécialiste des études dans le domaine de la culture, chercheur sur les jeux et militant du syndicat étudiant Priama Diia. Publié par [Commons](#), 20 mars 2025. Illustration : Katya Gritseva ; traduction : Patrick Le Tréhondat.

en présentiel, seules les matières non essentielles et théoriques étant enseignées à distance. Les étudiant·es sont évalué·es sur la base de leurs travaux finaux, qu'ils et elles présentent à la fin du semestre lors des examens. Parallèlement, des journées portes ouvertes sont organisées : les murs de la NAOMA, ses couloirs et ses salles sont tapissés d'œuvres, des masterclasses sont organisées.

En d'autres termes, la NAOMA est un réseau d'ateliers où les étudiant·es (la plupart du temps seul·es) produisent des œuvres originales qui, aux yeux des enseignant·es et des collectionneurs, se transforment en marchandises et acquièrent une valeur d'échange. Cependant, en raison des spécificités des académies d'art, ce processus d'aliénation et de marchandisation se heurte constamment à la résistance des étudiant·es. En outre, les étudiantes achètent souvent les matériaux et les outils nécessaires à leurs études, donc à leurs propres frais, ce qui influe également sur leur participation à la production d'œuvres. Comme les étudiant·es travaillent à l'université, leurs conditions de travail et la qualité de leur éducation déterminent la qualité du «produit final», dans lequel elles et ils investissent beaucoup de temps et d'émotions. Et cela est vrai dans une certaine mesure pour tous les établissements d'enseignement supérieur. Mais c'est ici que la précarité du travail étudiant et la crise de l'université prennent une forme concrète, matérielle et spatiale.

La NAOMA a une histoire mouvementée en matière de protestation. En 2016, Olan Mamay, étudiante en quatrième année, a organisé une performance intitulée *Action à la porte* devant

l'entrée principale de l'Académie nationale des beaux-arts et de l'architecture. Elle a écrit un manifeste sur les panneaux de signalisation et distribué des brochures qui soulevaient un certain nombre de problèmes liés au processus académique : des expositions d'œuvres à huis clos et leur évaluation sans la participation des étudiant·es ; un petit nombre de cours auxquels les enseignant·es n'assistent pas ; une éducation qui ne prépare pas les étudiant·es aux réalités du marché de l'art. À l'époque, l'administration a réagi négativement : des agents de sécurité ont tenté d'arrêter Mamay et ont appelé la police, et le recteur de l'époque, commentant la situation, a accusé un groupe de personnes de «saper une école puissante». Il existe peu d'informations sur ces événements dans le domaine public, mais il est mentionné qu'après la manifestation, les étudiant·es et les enseignants ont créé un département d'art contemporain et lancé un samizdat, *It*, consacré à la vie de l'académie.

En 2019, Spartak Khatchanov, étudiant de la NAOMA, a créé une installation antiguerre composée de petits chars, de figures militaires et de missiles phalliques, que les médias ont surnommée la «parade des bites». L'exposition a provoqué l'indignation de l'un des enseignants, qui a fini par détruire l'installation. Par la suite, Khatchanov a subi des pressions : il a été convoqué au conseil académique, où il a été menacé d'expulsion, et après cette rencontre, l'artiste a été intimidé dans la rue par des militants d'extrême droite de l'organisation C14. La situation a été médiatisée et les étudiant·es soutenant Khatchanov ont organisé deux manifestations avec les slogans «Non à la censure à



la NAOMA» et «Le totalitarisme est une façon de penser», au cours desquelles ils ont recueilli des signatures contre l'expulsion de l'artiste. Finalement, l'administration a laissé l'auteur de cette installation artistique tranquille.

En décembre 2020, la NAOMA devait organiser des élections pour désigner le recteur conformément à la nouvelle législation sur l'éducation, mais à la dernière minute, le ministère de la culture les a reportées indéfiniment et a nommé par intérim l'un des candidats, Ostap Kovaltchuk, à la tête de l'académie. En réaction, les étudiant·es ont organisé plusieurs manifestations pour exiger la reprise du processus électoral et ont créé une association de contrôle, Pro NAOMA. L'action a également été soutenue par le corps enseignant de l'académie, et le conseil académique a exprimé sa défiance à l'égard de Kovaltchuk. Finalement, l'élection a eu lieu et Oleksandr Tshuhorka est devenu recteur.

Les étudiant·es de l'académie avaient déjà soulevé des problèmes de logement avant les événements de cette année. En 2021, la NAOMA a été au centre d'un scandale public après que l'administration ait interdit les cours de dessin d'après nature, invoquant le froid qui régnait dans les salles de classe. En novembre 2023, alors qu'il n'y avait pas de chauffage dans les bâtiments de la NAOMA, les étudiant·es ont organisé un piquet de grève. Le recteur a alors solennellement ouvert les robinets et le chauffage s'est mis en route.

En outre, en décembre 2023, les résident·es des dortoirs ont collectivement demandé à l'administration d'annuler les frais supplémentaires pour les services liés à leur logement, qui

avaient dépassé les 1 200 UAH par mois en novembre. Dans leur déclaration, ils et elles ont fait remarquer que ces frais supplémentaires, ainsi que les frais de couchage de 800 UAH, étaient illégaux : selon les règlements et les ordonnances du gouvernement, les frais de dortoir comprennent déjà ces services. En outre, le montant maximum des frais d'hébergement dans les dortoirs des établissements d'enseignement pour les étudiant·es ne peut excéder 40 % de la bourse universitaire. Une déclaration collective a été envoyée à l'administration et, le lendemain, le vice-recteur aux affaires économiques s'est rendu à un dortoir. Selon les étudiant·es, il a fait pression sur les signataires : il a réuni les anciens du dortoir et les a menacés que, si de telles initiatives se répétaient, l'administration transférerait le coût des services en tant que taxe supplémentaire pour l'utilisation des appareils électriques, et qu'ils devraient payer encore plus. Cependant, la résistance des étudiant·es a porté ses fruits : ils et elles ont été autorisés à ne pas payer les services pour le mois de novembre.

It et «Pro NAOMA» ont disparu. La NAOMA n'a jamais créé d'organisation permanente chargée d'accumuler et de transmettre l'expérience de la lutte étudiante. Il existe peu d'archives publiques de ces événements, et les anciens étudiant·es ont rarement partagé leurs souvenirs, ce qui explique pourquoi les réalisations et les succès des générations précédentes sont restés inconnus des nouveaux étudiant·es.

Cependant, alors que dans d'autres universités, les syndicats étudiant·es locaux et les conseils étudiants jouent généralement le rôle



de «partenaire junior» de l'administration, apportant leur soutien aux autorités, à la NAOMA, ce sont des organisations militantes indépendantes qui rassemblent des personnes prêtes à un conflit ouvert. Une situation similaire, du moins à première vue, peut être observée dans un autre établissement d'enseignement supérieur créatif, l'université nationale Karpenko-Kary de Kyiv pour le théâtre, le cinéma et la télévision. Lors du scandale entourant Andriy Bilous², le conseil local des étudiant-es s'est rangé du côté des victimes et a organisé une réunion au cours de laquelle, après une longue discussion, l'administration a accepté de suspendre le professeur. En conséquence, un groupe de travail conjoint avec les étudiant-es a été mis en place pour résoudre les problèmes de cette université.

Paternalisme et patriarcat : comment Priama Diia est allé aux négociations

L'activisme étudiant à la NAOMA est basé non seulement sur les spécificités des études à l'académie, mais aussi sur l'opposition systématique par laquelle l'administration répond aux initiatives étudiantes. La direction ne considère pas les étudiant-es comme des sujets égaux et utilise des pratiques paternalistes et patriarcales dans la gestion de l'université. Si la célèbre déclaration de David Graeber s'applique à une académie, c'est bien à la NAOMA :

2. NdT. Accusé de harcèlement sexuel par de nombreuses étudiantes et actrices de théâtre.

En fait, le système universitaire moderne est probablement la seule institution, à l'exception de la monarchie britannique et de l'Église catholique, qui ait survécu de façon plus ou moins intacte depuis le Haut Moyen-Âge. Cela conduit à vraiment agir comme un anarchiste dans un environnement rempli de doyens, de vice-recteurs et de personnes en robes bizarres se rendant à des conférences dans des hôtels de luxe... Cela signifie au moins remettre en question la structure de l'université d'une manière ou d'une autre.

Je vais donner quelques exemples qui démontrent clairement les discours dominants dans cette institution. Le 13 décembre 2024, avec un autre militant de Priama Diia, Mykhailo, et les résident-es des dortoirs, je me suis rendu au bureau du recteur pour savoir où se trouvait le bureau du vice-recteur par intérim pour les activités éducatives et les questions financières et administratives, Volodymyr Bondartchuk. La première vice-rectrice par intérim, Tamara Kasyanenko, nous a immédiatement conduits dans son bureau, a appelé Bondartchuk, et celui-ci a commencé à expliquer pourquoi les dortoirs avaient des radiateurs froids et imposaient des prix élevés pour les services de logement. Au cours de la conversation, Bondartchuk a répété dix fois : « Vous êtes nos enfants, nous prendrons soin de vous. » Kasyanenko, quant à elle, a déclaré que nous devons nous rendre compte qu'il y avait une guerre dans le pays, et que les étudiant-es devaient donc être uni-es et souffrir un peu. En outre, l'administration a accusé les étudiant-es d'utiliser de manière excessive des

appareils électriques, ce qui, selon eux, a provoqué un manque d'électricité dans les dortoirs.

Nous avons ensuite convenu d'une nouvelle réunion le lundi, au cours de laquelle nous devions apporter la liste des dortoirs dont les fenêtres et les radiateurs posaient problème. Le 16 décembre, je me suis rendu chez le vice-recteur par intérim avec cinq autres résident-es des dortoirs. Lorsque nous avons remis la liste susmentionnée, Kasyanenko a évité de répondre à la question concernant le calendrier des réparations. Après cela, l'un des étudiant-es s'est indigné et a commencé à se plaindre que ces problèmes duraient depuis des années et que l'administration ne faisait pas ce qu'elle avait promis. Le premier vice-recteur, dans la meilleure tradition du discours monolingue dominant, a réprimandé l'étudiant : « Pourquoi parlez-vous la langue de l'occupant pendant la guerre ? Vous vous rendez compte à quel point c'est un manque de respect pour les soldats ? » Lorsque les mêmes plaintes ont été répétées, cette fois dans la langue de l'État, M^{me} Kasyanenko a commencé à se justifier en disant qu'elle n'était en poste que depuis six mois et que l'académie était médiocre. Finalement, nous avons convenu verbalement que nous recevions une réponse à nos demandes et un calendrier des réparations pour le 20 décembre. Le 20 décembre est passé, mais nous n'avons toujours pas reçu de réponse.

Le 30 décembre, avec d'autres membres du syndicat Priama Diia, ainsi que l'un des résidents du dortoir, nous avons découvert la réponse de l'administration. La journée a été très conflictuelle : on ne voulait pas nous laisser entrer, le



doyen local par intérim de la faculté des beaux-arts et de la restauration, Ihor Melnytchuk, a vérifié nos documents et a menacé d'appeler mon université. Pour notre part, nous n'étions pas convaincus que l'académie était fermée pour les vacances et qu'il n'y avait personne, car une exposition ouverte avait été annoncée officiellement par l'Académie nationale des arts. Finalement, nous avons été autorisés à entrer dans le rectorat, où nous avons été accueillis par une Kasyanenko en colère, un papier à la main. Elle a déclaré que «seul Remizovsky» serait informé de la réponse, car la demande avait été faite en mon nom. Je l'ai donc accompagnée. On m'a conduit dans un bureau exigu où le doyen par intérim, le vice-recteur par intérim et le directeur des dortoirs étaient confortablement assis dans des fauteuils, et on m'a donné une chaise en bois.

- S'il vous plaît, asseyez-vous a dit Melnytchuk.
- Merci, je vais attendre ai-je répondu, car je n'avais pas l'intention de rester longtemps, d'autant plus qu'on m'avait fait entrer comme pour obtenir une réponse.
- Non, non, asseyez-vous.
- Non, merci beaucoup, je me sens plus à l'aise ainsi debout.
- Si vous voulez parler, la voix du doyen est devenue très froide, asseyez-vous.

Je me suis assis. Le désir non dissimulé de l'administration de me traiter comme un «mauvais élève» dans le bureau du directeur de l'école semblait si absurde que j'avais envie de rire. Pendant environ 40 minutes, Kasyanenko

m'a lu à haute voix un mémo dans lequel l'administration prétendait que tous les problèmes avaient déjà été résolus et m'accusait de tout, de la «construction d'une carrière de leader étudiant» en raison d'un prétendu «intérêt personnel» pour les étudiantes. Pour une raison quelconque, les bureaucrates avaient décidé que j'étais la personne principale dans ce processus et ont essayé de faire pression sur moi pour obtenir le consentement des étudiant-es vivant dans des conditions insatisfaisantes pour un déménagement. J'ai répondu que de tels problèmes devaient être résolus directement avec les résident-es, et j'ai donc proposé d'organiser une réunion dans le dortoir. Le premier vice-recteur a réagi vivement: «Ne vous avisez pas de nous imposer vos conditions.» Finalement, la conversation s'est terminée en queue de poisson et nous sommes sortis dans le couloir.

En février, lorsque les étudiant-es sont rentrés de vacances dans un dortoir froid, l'administration, consciente de leur mécontentement, a organisé une réunion. Nous n'avons pas été autorisés à y assister, bien que les étudiant-es aient insisté pour que des représentant-es de notre syndicat soient présents. Melnytchuk a répondu à leurs arguments d'un ton paternel et sévère: «Nous avons nos propres avocats. Ils vous conseilleront. Ne faites-vous pas confiance à la direction de l'académie?» Je ne peux m'empêcher d'ajouter qu'il a reçu alors une réponse négative unanime. Mais l'essentiel dans cette histoire est que le doyen ait pu poser une telle question, et qu'il l'ait fait comme si la méfiance à l'égard de la direction de l'académie était une sorte de crime.

Cela rappelle la réflexion de Sigmund Bauman sur la bureaucratie spécialisée, où les objets (dans notre cas, les étudiant-es) restent sous le contrôle d'une structure bureaucratique spécifique dont l'influence ne peut être contournée. La bureaucratie fait de son mieux pour donner à son « public cible » l'impression que « tout appel à des centres de pouvoir extérieurs à la bureaucratie est futile ou inefficace ». Parfois, les bureaucrates définissent ces tentatives d'évitement comme des violations des règles informelles qu'ils ont eux-mêmes établies, et commencent à « punir » en abusant de leurs pouvoirs³. Cela crée une atmosphère de peur qui vise à faire croire aux étudiant-es qu'il est plus facile d'obéir aux règles bureaucratiques que de se battre pour leurs droits.

Pour la NAOMA, ce paternalisme administratif est plutôt une tradition. Andrii Tchebykine, le prédécesseur de Tshorka, qui a dirigé l'académie pendant trente-deux ans d'affilée, utilisait une rhétorique similaire. Ici, l'administration considère l'académie comme une extension de son propre « corps », constamment menacé de l'extérieur et qu'elle a « fait grandir » toute seule. Pour la direction, les étudiant-es ne sont pas des travailleur-euses qui œuvrent avec elle dans les ateliers, mais des poulets qu'elle élève dans des couveuses. En même temps, ils et elles peuvent aussi être facturés pour divers services dont la demande est créée arbitrairement et artificiellement par l'administration.

3. Зиґмунт Бауман, *Модерність і Голокос, Дух і літера*, 2022, с.178-179 (Sigmund Bauman, *La modernité et l'Holocauste*, Dukh i Litera, 2022. p. 178-179).

Par exemple, jusqu'en février 2022, les dortoirs disposaient d'un service de blanchisserie gratuit – les résident-es achetaient des machines à laver et permettaient à tout le monde de les utiliser. Cependant, en février 2022, l'administration a interdit l'utilisation des machines à laver personnelles et a obligé qu'elles soient enlevées, ne laissant que celles fournies par la société Postiraika. En septembre de la même année, une taxe supplémentaire pour les services du logement a été introduite, les résidents payant l'électricité à un tarif, qui était 1,5 fois plus élevé que le tarif normal pour les consommateurs. En octobre 2022, la chaudière à gaz reliée à l'alimentation centrale a été démontée et remplacée par une chaudière électrique moins puissante, ce qui a eu pour effet de réduire le chauffage du bâtiment et d'obliger les résident-es à se chauffer avec leurs propres appareils électriques. La volonté de maximiser les profits a également conduit à la fermeture de la cantine de l'université au second semestre 2024, en partie parce que le recteur avait doublé le loyer de l'entrepreneur. Et en 2025, les étudiant-es ont pris connaissance d'un projet de services supplémentaires, selon lequel ils et elles allaient devoir payer pour l'utilisation des réfrigérateurs qu'elles et ils avaient, dans la plupart des cas, acheté eux/elles-mêmes.

Dans ce contexte, la NAOMA est une illustration vivante de la manière dont le contrôle et la commercialisation vont de pair, et l'université, en utilisant un modèle de gestion « *command-and-control* », devient un capitalisme d'État en miniature. Si l'administration souhaitait réellement remplacer, par exemple, les vieilles fenêtres en



bois du dortoir, qui, selon elle, ne peuvent être rénovés rapidement en raison d'un manque de financement et d'obstacles bureaucratiques, elle pourrait au moins réduire le prix par dortoir, de sorte que le montant total des sommes perçues ne couvre que les coûts nécessaires du dortoir. Les résident·es pourraient alors investir les économies réalisées dans des réparations. Les dirigeants de la NAOMA pourraient également s'adresser publiquement au ministère de la culture et, avec les étudiant·es, chercher à augmenter le financement et à simplifier les procédures bureaucratiques. Cependant, de telles démarches mettraient en péril les profits que l'administration tire de son monopole juridique sur les infrastructures. Cela remettrait également en cause la pertinence de sa revendication de pouvoir absolu à l'université : pourquoi existe-t-elle si les étudiant·es eux-mêmes résolvent les problèmes de l'académie ? Le besoin de penser et de justifier sa position de pouvoir est à l'origine d'une rhétorique de l'administration telle que : « Vous êtes nos enfants », « Des ennemis veulent détruire l'école ».

Qu'en est-il de l'État ? Toujours la même chose : « Pas de moyens »

La commercialisation dans les universités n'aurait pas été aussi répandue sans la politique générale du gouvernement. Le paradoxe du financement public de l'enseignement supérieur est que, bien que l'État ait plafonné le prix du logement en résidence universitaire pour les étudiant·es, il ne garantit pas de compensation pour la différence par rapport au prix du marché, se contentant de trouver des fonds « au

fond des tiroirs ». De nombreuses universités, comme l'Académie nationale des arts de Lviv, paient les services publics à partir d'un fonds spécial, c'est-à-dire de l'argent provenant des frais de scolarité contractuels ou d'autres services payants. Cependant, dans certains cas, les universités manquent de fonds, ce qui entraîne des arriérés. Un exemple frappant est celui de l'Université de l'aviation de Kyiv (anciennement NAU), où, en raison de dettes importantes, l'administration a décidé de procéder à un déménagement à grande échelle des étudiant·es pour l'hiver et a fermé la moitié des dortoirs parce qu'elle n'avait pas les moyens d'en assurer l'entretien. Il convient toutefois d'ajouter que le fait de facturer aux étudiant·es des frais supplémentaires pour les services publics – et à un taux plus élevé – est une pratique unique de la NAOMA. D'autres universités, même si ce n'est pas sans difficulté, respectent la loi et trouvent de l'argent pour les réparations.

Bien que les ministères conservent de nombreuses fonctions de contrôle en vertu de la loi, ils évitent en pratique d'intervenir dans les situations de violation des droits des étudiant·es de l'enseignement supérieur, en invoquant l'« autonomie des universités ». Par exemple, lorsque des étudiant·es de l'université de foresterie ont demandé au ministère de l'éducation et de la science (MES) de procéder à une inspection et de prendre des mesures en raison des conditions insatisfaisantes dans leur dortoir, le MES a simplement transmis leur plainte « comme il convient » à l'administration de l'université. Parallèlement, lorsqu'il s'agit de réorganiser les établissements d'enseignement supérieur dans

le cadre de la réception d'une tranche de crédit de la Banque mondiale, le gouvernement cesse soudainement de se soucier de l'«autonomie des universités» et de la légalité de ses propres décisions. Cela est particulièrement évident dans le cas de l'Académie de droit d'Odessa, dont la réorganisation a été partiellement suspendue par un tribunal.

Tout en se déclarant exempté de la responsabilité de contrôler le bon respect des droits des étudiant·es dans les universités, le gouvernement ne leur a fourni aucun outil de protection. Lorsque les représentants de l'autonomie étudiante se sont plaints au vice-ministre de l'éducation Mykhailo Vynnytskyi, lors d'une réunion, que l'administration ne leur fournissait pas les fonds garantis par la loi, il a répondu :

Vous pouvez soit accroître la confrontation, et vous avez peu de chances d'atteindre votre objectif, soit accroître la coopération, atteindre votre objectif (d'allocation de fonds) et renforcer votre propre communauté universitaire. Si des fonds ne sont pas alloués, il y a des raisons à cela, analysez ces raisons. Le ministère n'a aucun moyen de contraindre le MES à allouer ces fonds.

Cette situation soulève la question suivante : comment garantir la mise en œuvre des dispositions progressistes de la loi ukrainienne sur l'enseignement supérieur ? À mon avis, sans garantie du droit de grève des étudiant·es, les organes d'autogestion des étudiant·es et les syndicats ne peuvent défendre leurs droits que devant des tribunaux sous-financés, où les affaires traînent pendant des années. Cela s'explique en partie

par le fait que les manifestations dans les universités font peur à l'administration, en particulier pendant les examens – les bureaucrates ont l'impression de ne pas contrôler les étudiant·es et que leur autorité n'est pas reconnue. La crainte que les étudiant·es cessent d'assister aux cours et bloquent leurs études à l'université peut modifier considérablement l'équilibre des pouvoirs et contribuer au développement la «subjectivité étudiante» dont le vice-ministre aime à parler.

Leçons pratiques tirées de la lutte des étudiant·es

La lutte au sein de la NAOMA est loin d'être terminée, mais en tant qu'activiste, j'ai déjà tiré un certain nombre de leçons importantes que j'aimerais partager.

1. Les conseils d'élèves et les syndicats officiels ne sont pas tous «jaunes». À la NAOMA, nous avons rencontré des représentant·es de conseils très combatif·ves et courageux·ses qui ne sont pas indifférent·es aux problèmes de leur académie, et ils et elles ont besoin d'alliés. N'hésitez pas à prendre contact avec les représentant·es des conseils étudiants, cela vous permettra au moins de mieux comprendre la situation de l'université.
2. Plus les gens participent aux discussions avec l'administration, qui n'est pas disposée à travailler, plus les gens se rendent compte que les négociations ne fonctionnent pas et qu'il faut agir. Nos rencontres avec l'administration en décembre ont été rares, et lorsque nous avons rencontré les résident·es des

dortoirs en février, la plupart d'entre eux et elles voulaient «un round de plus». Mais du coup, après la réunion suivante, la question «Êtes-vous sorti pour protester?» est devenue «Quand allons-nous manifester?»

3. S'il y a des problèmes dans votre université, n'hésitez pas à chercher des alliés à l'extérieur et ne restez pas silencieux. Si Priama Diia avait su ce que les étudiant·es des dortoirs envisageaient en 2023, la situation aurait été résolue positivement bien plus tôt. Très souvent, en raison de la nature locale de nos universités, nous ne pensons même pas que quelqu'un d'autre peut nous aider, ce qui fait le jeu des bureaucrates.

4. Affichez vos victoires. L'administration prétend souvent que les actions des étudiant·es n'ont aucune incidence, que tous les changements se produisent à son initiative. En réalité, c'est l'activisme des étudiant·es qui les fait bouger. Il est très important que cela soit compris non seulement par les participant·es direct·es au mouvement, mais aussi par les observateurs extérieurs. Il est nécessaire

d'accumuler et de partager l'expérience des victoires, cela aidera à briser le stéréotype parmi les étudiant·es selon lequel les piquets de grève ne mènent à rien de bon.

Enfin, les dirigeants locaux ont beau se faire passer pour des aristocrates terriens, leur capital repose sur le travail des étudiant·es, des enseignant·es et du personnel technique. Ce sont ces groupes qui forment la base des relations de travail à l'université, bien que l'administration tente de donner une autre impression en contrôlant le processus éducatif, l'infrastructure et en imposant son régime bureaucratique. Si les étudiant·es remettent en question ce pouvoir, elle commence à réagir de manière hystérique – avec des déclarations, des menaces – mais finit par s'effondrer et la bureaucratie doit battre en retraite.

La lutte des étudiant·es de la NAOMA pour le droit à une participation à la gestion de l'université se poursuit. Mais la même lutte se poursuit dans d'autres universités – même là où, à première vue, il semble y avoir une dépolitisation complète.



« Il n’y a pas de contradiction entre être antimilitariste, défenseur des droits humains et officier dans l’armée ukrainienne »

Maksym Butkevych¹

La journaliste roumaine Paula Erizanu s’est entretenue avec Maksym Butkevych, qu’il est inutile de présenter ici. La rencontre a eu lieu à la Foire du livre de Leipzig. Paula avoue avoir été « surprise de découvrir non pas un soldat endurci, mais un homme doux, chaleureux et plein d’humour, une sorte de Winnie l’Ourson ». « Au début de notre discussion, ajoute-t-elle, Maksym lui a dit que le public l’entendrait moins clairement que moi parce que depuis son incarcération, il avait pris l’habitude de parler doucement. »

1. Entretien avec Paula Erizanu, pour le média en ligne roumain [Veridica](#), 8 avril 2025. Traduction française par Adam Novak pour [Europe solidaire sans frontières](#).

NdÉ. Voir notamment, Comité français du réseau européen de solidarité avec l’Ukraine, [Makym Butkevych : libertaire, antimilitariste, engagé volontaire, prisonnier de guerre](#), Paris, Syllepse, 2023.

Maksym, vous vous décrivez comme un antimilitariste qui croit que votre place est maintenant d’avoir une kalachnikov entre les mains, défendant l’Ukraine. Certains vous ont qualifié de pacifiste, mais vous rejetez cette étiquette. Comment avez-vous pris la décision de vous engager dans l’armée ukrainienne ?

En tant qu’activiste des droits humains, j’ai aidé des réfugiés russes à fuir les persécutions. Je savais très bien quelle était la situation en Russie, que si la Russie gagnait en Ukraine, nous n’aurions plus de droits et que tout ce que nous avons réussi à accomplir grâce à des années de campagne serait effacé. Tout ce pour quoi j’avais travaillé toute ma vie aurait été en vain. Je ne pouvais pas laisser cela se produire. C’est pourquoi, en 2022, la seule façon dont je pouvais défendre les droits humains était de prendre une kalachnikov entre mes mains et de rejoindre les forces armées. C’est pourquoi il n’y a pas de contradiction entre être antimilitariste, défenseur des droits humains et officier dans l’armée ukrainienne.

Si quelqu’un qui dit détester la guerre et mépriser la violence se qualifie de pacifiste, alors je suis un pacifiste. Pas seulement parce que je n’aime pas la violence, mais parce qu’elle nous rend moins humains. Elle nous déshumanise. J’ai beaucoup réfléchi à la violence pendant ma captivité et j’ai réalisé que la violence ne consiste pas seulement à détruire, tuer, blesser une autre personne ; il s’agit de transformer l’autre en objet, de lui voler sa liberté d’agir, sa capacité à faire des choix. Par exemple, les Russes me disaient de faire des squats ou des pompes, de

chanter l'hymne russe, de lever les mains, de les baisser. Je faisais toutes ces choses.

«La seule façon dont je pouvais défendre les droits humains était de prendre une kalachnikov entre mes mains»

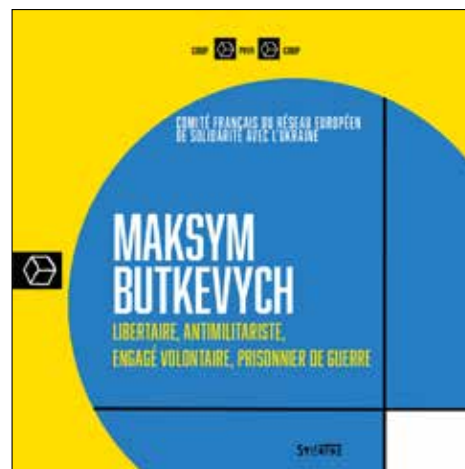
Si quelqu'un se définit comme pacifiste en disant qu'il n'utilisera jamais la violence ou la guerre, alors je ne peux pas être pacifiste. Je suis antimilitariste et je suis lieutenant-major dans les Forces armées ukrainiennes. Et je suis à la bonne place. Je ne vois pas de contradiction.

Il y avait deux choses auxquelles j'ai pensé quand j'ai rejoint l'armée. Je n'avais aucune expérience de combat. Si vous pouvez défendre quelqu'un qui est attaqué et que vous ne le faites pas parce que vous êtes pacifiste et n'utilisez jamais la violence, alors vous devenez complice de l'agresseur.



Je me souviens qu'à la fin de 2014, après l'annexion de la Crimée et le début de la guerre dans l'est de l'Ukraine, j'étais impliqué dans un projet d'aide à ceux qui quittaient les zones de guerre et les territoires occupés. J'ai réalisé que je ne pouvais faire cela que parce qu'il y avait des gens qui se battaient sur le front et qui me couvraient. Grâce à eux et à leur lutte contre les envahisseurs, j'ai pu faire cela. Lorsque l'invasion à grande échelle a commencé en 2022, j'ai pensé que, cette fois, je devais rejoindre le front pour permettre à mes collègues qui luttent pour les droits humains de faire leur travail.

Maintenant, je suis une collection d'histoires sur deux jambes, car j'en ai tant à raconter de ma captivité. J'ai été condamné comme criminel



de guerre - des accusations absurdes, car la seule preuve de ces crimes était ma confession obtenue sous la torture. J'ai été condamné à quinze ans de régime strict. J'ai été transféré dans une prison à Louhansk. Il y avait une bibliothèque avec quelques livres. Lorsqu'elle était sous contrôle ukrainien, la bibliothèque était énorme, avec des milliers et des milliers de livres. Il ne restait que deux mille livres publiés en URSS et seulement quelques livres ukrainiens. Parmi ceux que j'ai empruntés se trouvait «Lettre à un otage» d'Antoine de Saint-Exupéry. Il l'a écrite à un ami juif dans la France occupée par les nazis. La question est: quelle est la différence entre nous et l'armée russe? Pourquoi nous battons-nous? La réponse est: le respect de l'être humain. Quelle que soit la croyance de l'autre personne, nous la respectons. Le respect est ce qui manque au gouvernement et à l'armée russes. C'est la différence entre le monde russe de cette guerre et les Ukrainiens. J'ai vu le monde russe de la guerre depuis la captivité.

J'ai parlé avec ceux qui m'interrogeaient, avec des criminels emprisonnés à mes côtés. Pour eux, l'être humain ne signifie rien. C'est une matière jetable pour l'État. L'État vous crée et vous détruit à leurs yeux. En Ukraine, toutes les personnes que je connais respectent la dignité humaine et voient l'État comme un serviteur, un instrument toléré par la société. Quand Zelensky a été insulté par Donald Trump, les Ukrainiens ont écrit sur les réseaux sociaux: «M. Trump, n'insultez pas notre président; nous seuls avons le droit de l'insulter!» Les Ukrainiens aiment insulter leurs politiciens. Mais quand une agression se produit, ils se mobilisent.

Le langage des droits humains est-il compris par l'Ukrainien moyen? Cela signifie-t-il quelque chose pour eux, ou est-ce trop sec, trop abstrait?

Même les groupes d'extrême droite qui me menaçaient avant, quand je travaillais avec les réfugiés, utilisent désormais le vocabulaire des droits humains parce que c'est un cadre accepté dans la société. Avant, il y avait peut-être des gens qui disaient qu'un régime autoritaire était préférable à la démocratie. Maintenant, si quelqu'un dit cela, on lui demande immédiatement: «Êtes-vous de Russie?» Bien sûr, cela pourrait n'être que tactique et temporaire. Mais maintenant, le langage des droits humains est compris par la majorité de la société ukrainienne. Parce que vous dites: voulez-vous être emprisonné pour rien? Voulez-vous n'avoir aucun droit à un procès équitable? Voulez-vous que votre vie ne soit pas respectée? Si vous

répondez non, c'est de cela qu'il s'agit avec les droits humains. Et alors les gens comprennent.

Un prisonnier russe me disait que oui, tout est détraqué, mais nous faisons partie de cette grande puissance appelée Russie, et tout le monde nous craint, alors ils nous respectent. Quand je lui ai dit que la peur et le respect peuvent en fait être des choses opposées, il ne m'a pas compris. Pour les soldats russes, il y a du réconfort à appartenir à une grande nation et à ne pas se sentir responsable, parce que quelqu'un d'autre vous fait tuer, ne vous donne pas le droit de choisir... C'est pourquoi je crois qu'en Ukraine, aujourd'hui, il est plus facile que jamais de comprendre le vocabulaire des droits humains, alors qu'en Russie et dans les territoires occupés, les gens ne comprennent pas les concepts de base.

Je me souviens que lorsque je suis venu en Europe occidentale dans les années 1990 et que j'ai dit que j'étais d'Ukraine, les gens ne trouvaient pas les mots. Ils disaient: «Oh, c'est une partie de la Russie?» Non. C'est entre la Russie et la Pologne. «Oh, alors vous êtes de Pologne?» Non, la Pologne est entre l'Ukraine et l'Allemagne. Beaucoup d'intellectuels russes considéraient que les Ukrainiens étaient des Russes gâtés. Et maintenant, les soldats russes considèrent que les Ukrainiens ne reconnaissent pas qu'ils sont Russes, ils sont plus bêtes, des Russes de seconde classe.

L'Empire russe a transformé sa version de l'histoire en une arme de guerre. C'est de la mythologie, pas de l'histoire. Ils ont transformé la langue en une arme de guerre. Vous connaissez le livre de Victor Klemperer, *La langue du*

Troisième Reich, dans lequel il dit que les nazis ont transformé le vocabulaire des gens. La même chose se passe avec les Russes. Vous pouvez aller en prison juste pour avoir appelé une guerre une «guerre», alors qu'ils disent que la Russie ne lance jamais de guerres, elle ne fait que les terminer. Ou si vous parlez de la Seconde Guerre mondiale au lieu de la Grande Guerre patriotique, parce que les deux premières années de la guerre signifiaient une alliance entre les nazis et l'URSS, la Russie ne le reconnaît pas. Si vous parlez de ces choses, en tant qu'historien honnête, vous êtes envoyé en prison.



En prison, la télévision était toujours allumée sur les chaînes russes. Le film qu'ils passaient le plus souvent était *Brat 2* («Frère 2»), des films réalisés dans les années 1990, avec lesquels des générations entières ont grandi, et qui, en fait, servent de base idéologique à l'agression. Le héros positif est un vétéran de guerre, comme Rambo, probablement autiste, qui écoute de la musique et tue des gens. Il est chauvin, xénophobe. Il n'aime pas les homosexuels, les producteurs de films, les Américains, il n'aime personne, et il est le héros positif pour des générations de Russes. Tout ce qu'il fait dans ce film est de montrer que la justice n'appartient qu'aux forts. Si vous pouvez tuer quelqu'un d'autre, cela signifie que vous avez raison. J'ai vu cette phrase du film, «La vérité est le pouvoir», écrite sur un canon. En fait, le contraire se produisait : le pouvoir était considéré comme la vérité.

Les Russes utilisent la culture comme une arme de guerre plus que je ne m'y attendais.

Vous avez dit dans une interview que vous avez été forcé de répéter le discours de Vladimir Poutine sur l'histoire de l'Ukraine, avec vos collègues en captivité, et si quelqu'un souriait ou faisait une pause, vous receviez un coup. Pouvez-vous nous donner plus de détails sur votre vie quotidienne en captivité ?

Nous n'avions pas de papier toilette, pas de ciseaux. Mais les gens sont à la fois plus fragiles et plus forts qu'ils ne le pensent. Nous avions des murs en béton avec une surface rugueuse. Donc si vous frottez vos ongles dessus pendant une heure, vos ongles se raccourciront. Mais vous ne pouvez pas faire cela avec vos ongles de pieds, c'était un problème... Nous avions un coin où nous frottions nos ongles et nous l'appelions notre salon de manucure...

Quand nous avons été mis ensemble avec les criminels de droit commun, ils avaient des ciseaux, alors ils les ont partagés avec nous. Plus tard, après quatre mois, les gardes nous ont aussi donné des ciseaux.

J'ai rencontré des femmes soldats ukrainiennes et j'ai interviewé un officier moldave qui a combattu en Ukraine, en Transnistrie, et j'ai été impressionnée par leur force et leur courage de se battre pour ce en quoi ils et elles croient. Je m'attendais à ce que vous soyez pareil, mais au lieu de cela, j'ai découvert une personne douce pleine d'humour. D'où viennent cette douceur et cet humour, et comment avez-vous réussi à maintenir ces qualités, à la guerre puis en captivité ?

J'admire aussi la force de mes amis qui se battent. Et je peux être dur, j'ai été dans des situations difficiles où j'ai dû être fort. Mais maintenant, beaucoup de collègues me disent que je rayonne. Et je les regarde et vois qu'ils sont si heureux de me voir vivant. Et je leur dis : vous ne réalisez pas que je ne fais que refléter votre éclat. Ce qui m'a aidé à continuer, ce sont les pensées des autres personnes, ma confiance en elles, qu'elles ne m'oublieraient jamais, qu'elles continueraient à se battre pour moi. J'avais raison. Les gens se soucient de moi et je me soucie d'eux. C'est une question d'amour.

Cet amour que vous avez découvert pour les autres, d'où vient-il, de l'enfance, des parents, d'une crise existentielle, de la religion ?

Je pense que cela a beaucoup à voir avec mes parents. Les enfants sentent quand ils sont aimés. Je pense que je connais certaines des meilleures personnes vivant sur terre maintenant. Elles ne sont pas célèbres, mais elles se soucient des autres. J'étais fasciné par elles. Et je pense que de là, j'ai compris l'amour comme une affirmation de l'existence de l'autre. Je suis heureux que tu existes. Je suis heureux que tu sois. C'est l'amour pour moi. Ma vie est maintenant composée de deux facteurs entrelacés : l'amour et la guerre. Cette guerre consiste à défendre la vie et ceux que j'aime. Il y avait des moments où j'avais peur que la peur me détruise. La peur est la chose la plus difficile. La peur de la douleur, l'anticipation de la douleur. Pas tant la peur d'être tué, mais d'être torturé. La peur d'être transformé en un morceau de viande

saignante, hurlant. La peur d'être déshumanisé. J'avais peur que sous la torture, je puisse être paralysé, je puisse faire quelque chose pour lequel je ne me pardonnerais jamais. Heureusement, cela ne s'est pas produit. Cela m'a montré à quel point les gens sont fragiles et, en même temps, à quel point ils sont beaux.

J'ai dû marcher sur de longues distances complètement déshydraté, j'étais inquiet pour mes gars, puis pour moi-même. Dans les interrogatoires, j'avais très peur, on me disait de répéter une chose ou une autre et je me suis retrouvé à dire non. J'ai compris qu'ils allaient me forcer à le faire, mais au moins ils devraient travailler pour cela. Je n'allais pas abandonner ma volonté juste par peur.

En prison, vous avez enseigné l'anglais à vos compagnons de cellule, vous avez dit et composé des prières. Comment le christianisme vous a-t-il aidé à résister en captivité ?

C'est une histoire personnelle. Pour moi, c'est important de répandre la parole. Mais ce que j'ai souvent vu dans les groupes religieux, c'est qu'ils ne la partagent pas, ils l'imposent. Ce n'est pas mon histoire. Je me considère comme un chrétien orthodoxe. J'ai une vision œcuménique.

Je n'ai pas grandi chrétien. Mes parents sont agnostiques, ils m'ont donné de l'espace pour décider par moi-même. Mais ma grand-mère, qu'elle repose en paix, enseignait l'athéisme scientifique. Grâce à elle, j'ai développé un intérêt pour la religion. Je me demandais : pourquoi la religion est-elle si importante ? Adolescent, je

connaissais toutes les contradictions du Nouveau Testament grâce à ma grand-mère. Elle m'a éduqué. Mais, vers 12-13 ans, j'ai décidé de lire la Bible moi-même et j'ai réalisé que ce livre ne parle pas de contradictions, que les contradictions n'ont pas d'importance, que son message est différent et important. Et j'ai commencé cette évolution qui s'est terminée par mon devenir chrétien. J'ai été baptisé à l'église. Je pense que certains de mes frères et sœurs chrétiens ne me considéreraient même pas comme un chrétien, parce que j'ai mes propres opinions, mais pour moi, le principal message chrétien est celui de la victoire de la vie sur la mort.

La fête la plus importante pour moi est Pâques. Il s'agit de surmonter la mort. De l'immortalité. De la liberté et de la responsabilité. De valoriser la vie des autres. C'est le message principal pour moi.



Pour moi, le ciel et l'enfer ne sont pas comme un code pénal, que si vous commettez un péché, vous allez en enfer. Cela ressemble trop au système pénitentiaire. Pour moi, le ciel est de faire des choses qui soutiennent et protègent la vie, valoriser la vie en vous, c'est ainsi que vous pouvez atteindre la vie éternelle. Quand vous causez la mort, la douleur, quand vous détruisez, vous faites grandir la mort en vous. C'est l'enfer pour moi, quand vous valorisez la mort en vous-même, en la causant aux autres. Pour moi, Dieu n'est pas un juge qui nous regarde d'en haut, mais une forêt de vie et d'amour qui nous embrasse tous et qui est en nous tous.

Ces idées ont dû vous donner beaucoup de force.

Oui, elles m'ont donné beaucoup de force en captivité.

Vous souvenez-vous des prières que vous avez créées ? Pourriez-vous en partager une avec nous ?

Oui. Je disais le Notre Père, des prières typiques, puis je composais mes propres prières, je priais pour ceux que j'aime, pour mes parents, pour les personnes que j'ai rencontrées, je priais pour qu'ils soient en sécurité, pour qu'ils soient aimés, pour qu'ils sentent la lumière, pour qu'ils soient protégés du mal. Je priais pour les revoir dans ce monde, si possible, et que si ce n'est pas possible, les rencontrer dans l'autre monde. Je priais pour mon pays, pour les forces armées ukrainiennes, pour les personnes que je connais. Je priais pour ceux qui m'ont torturé, pour qu'ils soient arrêtés dans leurs errances, pour qu'ils soient éclairés, pour qu'ils ne répètent pas ce qu'ils m'ont fait à moi et aux autres, à mes frères et sœurs, pour qu'ils ne condamnent pas leurs âmes éternelles à la mort. Je priais pour qu'ils comprennent ce qu'ils font et qu'ils aient une chance de se sauver. Sinon, pour qu'ils soient arrêtés, afin qu'ils ne génèrent plus de douleur et de souffrance. Je priais pour les envahisseurs, qu'ils ne puissent plus créer de souffrance et de mort et de captivité, qu'ils ne tuent plus une âme vivante, qu'ils ne créent plus une seconde de douleur, qu'ils ne tiennent plus personne en captivité. Je priais pour que le dirigeant de la Russie et ses complices soient jugés équitablement pour leurs actes.

Que pensez-vous du fait que le Patriarche Kirill [de l'Église orthodoxe russe] bénit des chars ?

J'appartiens à l'Église ukrainienne indépendante, sous le Patriarcat de Constantinople. Mais je respectais la façon dont le monde chrétien orthodoxe est organisé en Églises sœurs. C'était mon attitude envers l'Église orthodoxe russe. Je pensais qu'ils avaient tort dans leurs affiliations politiques, mais je les considérais comme une Église sœur. Mais maintenant, je ne le fais plus. Quand j'ai lu que le Patriarche Kirill proclame la soi-disant opération militaire spéciale comme une guerre sainte, qu'il bénit le génocide, j'ai compris que, en utilisant le vocabulaire religieux, s'il y a un Antéchrist, c'est lui. L'Antéchrist est l'assujettissement des autorités politiques. L'idolâtrie.

C'est un désastre pour le monde chrétien ce qui est arrivé à l'Église russe. Mon cœur souffre pour elle, même si je n'en fais pas partie. Le Patriarche Kirill est un criminel de guerre. Il incite au génocide. Je pense qu'il devrait être jugé à La Haye, avec Poutine et d'autres dirigeants russes.

Vous avez dit plus tôt que l'Ukraine est devenue plus hédoniste en guerre. Comment la société ukrainienne a-t-elle changé à la suite de l'invasion ?

Quand je suis rentré de captivité, les gens parlaient de corruption, de voleurs. Mais pour moi, c'était une joie, cela signifie la liberté de critiquer le gouvernement sans craindre de finir en prison pour cela. Ma famille disait que les nouvelles étaient terribles. J'ai dit que c'était

merveilleux. Parce qu'en captivité, ils mettaient constamment la télévision russe et j'étais dans un espace d'information où ils ne parlaient que de la façon dont la Russie gagnait cette guerre.

Je m'attendais, pendant ma captivité, à ce que les gens deviennent plus dogmatiques, plus incapables d'accepter d'autres points de vue. Mais cela ne s'est pas produit. Les gens sont épuisés par la guerre, mais il y a une grande variété d'opinions, des discussions publiques animées.

Je m'attendais à de la fatigue et elle est là, avec de la tristesse. Je me souviens qu'en 2022, j'ai lu un article sur la façon dont la demande de livres diminuerait en guerre, que les gens achèteraient des casques ou des gilets à la place. Mais, en même temps, à Kyiv, de nouvelles librairies apparaissent partout. À la périphérie de la ville, il y a un immeuble résidentiel avec deux librairies. Je ne sais pas comment elles survivent. Beaucoup de livres sont publiés, ils sont populaires. Il y a un énorme boom culturel. Il est lié au sentiment de vie, à l'hédonisme de guerre. Il ne s'agit pas de faire la fête comme si c'était la dernière fois, bien qu'il y ait aussi ce sentiment, mais de ne plus remettre à plus tard les choses, car vous ne savez pas s'il y a un plus tard. Chaque nuit, il y a des explosions, vous pourriez donc ne pas voir le lendemain matin. Cela dépend du hasard, vous ne savez pas qui survivra le lendemain. Alors vous réalisez que tout ce que vous voulez faire, vous devez le faire maintenant. Il n'y a pas de demain. Chaque bar collecte de l'argent pour un régiment ou un autre, affiche l'information sur des affiches, avec un QR code. Ensuite, les gens entrent dans

le bar, font un don, puis vont boire un cocktail. C'est l'ambiance maintenant.

La Roumanie et la Moldavie ont accueilli de nombreux réfugiés ukrainiens depuis l'invasion à grande échelle. Les Moldaves connaissaient les Ukrainiens, ayant autrefois fait partie de l'URSS ensemble. La guerre, cependant, a aidé les Roumains à découvrir leurs voisins ukrainiens, avec lesquels ils partagent la plus grande frontière, mais dont ils ne savaient pas grand-chose. Comment les Ukrainiens ont-ils changé leur vision des Roumains et des Moldaves ?



La Moldavie a toujours eu la sympathie des Ukrainiens, bien qu'il y ait eu de nombreux stéréotypes sur la Moldavie de l'ère soviétique. Mais ceux-ci ont changé, lentement, en raison du fait que nous avons un adversaire commun : l'ingérence russe. De même, avec les élections présidentielles en Roumanie, de nombreux Ukrainiens ont réalisé que nous et les Roumains sommes dans le même bateau, dans lequel l'influence russe essaie de détruire les éléments démocratiques du système roumain. J'ai vu sur les réseaux sociaux que de nombreux Ukrainiens continuaient à publier des nouvelles sur les élections en Roumanie. Lorsque les élections ont été annulées, de nombreux Ukrainiens ont dit : regardez, eux aussi essaient de défendre leur liberté. Nous sommes des alliés. Ainsi, les Ukrainiens ont compris que nous ne sommes pas seulement des voisins, mais aussi des alliés, avec les mêmes valeurs et que nous sommes du même côté de la ligne de front.

Quel message avez-vous pour le public en République de Moldavie et en Roumanie ?

Tout d'abord, je pense que nous devrions découvrir davantage les uns sur les autres. L'invitation de la Roumanie à la Foire du livre de Leipzig a été une agréable surprise pour moi. Je sens que la littérature roumaine n'est pas assez traduite en Ukraine. Maintenant que l'Ukraine connaît un étrange boom culturel, il serait bon d'avoir un échange culturel qui nous enrichirait tous. Nous partageons non seulement une géographie commune, mais aussi des traditions locales. J'ai des amis de Transcarpathie, qui chantent de la musique partagée par les Roumains et les Ukrainiens à la frontière, en particulier dans le Maramureș. Au niveau du message, je pense que nous faisons partie de la même histoire. Quand nous allons à l'Ouest, nous voyons des sociétés libres, où la liberté est considérée comme acquise. Nous avons appris, de manière difficile, que la liberté ne vient pas de soi, qu'elle doit être valorisée, protégée, défendue.

Qu'est-ce que la liberté pour vous ?

C'est la capacité de changer les choses, seul ou ensemble. Il n'y a pas de personnes totalement indépendantes des autres. Nous existons tous grâce aux autres. Donc quand nous voulons changer les choses, nous pouvons choisir de devenir meilleurs, plus encourageants, plus compatissants. C'est un choix libre. Nous devons valoriser cette liberté de choisir de meilleures versions de nous-mêmes. J'ai appris, de la manière difficile, que la chose principale pour moi dans la vie, ce sont les autres. Ils sont

la fondation. L'État n'est qu'un instrument. Les entreprises ne sont qu'un instrument. L'idéologie est une vision du monde. Ce qui compte, ce sont les êtres humains et les relations entre eux. Ils doivent être valorisés et traités avec respect, avec dignité. Parfois, certains veulent venir et prendre votre liberté. Mais nous devons la défendre et la protéger, c'est ce que beaucoup de personnes en Moldavie, en Roumanie, en Ukraine essaient de faire. Nous partageons cette histoire commune et nous devons la continuer ensemble.

Que devrait faire l'Europe, à votre avis ?

Nous avons perdu du temps. Mais nous ne pouvons plus nous le permettre. Nous devons nous regrouper, nous organiser, nous fier à nous-mêmes militairement, économiquement, technologiquement, politiquement, en termes de valeurs. Cette guerre contre l'Ukraine est une guerre de valeurs. Ce n'est pas une guerre de territoires, parce que la Russie n'a pas besoin de territoires, elle ne sait pas quoi faire avec ceux qu'elle a déjà. L'un des t-shirts les plus populaires en Ukraine aujourd'hui est avec le slogan «*Make Russia small again*». Il s'agit d'assujettir un voisin gênant. L'Ukraine se bat pour défendre les valeurs européennes, c'est ainsi que cela apparaît de l'intérieur de l'Ukraine. Il s'agit de la confiance dans le fait que les gens peuvent changer leur vie et leurs sociétés, qu'ils peuvent vivre librement, dans la solidarité, sans peur. C'est la vision opposée à l'idéologie de guerre de la Russie. L'Ukraine paie le prix pour défendre cette vision. Quand l'Europe a

soudainement réalisé qu'elle devait se rassembler et défendre sa subjectivité, l'Ukraine a eu le sentiment que oui, nous vous l'avions dit. À cause de cela, certains Ukrainiens considèrent l'Ukraine comme le pays le plus européen actuellement. Parce qu'elle insiste sur son identité européenne comme l'identité de personnes libres, sans histoire impériale, mais seulement avec une histoire coloniale, ce qui importe également dans le contexte européen.



« Nous choisissons la liberté ! Ils ne passeront pas ! »

Oleksander Butkevych¹

Au début de la Conférence internationale de Bruxelles de solidarité avec l'Ukraine, j'ai reçu une lettre d'un ami ukrainien que j'ai rencontré dans le cadre de la lutte contre l'invasion russe au cours des trois dernières années. Il s'agit d'Oleksandr Butkevych, le père du leader pacifiste et défenseur des droits humains bien connu, Maksym. Nous sommes convenus, avec l'équipe organisatrice, de faire circuler ce document parmi les participants à la conférence. Et au-delà.



Son contenu peut faire réfléchir les personnes qui, jusqu'à présent, n'ont pas voulu manifester leur solidarité avec l'Ukraine pour des raisons idéologiques ou parce qu'elles n'ont pas accordé l'importance qu'elle méritait à cette guerre qui se déroule sur le sol européen, l'opposant en fait à celle qui se déroule sur le territoire palestinien. Alors que de l'Ukraine à la Palestine, les deux occupations sont un crime.

La diffusion de la lettre de cet ami ne signifie pas que je sois d'accord avec tout ce qu'il écrit. Cependant, ce qu'il dit est très important et doit être compris et entendu. Nous ne pourrions jamais prendre une position juste si nous n'essayons pas de comprendre que celui qui est attaqué de-

mande justice face à l'agresseur. Tout le reste ne sont que déclarations hypocrites ou prétextes pour ne pas prendre parti. Et cela revient, en réalité, à laisser l'agresseur faire ce qu'il veut. Comme l'a dit un poète espagnol : « Il faut prendre parti jusqu'à se salir. »

[...] Yuri Samoilov, dirigeant syndical des mineurs aujourd'hui à la retraite, en décembre 2024, dans une interview avec Fred Fuentes, déclarait : « Plus que la fatigue, qui est déjà passée, c'est l'apathie qui nous guette aujourd'hui. L'apathie est pire. La plupart des gens n'attendent plus rien. J'ai l'impression que l'on assiste à une répétition de l'année 1943 [lorsque la moitié de l'Ukraine était occupée par les nazis et que les perspectives de victoire semblaient incertaines]. J'ai l'impression que le soutien occidental à l'Ukraine va disparaître et que nous serons laissés seuls face à l'impérialisme russe. »

Alfons Bech²

Chers amis !

Je prends la liberté de m'adresser à vous de cette manière, car je pense que seuls ceux qui sont solidaires de l'Ukraine dans sa lutte contre le fascisme russe sont réunis ici.

Tout d'abord, je voudrais vous remercier pour votre position humaniste et de principe ainsi que pour l'aide que vous apportez à l'Ukraine dans sa lutte contre l'agresseur russe.

La « nouvelle réalité » dans laquelle nous vivons depuis quelques années, et en particulier les événements récents, nous ont privés de nombreuses illusions. La Russie a violé de manière flagrante les normes du droit international, mais

1. Oleksander Butkevych est le père de Maksym bien connu des lecteur-trices de cette revue. Kyiv, 26 mars 2025. Traduction Mariana Sanchez.

2. Alfons Bech est membre du Réseau ibérique de solidarité avec l'Ukraine et de l'ENSU.

l'ONU est non seulement sans défense face au plus grand État terroriste de notre époque, qui est membre du Conseil de sécurité de l'ONU (ce fait en soi semble absurde, un oxymore), mais elle «ne remarque même pas» ses crimes.

Il est amer de constater que les États-Unis, qui jusqu'à récemment se disaient alliés de l'Ukraine, étant l'un des «garants» de sa sécurité, après avoir signé le Mémoire de Budapest, ne cachent plus leur position pro-russe et présentent à l'Ukraine leurs conditions pour établir la paix, ça ressemble surtout à une tentative de la faire capituler, avec l'intention de piller l'Ukraine.

Le vieux mot d'ordre sur la solidarité internationale des travailleurs s'est également avéré une illusion, qui a été dissipée par les prétendus «travailleurs» russes qui ont volontairement et en masse signé des contrats pour aller tuer des Ukrainiens contre de l'argent. Nous sommes désormais convaincus qu'il n'existe pas de solidarité internationale des travailleurs, mais une solidarité des personnes qui ont les mêmes valeurs humanistes, qui comprennent et défendent les droits et les libertés des personnes de la même manière.

Poutine et ses proches collaborateurs n'ont cessé de répéter que «la Russie n'a pas de frontières». Mais l'Ukraine fait obstacle au fascisme russe en Europe.

Vous vivez dans des pays dits développés, c'est-à-dire dotés d'un système développé d'institutions de gouvernance démocratique et de protection sociale. Les autorités de vos pays sont élues par le peuple. Mais les hommes politiques des pays européens prennent leur

temps et hésitent à adopter des décisions lorsqu'il s'agit de l'aide militaire à l'Ukraine. De plus, l'Union européenne inclut la Hongrie et la Slovaquie, dont les dirigeants agissent comme les «chevaux de Troie» de Poutine et apposent leur veto aux décisions des autres États membres de l'UE, bloquant ainsi l'aide à l'Ukraine et aidant les dirigeants des autres pays européens à justifier leur indécision, voire leur lâcheté. Et comme le montrent des sondages, une partie importante de la population européenne n'est pas prête à défendre son pays.

Nous défendons notre liberté dans la lutte contre la Russie depuis plus de onze ans maintenant, depuis l'agression militaire de la Russie en 2014, et depuis plus de trois ans maintenant, il y a des batailles intenses après une invasion militaire à grande échelle par un ennemi qui est plusieurs fois plus grand que nous, à la fois économiquement et en termes de population, et qui a la deuxième plus grande armée au monde, dotée d'armes nucléaires, y compris celles qui ont été retirées à l'Ukraine à la suite de la signature hypocrite du Mémoire de Budapest.

Oui, c'est très difficile pour nous, nous sommes en sang. Mais nous nous battons! Nous nous battons avec votre aide ou sans elle, si vous hésitez. Nous connaissons trop bien les Russes et leur «monde russe», qui apporte l'humiliation et l'esclavage à tous les peuples. C'est pourquoi nous nous battons! La liberté ou la mort, il n'y a pas de troisième option! Mais nous gagnerons, nous choisissons la liberté! Ils ne passeront pas!

« Espérons que l'on se souviendra de nous un jour de nous, les travailleuses sociales en temps de guerre »

Natalia Lomonosova¹



Le travail de soins est extrêmement précieux pour la société, et pourtant, pendant des siècles, il est resté largement dans l'ombre, derrière les portes closes des foyers et des institutions sociales. Au niveau mondial, les trois quarts du travail de soins non rémunéré à domicile sont effectués par des femmes et des filles ; plus des deux tiers de tous les soignants professionnels sont des femmes. L'Ukraine ne fait pas exception : le marché du travail dans l'éducation, les soins de santé et le secteur social est également très féminisé. En d'autres termes, ces secteurs sont majoritairement occupés par des femmes, et parmi les prestataires de soins – y compris les soins à domicile – les femmes constituent la grande majorité.

À l'occasion de la Journée internationale de la femme,

nous publions un article basé sur une étude de l'impact d'une guerre de grande ampleur sur les conditions de travail des travailleuses sociales. Cette recherche a été menée par Natalia Lomonosova, l'auteur de *Common*, pour le *think tank* Cedos avec le soutien de la Fondation Ebert en Ukraine. Cet article traite des conditions de travail des travailleuses sociales, de leur rémunération et de l'impact d'une guerre totale sur celle-ci.

Où et comment travaillent les travailleuses sociales ?

Depuis 2020, l'Ukraine a réformé son système de services sociaux. Dans le cadre de cette réforme, on a parlé beaucoup d'efficacité, de budgets et de financement, de normalisation et de numérisation, de prestataires et de bénéficiaires. Cependant, il convient de rappeler que derrière toute terminologie se cachent des personnes particulières. Tout d'abord, il s'agit de ceux et celles qui ont particulièrement besoin d'un soutien social – les familles en situation difficile, les personnes handicapées et les personnes âgées. Mais aussi – et c'est malheureusement ce dont on parle le moins – les personnes dont le travail quotidien rend possible la politique sociale en Ukraine. Les services sociaux, ainsi que les prestations d'assistance sociale, sont l'une des principales formes de mise en œuvre de cette politique. Ils offrent un large éventail de possibilités de soutien, des soins aux personnes âgées à l'aide sociale aux familles souffrant de dépendance à l'alcool.

La réforme de 2020 reposait sur le principe du développement d'un « marché » des services sociaux, où les différents prestataires – institutions

1. Sociologue spécialisée dans la recherche et l'analyse des politiques de protection sociale et des droits du travail. Article publié par *Commons*, 11 mars 2025. Illustration Katia Gritseva ; traduction Patrick Le Tréhondat.

municipales, entreprises privées et ONG – devraient bénéficier des mêmes conditions de fonctionnement et d'accès aux fonds des budgets locaux et de l'État auprès desquels leurs services sont achetés. Il était donc prévu d'abandonner progressivement le maintien intégral des institutions municipales et de ne plus financer que les services qu'elles fournissent. Selon la logique de la réforme, la concurrence entre les différents prestataires devrait contribuer à améliorer la qualité des services sociaux et à garantir un meilleur accès à ces derniers. Cette logique de réforme est également typique d'autres secteurs de soins, tels que les soins de santé et l'éducation.

Toutefois, comme dans d'autres secteurs de soins, l'intention de créer un tel « marché » et les conditions légales préalables correspondantes n'ont pas encore conduit à un développement dynamique des prestataires privés de services sociaux, et ce pour diverses raisons. Actuellement, la majorité des entités enregistrées dans le registre ouvert des prestataires de services sociaux sont des institutions municipales. Elles fournissent des services sociaux dans la plupart des communautés d'Ukraine, tandis que les activités des organisations de la société civile et des entreprises privées dans ce domaine restent limitées et extrêmement inégalement développées. Par conséquent, lorsque nous parlons des conditions de travail dans le domaine des services sociaux dans les communautés, dans la grande majorité des cas, nous parlons de spécialistes du travail social, d'assistantes sociales, de travailleuses sociales, de gestionnaires, de psychologues, de chauffeurs travaillant dans les

centres de services sociaux territoriaux municipaux, les centres de services sociaux.

Dans le cadre de la réforme de décentralisation, à l'instar des secteurs de l'éducation et de la santé, la responsabilité de l'accès aux services sociaux pour la population a été largement confiée aux autorités locales et, par conséquent, à leurs budgets locaux. Cela a eu pour conséquence d'accroître les inégalités d'accès aux services sociaux entre les communautés ayant des niveaux de moyens financiers différents. Les rémunérations et les conditions de travail peuvent également varier d'une communauté à l'autre.

La situation d'inégalité d'accès à l'aide sociale entre les différentes communautés, causée par la mise en œuvre de la réforme de décentralisation, a été radicalement exacerbée par l'invasion russe. La guerre à grande échelle a eu un impact négatif sur l'accès de la population aux services sociaux et sur les conditions de travail des personnes qui les fournissent : dans les communautés en première ligne, ainsi que dans les communautés qui ont accueilli un nombre important de personnes déplacées à l'intérieur du pays, la capacité à fournir un soutien s'est considérablement réduite. Dans le même temps, une grande partie des services sociaux devrait être fournie aux personnes directement, physiquement, plutôt qu'à distance – soit à domicile, soit dans la communauté où elles vivent. Tout cela a un impact significatif sur les conditions de travail des travailleuses sociales.

« Nous nous rassurons en nous disant que quelqu'un d'autre pourrait connaître pire » : comment le travail d'assistance est-il rémunéré ?

Lorsque nous parlons du « secteur public » en Ukraine, nous comprenons malheureusement par définition qu'il s'agit de bas salaires. Et c'est souvent le principal problème pour les personnes qui y travaillent. Certains des salaires les plus bas du secteur public sont une réalité dans la sphère sociale. Quel est donc le salaire des femmes qui travaillent dans ce secteur et pourquoi en est-il ainsi ?

Par exemple, en 2021, à la veille de l'invasion totale, le salaire moyen dans le secteur de l'assistance sociale (salaires des employés des centres de services sociaux) avant impôts était de 10095 UAH [223 euros]. À titre de

comparaison, le salaire moyen dans le secteur des soins de santé était de 11 825 UAH [261 euros] la même année, et le salaire nominal moyen en Ukraine en décembre 2021 était de 17 453 UAH [386 euros]. En d'autres termes, en 2021, le salaire moyen dans le secteur de l'aide sociale était 1,7 fois inférieur au salaire moyen en Ukraine.

La raison des bas salaires dans le secteur social, ainsi que dans l'ensemble du secteur public, réside dans la politique de rémunération de l'État. La base de calcul du salaire de chaque employé est son salaire codifié. Il est calculé sur la base de la grille tarifaire unifiée, qui n'a pas été révisée depuis longtemps. Par conséquent, le pouvoir d'achat des salaires basés sur ces niveaux diminue.



En outre, le montant des salaires officiels pour certaines catégories tarifaires est inférieur au salaire minimum. La raison en est que depuis 2017, les salaires sont liés au minimum vital, et non plus au salaire minimum, comme c'était le cas auparavant. Comme il est interdit de payer moins que le salaire minimum, les employeurs sont contraints d'effectuer des paiements supplémentaires pour atteindre le salaire minimum. Compte tenu des salaires très bas dans les catégories les plus basses, par exemple pour les travailleuses sociales qui s'occupent des personnes à domicile, ce supplément absorbe souvent presque entièrement les primes et indemnités (telles que l'ancienneté, indemnité d'intensité du travail, etc.), auxquelles les employées ont droit. Par conséquent, leur salaire mensuel est effectivement égal ou légèrement supérieur au salaire minimum. La situation financière des travailleuses sociales s'est quelque peu améliorée après l'augmentation du salaire minimum à 8 000 UAH [176 euros] l'année dernière.

«Nous nous rassurons en nous disant que quelqu'un d'autre pourrait avoir pire. Et nous sommes toujours payés et, Dieu merci, nous travaillons. Et il y a des gens qui n'ont pas de travail» (travailleuse sociale, oblast de Dnipropetrovsk).

«Si le ministère se penchait sur la question et nous donnait un barème plus élevé, nous aurions un salaire plus important. C'est [seulement] un bonus, oui, nos patrons [de l'institution] nous pressurent au détriment des autorités locales» (travailleuse sociale, oblast de Tchernihiv).

Les conséquences de la réforme de la décentralisation sont un autre facteur à l'origine des problèmes de rémunération du travail. Avec sa mise en œuvre, les gouvernements locaux ont reçu des pouvoirs étendus, y compris dans la sphère sociale. Étant donné que ce sont eux qui gèrent les institutions municipales qui fournissent des services sociaux, ce sont eux qui paient les salaires à partir des budgets locaux. Ces derniers sont très inégaux en termes de revenus, dépendent du niveau de développement économique de la communauté et peuvent différer radicalement, en particulier entre les communautés rurales et les grandes villes. La disponibilité des fonds dans les budgets locaux affecte directement la capacité à payer des primes et des primes de surcharge de travail, créant ainsi différents niveaux de salaire. Les communautés plus riches peuvent se permettre d'introduire des compléments de salaire plus généreux, de verser des primes à l'occasion de la Journée des travailleuses sociales ou à la fin de l'année. Compte tenu de la baisse des recettes budgétaires locales due au déclenchement d'une guerre à grande échelle, les autorités locales peuvent décider de ne pas verser certaines de ces primes.

«J'ai de la peine pour nos employées. Et vous savez, vous ne pouvez pas la regarder dans les yeux, parce que vous ne pouvez pas donner plus. On ne peut pas. Si vous le faites, vous donnez 80 % de la prime. Mais c'est 6-7 mille - ce n'est pas de l'argent avec lequel on peut vivre maintenant» (directeur d'un centre, oblast de Kyiv).

«Nous [...] sommes restées ici, dans nos locaux, jour et nuit. Mais nous n'avons pas reçu de salaire supplémentaire pour cela. Nous avons les mêmes salaires. Pas d'équipes, pas d'équipes de nuit, pas d'autres équipes. Oui, nous étions au travail [tout le temps], mais notre salaire est resté actuellement le salaire minimum selon la grille tarifaire qui a été approuvée» (spécialiste du travail social, centre de jour, oblast de Dnipro).

Avec le début de l'invasion russe, qui a déclenché la crise économique, les autorités se sont à nouveau tournées vers une politique d'«austérité»: elles ont gelé le minimum vital et le salaire minimum. Comme en 2014, ces mesures ont eu pour effet d'amener les salaires de certains travailleurs du secteur social à un niveau proche du salaire minimum. Dans le contexte de la crise économique, cela s'est traduit par une baisse du pouvoir d'achat et, par conséquent, par une détérioration du bien-être des travailleuses.



Pas de jours de repos : comment la charge de travail des travailleuses sociales a augmenté pendant la guerre

La charge de travail est l'une des questions clés du travail de soins. Contrairement aux secteurs «productifs» traditionnels, ainsi qu'à un certain nombre de secteurs de services, le travail de soins ne se prête pas à la logique de l'augmentation de l'efficacité par l'accroissement du nombre de biens produits ou de clients servis. Dans les jardins d'enfants, les écoles, les hôpitaux, les établissements de soins et les soins à

domicile, la qualité du travail est inversement proportionnelle au nombre de personnes dont le travailleur s'occupe. En d'autres termes, plus les groupes sont petits dans les jardins d'enfants ou les classes dans les écoles, moins il y a de patients par infirmière ou de personnes par travailleuse sociale, meilleurs sont les soins qu'elles peuvent fournir. Inversement, une augmentation de la charge de travail a toujours un impact négatif sur la qualité des soins et, bien sûr, sur les travailleuses elles-mêmes.

L'invasion russe et les changements qu'elle a entraînés dans la réalité socio-économique ont conduit à une augmentation de la charge de travail des travailleuses sociales. Nous verrons plus loin comment cela s'est produit. Mais tout d'abord, il convient de souligner qu'en raison des problèmes susmentionnés liés à la formation de la rémunération dans le secteur social, l'augmentation de la charge de travail n'a pas réellement eu d'incidence sur le niveau des salaires dans ce secteur.

L'une des principales raisons de l'augmentation de la charge de travail des travailleuses sociales est le déplacement forcé et massif de la population. Cette situation a alourdi la charge de travail à tous les stades : les travailleuses sociales participent activement à l'organisation de l'accueil des personnes dans les communautés, à la réinstallation et à la fourniture de divers types d'assistance dans un premier temps. En outre, dans les communautés qui ont accueilli un grand nombre de personnes déplacées, les besoins en matière de soins et d'autres services sociaux ont augmenté en conséquence, alors que le nombre de femmes employées dans les

institutions municipales concernées n'a pratiquement pas changé, et a même diminué dans certains endroits. Cela a été particulièrement évident au cours de la première année de la guerre à grande échelle, lorsque certaines employées sont parties pour des zones plus sûres.

«Vous savez, c'était très dur moralement, c'était très dur. Le personnel partait. Nous sommes restés, mon mari et moi, dans le jardin. Je vous le dis maintenant, j'en tremble. Voilà ce que nous avons vécu. Qu'est-ce que je pouvais faire? J'ai continué, j'ai continué le lendemain. Bien que nous soyons restés assis tout le dimanche [sans quitter la maison]. Nous sommes restés assis tout le dimanche, et je suis partie. Que faire, l'enfant avait faim [...]. Je suis sortie à nouveau. Eh bien, nous avons réussi à traverser cette année-là d'une manière ou d'une autre. Cette année, c'est un peu plus facile», une travailleuse sociale, oblast de Kharkiv.

Le principal facteur à l'origine de l'augmentation de la charge de travail des travailleuses sociales fournissant des services de soins à domicile est l'augmentation du nombre de personnes âgées laissées sans soutien. Leurs proches, qui s'occupaient d'elles, ont été contraints de partir en raison du danger, se sont mobilisés ou sont décédés. C'est dans les communautés de première ligne, ainsi que dans celles qui ont accueilli un grand nombre de personnes déplacées, que la charge a le plus augmenté.

En fonction des besoins individuels de la personne, les services de soins à domicile couvrent un large éventail de tâches. Il peut s'agir d'une

aide à l'autonomie (par exemple, se laver), d'une aide au paiement des factures, d'une formation à l'utilisation d'équipements techniques de réadaptation (par exemple, des prothèses), d'une aide à l'entretien de la maison – courses, cuisine, blanchisserie, nettoyage, etc. Dans les zones rurales, les assistants sociaux ont souvent pour tâche d'aider au jardinage et à bien d'autres choses encore.

En général, pour les soins à domicile fournis par les travailleuses sociales, la norme de charge de travail est de huit à dix personnes par travailleuse dans les zones urbaines et de six à huit dans les zones rurales. Toutefois, dans la pratique, ces chiffres peuvent être beaucoup plus élevés. Par exemple, les participants aux groupes de discussion menés dans le cadre de l'étude Cedos ont fait état d'une charge de travail réelle de douze à quatorze personnes, voire de seize à dix-huit dans certains cas, ce qui est deux fois supérieur à la norme. S'occuper de personnes alitées est particulièrement difficile et physiquement épuisant. Selon les normes, une travailleuse sociale ne devrait pas s'occuper de plus d'une personne alitée, mais cette limite est souvent dépassée.

En plus de leurs tâches habituelles, les travailleuses sociales et les autres employées des institutions municipales fournissant des services sociaux ont été activement impliquées dans la réception et la distribution de l'aide humanitaire au début de l'invasion à grande échelle, en particulier en 2022. Cela impliquait souvent d'être de service sur les points de distribution et les entrepôts, ce qui augmentait encore leur charge de travail.



La charge qui pèse sur les travailleuses a également augmenté en raison d'autres conséquences de la guerre qui ne sont pas directement liées au déplacement de la population. Par exemple, les spécialistes du travail social apportent leur soutien dans les cas de violence domestique, dont le nombre de cas enregistrés a doublé entre 2021 et 2023. Le volume de travail lié à l'enregistrement du statut d'un enfant affecté par les hostilités a également augmenté de manière significative. En outre, au début de l'invasion à grande échelle, dans de nombreuses communautés, les travailleuses sociales ont vérifié que les abris anti-bombes étaient accessibles aux personnes à mobilité réduite et ont informé les gens de leur emplacement. Enfin, les travailleuses sociales sont également impliquées dans l'aide aux familles des vétérans et du personnel militaire. La quantité de travail dans ce domaine a évidemment augmenté et continuera à augmenter.

Obstacles à la circulation

Comme dans d'autres pays, les travailleuses sociales ukrainiennes qui aident les personnes à domicile sont constamment en mouvement. Leur lieu de travail est géographiquement dispersé entre les maisons, les différentes infrastructures et les institutions. Elles doivent se déplacer d'un domicile à l'autre, acheter en chemin de la nourriture ou des médicaments nécessaires, et parfois accompagner les personnes dans différentes institutions. Les conséquences directes et indirectes de l'invasion russe ont rendu ce processus beaucoup plus difficile, créant des problèmes supplémentaires

pour les travailleuses et augmentant leur charge de travail.

En fait, même avant février 2022, les travailleuses sociales rencontraient des difficultés pour se déplacer dans le cadre de leur travail. Dans de nombreuses localités ou entre localités, en particulier dans les petites villes et les villages, les transports publics ne sont pas très développés. Par conséquent, les travailleuses sociales, en particulier dans les zones rurales, utilisent souvent des bicyclettes, soit les leurs, soit celles fournies par l'institution, qui sont souvent achetées grâce à des fonds provenant de philanthropes. En hiver, la situation se complique en raison des conditions météorologiques et des problèmes de déneigement des routes. Certaines travailleuses sociales utilisent leur propre voiture ou demandent de l'aide à leurs proches si elles doivent livrer des denrées lourdes ou encombrantes. La majorité des institutions municipales fournissant des services sociaux ne disposent pas de véhicules en état de marche.

La destruction des infrastructures de transport et de la flotte de transport public causée par les bombardements depuis février 2022 a considérablement aggravé la situation, en particulier dans les communautés de la ligne de front et les communautés désoccupées qui ont longtemps été ou sont encore dans la zone d'hostilités actives. Les restrictions imposées aux transports publics lors des raids aériens créent des difficultés supplémentaires. Tous ces obstacles sont dérangeants pour les employées, car ils réduisent leur capacité à terminer leur travail à temps et les soumettent à une pression encore

plus forte. Elles tentent donc de s'adapter, notamment en passant leur temps de manière «productive» pendant les alertes, par exemple en remplissant ou en traitant des documents avec des clients dans le refuge.

Aux problèmes d'horaires de travail dus aux bombardements et aux raids aériens s'ajoute un autre problème : les coupures d'électricité causées par les bombardements russes sur les infrastructures énergétiques. Sans électricité, les travailleuses sociales sont parfois dans l'incapacité de préparer les repas pour les personnes dont elles s'occupent, ne peuvent pas les aider à faire leur lessive et doivent porter à pied de lourds sacs de nourriture dans les étages supérieurs. Face à ces difficultés, les travailleur·euses adaptent leur travail : elles essaient de planifier leur travail en fonction des horaires des coupures, préparent souvent des repas pour les personnes à leur domicile en dehors des heures de travail et ignorent parfois les alertes de raids aériens pour continuer à travailler.



«C'est dur pour toi, tu ne peux pas t'en empêcher, tu ne les quitteras pas. Comment peux-tu abandonner?»

Travailler dans le secteur social implique un niveau élevé d'implication émotionnelle. Ceci est particulièrement évident dans le travail des travailleuses sociales qui s'occupent des personnes à domicile.

Outre les tâches ménagères et l'aide aux travaux ménagers qui nécessitent un effort physique, elles participent souvent aux soins personnels. Dans le cas des personnes alitées,

cette tâche n'est pas aisée. Cependant, les soins à domicile ne se limitent pas à un ensemble d'activités qu'une aide-soignante doit accomplir, il s'agit toujours d'un certain lien personnel, d'une communication et d'une implication émotionnelle. Lorsqu'il s'agit de personnes âgées isolées et à mobilité réduite, les travailleuses sociales peuvent être presque les seules avec qui elles peuvent partager leurs expériences et leurs pensées. Depuis le début de l'invasion à grande échelle, de nombreuses personnes ont connu des niveaux élevés de stress, de peur et d'incertitude et ont eu besoin d'un soutien psychologique. Ce sont les travailleuses sociales, même en dehors des heures de travail, qui souvent deviennent la seule source disponible de soutien psychologique et d'assistance pour toute une catégorie de personnes. Pour les personnes déplacées, les travailleuses sociales sont les premières personnes qu'elles rencontrent dans un nouvel endroit, les premières à leur apporter un soutien émotionnel et psychologique. Cela conduit souvent à un épuisement émotionnel, qui est rarement abordé de manière systématique sur le lieu de travail.

«Tout le monde était inquiet, les grands-mères ne savaient pas ce qui se faisait, quand c'était fait. [...] Et on peut dire que les assistantes sociales étaient au téléphone avec elles 24 heures sur 24, qu'elles pouvaient appeler la nuit et quand elles voulaient pour avoir des réponses» (responsable du premier syndicat des travailleuses du secteur social, centre ville-région.)

«Ce n'est pas comme si elles [les personnes âgées] vivaient cela pour la première fois, en plus de la loi martiale et tout le reste. Nous essayons de les soutenir autant que possible, physiquement et moralement. Et autant que possible. [...] nous sommes aussi des psychologues, nous sommes miséricordieux, nous sommes gentils, nous soutenons leur esprit physique et moral» (travailleuse sociale, oblast de Dnipropetrovsk).

Comme dans d'autres secteurs de soins, c'est le retour émotionnel et la gratitude des personnes que les travailleuses sociales servent qui sont essentiels pour maintenir leur motivation. Dans les nombreux entretiens et discussions de groupe menés par l'autrice de ce texte avec des travailleuses sociales, l'importance de la reconnaissance publique de leur travail, qui reste souvent invisible pour la société, a été un thème récurrent. Les travailleuses qui soutiennent quotidiennement les personnes touchées par les conséquences directes et indirectes de la guerre méritent des conditions et un salaire décents.

«Je crois que notre profession est un peu diminuée dans la société en termes d'importance. Si je dis à quelqu'un que je suis assistante sociale, il pense, oh, beurk» (travailleuse sociale, oblast de Kyiv).

«Nous parlons constamment du fait que notre travail est très peu apprécié. Et nous avons une charge de travail très lourde, et cela a toujours été le cas et le sera encore, parce que les travailleuses sociales ont toujours du travail

à faire. Au moins s'il était au niveau de celui des enseignants, par exemple, 15 à 20 000. Ce serait un salaire décent pour notre travail» (spécialiste en travail social, centre de services sociaux, oblast de Tchernihiv).

«Le salaire lui-même n'est pas très attractif. Et aujourd'hui, il y a encore un besoin de spécialistes. Mais aujourd'hui, malheureusement, ce besoin s'est accru. [Cela] reste compliqué par le manque de compétences des personnes que nous embauchons, de compétences professionnelles, de sorte qu'il est très difficile pour elles de travailler. [...] et une personne commence à, comment dire? Commence à se battre comme un poisson sur la glace. Elles essaient de faire quelque chose de bien, mais elles sont submergées émotionnellement et physiquement. [...] Les travailleuses sociales ont toutes besoin de plus d'attention en termes de salaires afin de les encourager. Pour qu'elles restent ici. Pour qu'elles considèrent ce travail comme la vocation de leur vie» (directeur d'un centre de services sociaux, oblast de Kharkiv).

Éliminer l'identité ukrainienne dans les territoires occupés

Halya Koynach¹



Dans toutes les zones qu'elle occupe, la Russie impose de manière brutale à la population locale de prendre la citoyenneté russe. Un des moyens utilisés a été la menace de la priver de ses biens. Désormais, ceux qui ont accepté de prendre la nationalité russe risquent de se retrouver sans domicile.

Directeur du Centre de recherche sur l'occupation et ancien conseiller du maire de Marioupol, Petro Andriuchtchenko évoque le «pillage total des habitants de Marioupol» et affirme que le nombre d'appartements placés sous séquestre au prétexte d'une prétendue absence de «propriétaire» ne cesse d'augmenter.

La situation est «surréaliste». Aux milliers de gens qui avaient pris la nationalité russe pour conserver leur appartement et qui avaient fait la queue des jours entiers pour «réenregistrer» leur bien conformément à la législation russe, il est répondu qu'ils n'avaient plus de domicile.

1. Halya Koynach est membre du Groupe de défense des droits humains de Kharkiv. Article publié sur le site [Human Rights in Ukraine](#), 18 avril 2025.

Andriuchtchenko diffuse une vidéo où l'on voit une femme debout devant le logement où elle a vécu pendant trente ans et à laquelle l'administration chargée du logement refuse de lui remettre les clés. Elle n'est pas la seule victime. Le site ukrainien [0629.com.ua](#) a examiné la dernière liste d'appartements dits «sans propriétaire» publiée le 4 avril par les autorités d'occupation de Marioupol. [...] Elle comporte plus de 300 appartements. Des listes similaires sont en cours d'élaboration dans toutes les régions occupées, à l'exception de la Crimée. En effet, bien que la Russie ait rendu tout aussi impossible la vie en Crimée si on n'a pas la citoyenneté russe, le Kremlin a été plus lent à introduire des mesures empêchant les propriétaires ukrainiens de conserver leurs biens sans passeport russe. Par contre, depuis 2022, tous les faux-semblants ont été abandonnés et les mesures de pillage sont plus rapides et plus agressives.

À Marioupol, les propriétaires ont trente jours pour se présenter en personne et pour contester la classification de leur bien comme «sans propriétaire». Si le propriétaire en titre est contesté par les autorités ou absent – un grand nombre d'Ukrainiens ont été contraints de fuir –, cela permet le pillage encore plus librement. Les organisations de défense des droits humains conseillent cependant aux Ukrainiens se trouvant dans cette situation de ne pas retourner dans les territoires occupés pour faire valoir leurs droits. Ils risquent d'être arrêtés et condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement sur la base de fausses accusations. [...]

Au cours de l'été 2024, RIA-Melitopol s'est entretenu avec des Ukrainiens de Melitopol

(dans la partie de la région de Zaporijjia occupée) qui avaient tenté de retourner à Melitopol via Moscou et l'aéroport de Cheremetievo. Ils ont rapporté que le formulaire qu'ils devaient remplir contenait des questions sur leurs biens immobiliers auxquelles il fallait répondre de manière exhaustive, allant jusqu'à mentionner les parts détenues dans les appartements de leurs proches. «En règle générale, les propriétaires de biens particulièrement prisés, tels que les magasins ou les beaux appartements, sont renvoyés là d'où ils sont venus.» Le FSB vérifiait les réponses concernant leurs biens à l'aide de données informatiques et toute omission servait de prétexte pour une «expulsion» immédiate. Selon RIA-Melitopol, il est légitime de penser que le FSB dispose d'une liste des biens convoités par les envahisseurs.

«Nationalisation», extorsion et substitution de population

Le 7 avril, Ivan Fedorov, chef de l'administration régionale de Zaporijjia, a rapporté que si les envahisseurs pillaient le territoire occupé depuis trois ans, ils utilisaient désormais une nouvelle méthode la «vente aux enchères» de terres illégalement confisquées et «nationalisées».

Selon lui, cela permet de se débarrasser des Ukrainiens jugés «déloyaux [à la Russie]» et de les remplacer par des mercenaires ayant combattu contre l'Ukraine, ou par des «spécialistes» venus de Russie.

Tout cela n'est pas nouveau. En mai 2024, le groupe East Human Rights Group signalait que des terrains étaient attribués à l'armée

d'occupation après avoir été inscrits au registre russe des «terres confisquées». À l'époque, quelque 2000 terrains avaient été illégalement attribués. Ce chiffre est sans doute beaucoup plus élevé aujourd'hui.

Si les chiffres cités précédemment ne concernaient que l'installation de quelque 10000 «spécialistes» russes avec leurs familles dans la région occupée de Zaporijjia, Petro Andriuchtchenko citent d'autres sources indiquant que la Russie est déterminée à modifier totalement la composition démographique des territoires occupés: cinq millions de ressortissants de la Fédération de Russie pourraient être déplacés sur le territoire ukrainien occupé d'ici 2030. Cette estimation découle des plans annoncés lors d'un forum à Rostov, intitulé «Intégration 25», qui évoquait une population de dix millions d'habitants dans tous les territoires occupés, à l'exception de la Crimée. [...]

Cela s'inscrit dans le cadre des tentatives claires et extrêmement agressives de la Russie pour éradiquer l'identité ukrainienne sur le territoire occupé et pour emprisonner ou se débarrasser des Ukrainiens considérés comme «trop ukrainiens». Le 25 mars 2025, Vladimir Poutine a publié un décret selon lequel les citoyens ukrainiens seront expulsés s'ils n'ont pas pris la nationalité russe. À en juger par le nombre considérable d'arrestations d'Ukrainiens dans les territoires occupés, y compris ceux qui ont pris la nationalité russe, sous des accusations absurdes d'«espionnage» ou de «trahison», il semblerait que tous les Ukrainiens soient considérés, dans une certaine mesure, comme «peu fiables» [...].

PAROLES
FÉMINISTES
D'UKRAINE

Bilkis : une organisation féministe ukrainienne

Entretien avec Dan La Botz¹

Deux membres de Bilkis, Tania Vynska et Yana Dotsenko, étaient à New York pour la 69^e session de la Commission des Nations unies sur la condition de la femme, qui s'est tenue au siège des Nations unies du 10 au 21 mars 2025. La conférence était axée sur l'examen et l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin adoptés en 1995.

Tania et Yana étaient également venues pour rencontrer les féministes d'autres pays et pour établir des liens avec d'autres organisations et avec des donateurs. Dan La Botz de *New Politics* a profité de leur visite pour en apprendre davantage sur leur organisation.

Merci de prendre le temps de discuter avec moi afin que les lecteurs de New Politics puissent en apprendre davantage sur Bilkis et sur la situation des femmes en Ukraine. Pourquoi avez-vous fondé Bilkis à l'origine ?

Yana. Nous avons fondé Bilkis à Kharkiv en 2019 parce que nous n'avions aucun projet ou

groupe comme Bilkis à cette époque. Il y avait quelques groupes féministes, mais nous ne nous reconnaissions pas en eux, car ils n'avaient pas de point de vue de gauche dans leur programme. Nous voulions vraiment créer un groupe qui changerait les idées sociales sur le genre.

Quelles étaient ces idées de gauche que vous pensiez importantes d'intégrer dans un groupe féministe ?

Yana. Nous voulions inclure les idées de classe, la question de la pauvreté des femmes. Les femmes sont l'un des principaux groupes souffrant de la pauvreté. Souvent en Ukraine, les ONG travaillent dans un milieu de classe supérieure ou moyenne. Les groupes existants à cette époque travaillaient avec des femmes d'affaires, mais je pense que ce n'est qu'après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie que les choses ont changé, en raison des besoins accrus dans la société. Beaucoup d'ONG ont commencé à fournir de l'aide humanitaire aux personnes dans le besoin, mais leur discours portait toujours sur le leadership des femmes, devenir une femme d'affaires, et elles n'ont jamais critiqué les problèmes économiques institutionnels.

Quelle était votre alternative aux idées des autres ONG ?

Tania. Les principaux enjeux de Bilkis sont le féminisme et l'intersectionnalité, donc nous incluons différentes formes de lutte contre la discrimination, par exemple, lorsque nous pensons

1. Dan La Botz est membre du comité de rédaction de *New Politics* et des Brigades éditoriales de solidarité. Il est interviewé par Adam Nowak. Entretien paru dans *Europe solidaire sans frontières*, 27 mars 2025.

à aider les gens, nous pensons à des groupes tels que les jeunes filles, les femmes et les personnes LGBTQ. Nous reconnaissons le fait que les femmes pauvres pourraient avoir besoin de plus d'aide que les femmes de classe moyenne ou supérieure.

Nous avons trois valeurs fondamentales partagées. Ce sont l'équité sociale, la décolonialité et l'horizontalité. En ce qui concerne la décolonialité, nous sommes opposées à tous les États impériaux et également pour la libération des nations colonisées. Il y a aussi le colonialisme économique. Et la conscience coloniale.

Donc vous êtes pour la «décolonisation»...



Yana. Nous utiliserions le mot «décolonialité». Autrefois, des pays étaient conquis et occupés, mais aujourd'hui nous avons toujours du colonialisme économique et il y a toujours des idées coloniales. Tout cela signifie que nous devons penser en termes de décolonialité. Prenez la Russie, par exemple. Les Russes se comportent de manière très coloniale envers nous. De plus, dans la sphère culturelle, les Russes sont très dominants. Par exemple, les acteurs jusqu'à récemment étaient censés connaître le russe s'ils voulaient obtenir de bons rôles, même s'ils vivaient en Ukraine. Cela a un peu changé depuis l'invasion à grande échelle, mais c'était comme ça pendant longtemps.

Tania. Nous avons toujours ce problème que la musique russe est la plus populaire, l'idée que la culture russe est supérieure continue d'exister dans la conscience de notre pays. Nous croyons également à l'horizontalité, c'est-à-dire

que nous sommes contre l'organisation hiérarchique. Nous avons basé la prise de décision sur le consensus, ce qui a fonctionné pour nous pendant six ans.

Et quels types de projets ou de campagnes menez-vous ?

Tania. Nous avons pendant un temps un projet appelé «espace des choses», un endroit où vous pouvez donner vos vêtements ou d'autres objets, et vous pouvez prendre ce dont vous avez besoin. Nous avons poursuivi ce projet pendant deux ans. Yana a lancé l'espace des choses après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie. Les femmes, les enfants et les personnes pauvres pouvaient y aller et prendre ce dont ils avaient besoin.

Quels sont vos projets aujourd'hui ?

Tania. Nous faisons beaucoup de travail éducatif et menons des campagnes sur les réseaux sociaux sur les féminismes, le genre, les inégalités de genre. Je suis la créatrice de notre projet d'essais vidéo YouTube, il s'appelle *Cher Journal*. C'est principalement un regard féministe queer sur la société, les films et la culture.

Yana. Nous avons également un club de cinéma féministe dans lequel nous regardons et discutons de films queer ou féministes. Nous nous réunissons deux fois par mois dans notre bureau et regardons et parlons de films sur les inégalités sociales. Nous avons également mené une campagne de seize jours d'activisme contre la violence basée sur le genre, du 25 novembre au 10 décembre, et d'autres organisa-

tions ont démarré à partir de cette campagne. Nous avons recueilli des histoires de femmes qui ont survécu à la violence basée sur le genre et les avons publiées sur nos pages Instagram.

Tania. Nous avons également organisé des actions de rue pendant cette période. Nous avons mené une campagne contre Drunk Cherry (Piana Vychnya), une entreprise de boissons alcoolisées, qui avait une publicité très sexiste, non seulement des images sexistes de

femmes, mais aussi suggérant dans leur texte que les hommes n'avaient pas à entendre le «Non» d'une femme. Notre campagne les a poussés à changer leur publicité, bien que cela n'ait pas complètement résolu le problème. De plus, nous menons de nombreuses campagnes médiatiques sur la culture du consentement et pourquoi il est mauvais d'avoir une culture du viol et de la violence basée sur le genre contre les femmes.



Vous n'avez pas mentionné les droits reproductifs...

Tania. En Ukraine, la question de l'avortement n'est pas vraiment un sujet central du débat politique. Les femmes et les filles ukrainiennes ont ce droit. Cependant, il peut parfois être difficile de l'exercer en raison de l'impact des croyances chrétiennes, de la stigmatisation de ce que les femmes devraient faire avec leur corps, ou de la peur d'être jugées dans leurs communautés, surtout dans les communautés rurales.

Il y a aussi beaucoup de campagnes d'éducation sexuelle qui sont principalement menées par des blogueurs ou des organisations de la société civile. Certains d'entre eux donnent même des conférences dans les écoles publiques. Ainsi, les enfants dès leur jeune âge sauraient, par exemple, l'idée de l'autonomie corporelle, et ils apprendraient où quelqu'un pourrait trouver des contraceptifs et pourquoi la menstruation n'est pas quelque chose d'intrinsèquement mauvais.

Tania. Nous devrions également mentionner que certains de nos membres ont rejoint l'armée. Deux membres de Bilkis, Dacha et Ivanka, sont sur le front en ce moment.

Quel est l'avenir pour les femmes et le féminisme en Ukraine ?

Yana. Honnêtement, je veux dire que pour moi personnellement, je ne peux pas penser à une fin de la guerre. Ce que je vois dans le monde, c'est qu'il y a plus de tension entre différents pays. Je n'ai pas une vision optimiste. Maintenant nous sommes en guerre, et je ne

pense pas que cela se terminera dans un an ou deux. Il pourrait y avoir une sorte de cessez-le-feu, mais je ne vois pas que la Russie quittera toutes nos terres.

Pour moi, parler de reconstruction n'a pas de sens avant que la Russie ne se retire de Crimée, de Louhansk, de Donetsk et de toutes nos villes. Pour ma part, j'ai passé une très grande partie de ma vie à penser que je devrais rejoindre l'armée. Je ne vois aucun sens dans la vie civile. Parce que si la Russie occupe notre territoire, nous sommes fichus. Je pense que seul ce combat sur la ligne de front est très important.

Tania. Si l'Ukraine est vaincue et que la Russie conquiert l'Ukraine, cela signifiera la fin des organisations de la société civile, et surtout des groupes féministes LGBT.

Mais si l'Ukraine est soutenue par l'Union européenne avec des armes et de l'aide humanitaire, alors cela signifie qu'il y a un avenir pour les femmes et pour l'organisation féministe, mais il y aura beaucoup de travail pour reconstruire l'Ukraine et aussi revenir à une vie normale.



Bilkis

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 10, « La parole à Bilkis »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 14, « Le groupe féministe de Lviv Bilkis harcelé par les fascistes »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 15, « L'espace des choses anticapitaliste de Lviv »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 18, « Bilkis, un féminisme solidaire »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 27, « Notre perspective est d'agir pour résister »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 29, « Bilkis, un féminisme de terrain »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 33, « Les autres sont comme nous, un nouveau zine féministe à Lviv »



Atelier féministe

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 9, « L'Atelier féministe ouvre un refuge de longue durée à Lviv pour les enfants et les femmes touchés par la guerre »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 10, « Paroles féministes face à la guerre »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 27, « Nous voulons simplement survivre en 2024 »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 33, « Pourquoi nous fermons notre centre d'accueil pour femmes déplacées à Lviv »



PENDANT LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE

Chronique des événements courants

20 MARS

Les mineurs ont besoin de conditions de travail sûres et d'un salaire décent

Lors d'une discussion sur les problèmes actuels de la production et des activités économiques, a été une fois de plus soulevé la question de l'augmentation des salaires. Bien qu'il n'y ait actuellement aucun arriéré de salaire, c'est-à-dire que les salaires gagnés pour février et l'avance pour mars ont été payés en totalité, mais étant donné que les collectifs de travail, malgré les difficultés et le manque de personnel, font face aux tâches prévues, les mineurs ont le droit de demander à la direction de l'entreprise d'État d'augmenter les salaires.

L'Association régionale du Syndicat des mineurs ukrainiens soutient ces justes revendications des mineurs et estime que le niveau actuel des salaires ne permet pas aux mineurs de vivre dignement et de subvenir aux besoins de leurs familles, ainsi que d'aider correctement leurs collègues qui sont actuellement au front pour défendre l'Ukraine contre l'invasion russe. C'est pourquoi le syndicat et ses militants considèrent que la résolution de ce problème sera la tâche principale de l'administration dans un avenir proche.

KVPU

21 MARS

Obstruction aux activités syndicales

Le lundi 17 mars, une réunion du groupe de suivi [des réparations des dortoirs] devait avoir lieu dans la salle de réunion de l'Académie nationale des beaux-arts et de l'architecture de Kyiv [HAOMA]. Sa composition a été approuvée lors du piquet de grève du 10 mars, et des membres du syndicat Priama Diia extérieurs à l'université y ont été élus. Cependant, l'administration s'est catégoriquement opposée à notre participation. Elle a été indifférente au fait que les étudiants de l'académie avaient exprimé le désir d'adhérer à notre syndicat et que nous avons le droit de défendre les droits collectifs des étudiants en cas de violation. Elle a également ignoré la position des étudiants qui avaient élu des délégués de Priama Diia au sein du groupe, afin d'assurer le contrôle public du processus [des réparations] et de se protéger des pressions et des manipulations juridiques qui font la renommée de l'administration.

Malgré l'obstruction active de nos activités par l'administration, le syndicat continuera à faire ce qui doit être fait : défendre et aider à résister à l'injustice dans cette belle académie. À suivre !

Priama Diia

21 MARS

Dnipro : des militants se menottent

À Dnipro, des militants du mouvement De l'argent pour les forces armées se sont menottés aux portes du conseil municipal dans le cadre

de la campagne «La démocratie menottée à Dnipro». Plus de 30 personnes ont participé à l'initiative. La raison en est l'ignorance d'une pétition en soutien aux forces armées ukrainiennes et le mépris de la loi par le maire de la ville, Borys Filatov, ont déclaré les militants. Au total, la pétition a recueilli 3 000 signatures, mais le conseil municipal a décidé de ne pas prendre en compte certains votes, a noté l'activiste Yana.

«Kyiv a besoin de son patrimoine, pas de lotissements»

Une action a été organisée le 22 mars sous le bâtiment de l'administration de l'État de la ville de Kyiv pour préserver le patrimoine culturel de la capitale. Des militants se sont rassemblés le lendemain de la reprise des travaux sur le domaine de Zelensky. «Une fois de plus, le patrimoine historique de Kyiv est détruit. Je souhaite que les autorités respectent la ville et l'opinion de la population», a déclaré Sofia qui a participé à l'action. Organisateur de l'action, Dmytro Perov, a déclaré avoir vu les restes du bâtiment être emmenés par camion vers une décharge au lieu de la restauration promise.

«Le promoteur a intenté une action en justice pour révoquer son statut de monument historique. À quoi bon le restaurer? J'ai souligné à plusieurs reprises que cela ne ressemble pas à de la conservation. On a encore davantage détruit le bâtiment», a remarqué Perov. Il a ajouté qu'ils prévoient de se rendre au ministère de la culture pour savoir pourquoi le domaine n'a pas été inclus dans le registre national des monuments historiques il y a un an. Les militants brandissaient des pancartes sur lesquelles on

pouvait lire «Kyiv a besoin de patrimoine, pas de lotissements» et «Kyiv est historique, pas en béton».

23 MARS

Kharkiv : «Les droits de la communauté ont été violés»

Le 23 mars, une manifestation contre une construction illégale a eu lieu à Kharkiv, au 79, rue Skovorody. Les gens ont protesté contre une construction à côté d'un monument architectural local, le dortoir de l'Université polytechnique «Gigant». Les organisateurs de l'action préparent un appel au ministère de la culture pour vérifier les actions du promoteur, ainsi qu'un dépôt de plainte auprès du procureur pour demander la démolition de la construction illégale, a déclaré Dmytro Bulakh, coorganisateur et fondateur du Centre anticorruption de Kharkiv. Construit dans les années 1930, le bâtiment dortoir est classé monument historique comme exemple de constructivisme. La construction à proximité viole les lois sur la protection du patrimoine culturel immobilier et les activités d'urbanisme, a déclaré l'architecte Kateryna Kublytska, car des bâtiments ne peuvent pas être construits à proximité des monuments architecturaux.

26 MARS

Les violations des droits humains dans les centres de recrutement

Les violations des droits humains commises par les centres territoriaux de recrutement sont



devenues systémiques et généralisées. Lubinets, commissaire aux droits humains du Parlement ukrainien, se dit prêt à proposer des solutions au problème au Parlement. Par ailleurs, le médiateur s'est déclaré prêt à «se déplacer personnellement pour présenter une analyse détaillée de la situation et proposer des mécanismes pour résoudre ce problème sur le plan juridique».

Lubinets a cité les cas les plus flagrants :

- Violences physiques et nombreux cas de passages à tabac de citoyens. Il arrive que des groupes de personnes soient interpellés de force dans la rue, dans des centres commerciaux, près du métro.

- Renversements de personnes sur la route. Des cas d'employés des centres territoriaux de recrutement provoquant délibérément des accidents de la route pour arrêter de force des cyclistes ou des motocyclistes, ont été signalés.

- Violation du droit à la défense et des garanties légales.

«Le caractère systématique et l'ampleur de ces violations exigent des décisions urgentes au niveau de l'État afin de garantir le respect des droits humains pendant le processus de mobilisation», a ajouté Lubinets.

28 MARS

Propos sexistes : crise au Pen Club ukrainien

L'écrivain Yuriy Vynnytschouk a écrit une chronique intitulée «Il était une fois une époque dépravée», dans laquelle il commentait le scandale impliquant le professeur de l'Université



nationale de Lviv, Yosyp Los, accusé de harcèlement. Dans son texte, il écrit que dans sa jeunesse, le harcèlement «était monnaie courante», tout comme «coucher avec une fille ivre et pratiquement inconsciente», et «personne ne considérerait cela comme un viol à l'époque». L'écrivaine Larysa Denysenko a annoncé son retrait du Pen ukrainien suite à la décision de l'organisation de ne pas expulser Yuriy Vynnytschouk, qui a été largement critiqué pour ses déclarations sexistes.

Elle a déclaré que, dans la communication entre les membres de l'organisation, elle a vu «une dévalorisation de la voix des femmes», «une démonstration d'une surdité privilégiée surprenante» et «un déni de la vulnérabilité et de la douleur des autres». La veille, l'écrivain Illarion Pavlyuk avait annoncé son retrait du Pen ukrainien. Cette situation a divisé l'opinion parmi les membres du Pen. L'écrivaine Svitlana Povalyaeva a déclaré qu'elle avait voté pour l'expulsion de Vynnytschouk et a exprimé ses regrets que Pavlyuk et Denysenko aient annoncé leur intention de quitter le Pen.

31 MARS

Les enseignantes de maternelle demandent une augmentation de salaires

Dans une pétition qui a recueilli à ce jour 24633 signatures les enseignantes de maternelle demandent une augmentation de salaire. «Nous, citoyens ukrainiens, enseignants, parents et tous ceux qui se sentent concernés, demandons une augmentation des salaires des enseignants des établissements d'éducation préscolaire car le niveau actuel de rémunération de leur travail est inacceptable et ne leur permet pas d'avoir des conditions de vie décentes... Une enseignante de la 12^e catégorie tarifaire en 2025 reçoit environ 7 000 UAH [156 euros] par mois... En raison de la faiblesse des salaires, les éducatrices qualifiées partent en masse pour trouver du travail dans d'autres secteurs ou à l'étranger. Il en résulte une pénurie de personnel, une surcharge pour les travailleuses restantes et une baisse de la qualité de l'éducation préscolaire...» La déclaration souligne «l'indignation massive des enseignantes face à la mise en œuvre de la loi ukrainienne sur l'éducation préscolaire, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025. Après tout, cette loi a été élaborée par des personnes qui comprennent mal la situation réelle de l'éducation préscolaire en Ukraine»

2 AVRIL

La défaite de Poltava

Ce n'est pas la faute à Trump ni à Poutine. L'hôpital central de district de Poltava a été fermé.

Depuis des mois, soignants et patients se sont opposés à sa fermeture. Ils et elles ont manifesté sans pause, plusieurs fois dans le froid. Les anciens combattants se sont joints à la lutte. La bureaucratie locale, appliquant la politique d'«optimisation» du système de santé et sourde aux demandes populaires, a fermé l'hôpital.

Ce n'est pas en menant une politique de mépris pour les couches populaires qu'on renforce la résistance anti-impérialiste du peuple ukrainien. Les premières conséquences de la fermeture de l'hôpital apparaissent.

Deux jours après la fermeture de l'hôpital, témoignage de Olga Babytch: «L'hôpital central du district de Poltava disposait de sept appareils de radiographie en service – trois fixes, quatre mobiles et un dans l'unité de soins intensifs pour les patients gravement malades!



Le 31 mars 2025, ma sœur s'est rendue au quatrième hôpital familial pour y passer une radiographie. Lorsqu'elle s'est présentée à la salle de radiologie, on lui a dit que l'appareil était périmé et qu'aucune radiographie ne serait faite. On lui a proposé d'aller dans le premier, le deuxième ou le troisième hôpital de son choix. Ma sœur, chez qui l'on soupçonnait une pneumonie et de polyarthrite rhumatoïde, et une femme âgée sont allées chercher une salle de radiologie... Où sont passés les sept appareils de radiologie de l'hôpital central de district?»

2 AVRIL

Nous avons récolté 10 300 UAH pour notre sœur «Viking»

Récemment, nous nous sommes réunies pour le «Brunch Mimosa», un événement caritatif où nous avons réuni une communauté de femmes pour soutenir l'armée. Ensemble, nous avons créé des œuvres d'art à partir de matériaux naturels, organisé une vente aux enchères avec des rencontres avec des artistes et des leaders d'opinion, et collecté des fonds pour un sac à dos de guerre électronique (GE) [système mobile de brouillage de drones] pour notre camarade «Viking».

Un grand merci à tous ceux qui ont participé: nos invités, les organisateurs, les artisans et tous ceux qui ont contribué en proposant des lots aux enchères et en portant des enchères. Chaque don nous permet de nous rapprocher de la protection de haute qualité de «Viking».

[L'Atelier féministe](#)

4 AVRIL

Le drapeau ukrainien s'affiche à Marioupol

Dans la ville occupée de Marioupol, une femme est descendue dans la rue enveloppée dans un drapeau ukrainien. Tout ce qui est ukrainien est interdit sous l'occupation. Les autorités collaboratrices de Marioupol obligent les services publics à repeindre activement tous les graffitis et inscriptions sur l'Ukraine qui apparaissent sur les murs des bâtiments et dans les entrées. Nous ne savons pas ce qui est arrivé ensuite à cette femme, véritable héroïne, qui défie le drapeau russe. À l'heure où les États-Unis et les puissances occidentales abandonnent le peuple ukrainien dans les territoires occupés sous le joug russe, cet acte de résistance rappelle au monde entier que le peuple ukrainien n'abdiquera pas!

La résistance ukrainienne est active à Marioupol. Elle continue à se battre et nous rappelle que Marioupol, c'est l'Ukraine!

3 AVRIL

Les médecins ambulanciers ont besoin d'une augmentation de salaire

Le vice-président du Syndicat libre des travailleurs médicaux d'Ukraine (VPMPU), médecin au Centre régional de soins médicaux d'urgence de Zaporijjia, Anatoliy Sydorenko, a tenu une réunion de travail avec ses collègues, membres du syndicat. Parmi les nombreuses questions discutées, les plus importantes pour les ambulanciers, outre la victoire et la paix, sont celles de la prévention des changements dans

la législation du travail et de l'augmentation des salaires. Les employés de l'entreprise municipale à but non lucratif Association médicale territoriale et Centre régional de soins médicaux d'urgence et de médecine de catastrophe de Zaporijjia, ont notamment souligné que l'établissement médical dispose désormais de nombreux véhicules spécialisés modernes dotés d'équipements de pointe. Cependant, la vie et la santé du personnel médical sont fortement menacées par les bombardements constants dans la région par les occupants russes. Parallèlement, leurs salaires restent bas, avec des licenciements massifs et une pénurie de spécialistes qualifiés.

KVPU



4 AVRIL

Pour le camouflage contre les drones et la construction de fortifications

L'aide bénévole de l'Association régionale du Donbass occidental du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine et de ses branches principales à nos militaires, qui défendent l'Ukraine avec les armes à la main contre l'invasion de l'ennemi russe, ne s'arrête pas. Récemment, des militants syndicaux ont livré des filets de camouflage et des filets métalliques extensibles aux défenseurs en destination de Donetsk, Zaporijjia et Soumy pour les protéger des attaques de drones des occupants russes. Ils sont constamment demandés au front et des militants tentent de les livrer aux soldats à chaque voyage.

KVPU

5 AVRIL

Poltava: 262 soignants licenciés

La réorganisation de l'hôpital central du district de Poltava est en cours d'achèvement. Les locaux de l'institution ont été transférés à l'État. Qu'en fera-t-il? Les vendre à la spéculation immobilière? Plus de 250 employées ont été licenciées et près de 150 ont été réembauchées dans d'autres institutions médicales. «Il n'y a pas eu beaucoup de mutations – un chirurgien, une infirmière de bloc opératoire, une infirmière de garde transférée du service de chirurgie. J'y travaillais, donc je connais des filles. J'ai vu une fille transférée du service de gynécologie», accuse Nataliya Batyuk, infirmière

6 AVRIL

Ternopil: trois mois sans salaires puis licenciés

Les employés du dispensaire régional de médecine et d'éducation physique de Ternopil n'ont pas reçu leurs salaires depuis plus de trois mois. Même si l'institution est réorganisée, tous les employés ne travailleront que jusqu'en mai. Oksana Markiv, médecin spécialiste en médecine sportive, a déclaré qu'elle n'avait pas reçu de salaire depuis début janvier: «Début mars, nous avons été informés des changements apportés à nos conditions de travail. Nous serons donc licenciés dans deux mois. Nous allons travailler, nous remplissons nos obligations et nous acceptons des patients. J'ai définitivement décidé de chercher un autre emploi si celui-ci n'est pas rémunéré. D'ici les 3 et 4 mai, nous devrions

tous être licenciés, en fonction de l'évolution des conditions de travail essentielles. Certains employés pourraient être transférés à l'hôpital régional pour enfants, mais deux bureaux y sont en cours de création. Il y aura certainement plusieurs médecins et infirmières. Comme nous avons 26 employés, personne ne déménagera, ils seront licenciés.»

7 AVRIL

Révocation d'élus

Le dimanche 6 avril, une réunion des habitants de la communauté s'est tenue dans le centre de Slavske [oblast de Lviv], au cours de laquelle ils ont décidé de révoquer 20 conseillers du village. C'est la première fois que la communauté initie la révocation de la majorité des membres du conseil. «Nous sommes réunis ici pour discuter de la question de la révocation des députés du conseil du village de Slavsk sur une initiative populaire.» «Nous considérons que les motifs de la révocation sont le manque de député à remplir ses devoirs au sein du conseil local de la circonscription électorale sans raison valable, le fait que les députés ignorent leurs devoirs envers les électeurs et le manque de réunions de travail avec eux», a déclaré la coordinatrice de la réunion, Ivanna Rusyn. La communauté a pris la décision de révoquer les députés du conseil après qu'elle ait exprimé sa défiance envers le chef du village, Volodymyr Beza, le 26 mars.

11 AVRIL

Révolte à Jytomyr

Alors que certains se battent sur la ligne de front, d'autres font des coupes jusqu'à l'os. À l'hôpital du district de Jytomyr, à Stanichevka, le directeur a décidé de fermer le service de neurologie et de licencier les spécialistes. Pendant la guerre. Parce qu'apparemment, les blessés, les accidents vasculaires cérébraux, les maladies chroniques, c'est de la fiction, non ?

Ce serait drôle si ce n'était pas aussi stupide et dangereux.

Mais! Les gens ne se sont pas tus. Aujourd'hui, ils sont venus. Pas pour demander. Ils sont venus pour exiger. Des médecins, des patients, des vétérans, des militants sont venus. Et il s'est avéré que lorsque la communauté ne reste pas silencieuse, même les plus grands «patrons» commencent à transpirer.

Oleksandr Chvetsov

11 AVRIL

Moscou-Marioupol: sabotage !

Les occupants reportent le lancement du service ferroviaire entre Marioupol et Moscou en raison d'un sabotage dû à la guérilla. Tout ce qui est nécessaire au démarrage du trafic de passagers vers la Crimée, Moscou et Saint-Petersbourg est prêt, a déclaré le vice-premier ministre de la Fédération de Russie, Marat Khusnullin. Toutefois, selon lui, les actions des forces armées ukrainiennes et des guérilleros qui sabotent les voies ferrées, entravent les projets de la Russie... Par ailleurs, Khusnullin a déclaré que

certaines voies ferrées ont été rétablies. La gare de Marioupol reprendrait ses activités afin de permettre l'envoi de trains de passagers vers la Crimée et Moscou.

Conseil municipal de Marioupol (en exil)

11 AVRIL

À Jytomyr, les vétérans contre la privatisation

Le matin du 10 avril, des représentants d'organisations d'anciens combattants se sont rassemblés à Jytomyr sous le bâtiment du conseil régional pour protester contre les nominations en coulisses du nouveau directeur du Centre médical régional de réadaptation de Jytomyr. Vitaliy Yuchkevych, président de l'Union des vétérans de la liquidation de la catastrophe de Tchernobyl, a déclaré que plusieurs dizaines de représentants d'organisations de vétérans sont venues à la session, mais qu'un seul d'entre eux a été autorisé à assister à la session. Selon Vitaliy Yuchkevych, les manifestants sont venus à la séance parce qu'ils ne veulent pas que le centre médical régional de réadaptation passe dans le privé et que les militaires et les vétérans



perdent la possibilité de suivre une réadaptation de haute qualité dans ce centre.

«Nous pensons qu'après la nomination d'un nouveau directeur, les statuts de l'entreprise seront modifiés et la fermeture de l'entreprise sera décidée, comme cela a déjà été le cas pour le centre pour les survivants de Tchernobyl à Jytomyr. Si rien n'est fait aujourd'hui, nous organiserons une action de plus grande envergure au sein du centre de vertébrothérapie», déclare Vitaliy Yuchkevych.

12 AVRIL

Tcherkassy: «Bientôt, nous devons aller à la plage avec un pass»

Le 12 avril, l'action «Chaîne vivante» a eu lieu à Zamkovy Uzviz dans la ville de Tcherkassy. Environ cent cinquante personnes du public sont venues avec des pancartes pour exiger l'arrêt des travaux sur Riviera Beach et la Maison des Griffons. Les participants à l'action ont collé des autocollants et ont exhorté les automobilistes à se joindre à eux en klaxonnant, a déclaré Ivan Podolyan, représentant de l'ONG Comité pour la protection de la descente de Zamkovy et coorganisateur de l'action. Selon le coorganisateur de l'action, Daniil, la «Chaîne vivante» vise à attirer l'attention sur le développement du centre historique de Tcherkassy: «Aujourd'hui, nous avons rassemblé de nombreuses personnes pour manifester notre opposition au projet. Le promoteur a déjà commencé à construire un troisième étage sur la Maison aux griffons, ce qui est totalement illégal. La mairie, le parquet

et la police ne réagissent pas, alors nous avons décidé d'alerter l'opinion publique.»

15 AVRIL

La manifestation a obtenu l'annulation de la fermeture. Pour combien de temps ?

Le 10 avril, une manifestation organisée par des patients et des employés de l'hôpital de soutien multidisciplinaire du district de Jytomyr a eu lieu dans la banlieue de Jytomyr. Environ 300 personnes y ont participé. Les manifestants ont exigé de ne pas fermer le département neurologique, qui, selon les manifestants, veut fusionner avec le département thérapeutique dans le cadre de la réorganisation prévue. Les personnes présentes ont également exprimé leur inquiétude quant au fait que plus de 30 employés pourraient perdre leur emploi en raison de ces changements. Les manifestants, y compris des militaires, ont exigé l'annulation de l'ordre de réorganisation, sinon ils ont promis de poursuivre les manifestations et même de recourir à des barrages routiers. Le directeur général de l'établissement médical, Serhiy Demus, qui a signé l'ordre de réorganisation et n'était pas pressé de rencontrer les manifestants, a été jeté dans une poubelle que les manifestants avaient apportée. Ce n'est pas pour rien que le soir même, la première adjointe au chef de l'administration militaire régionale de Jytomyr, Natalia Ostaptchenko, est allée voir les manifestants. Elle a déclaré textuellement ce qui suit : «La fermeture a été annulée en ma présence. Elle sera soumise à l'examen des députés du conseil du village de Novohouvinsky.

Ils devraient se réunir, approuver le budget et, si les finances le permettent, trouver un moyen de conserver la succursale.». Autrement dit, les autorités n'ont pas abandonné leur décision de réorganiser (lire : fermer) le département neurologique de l'hôpital de soutien multidisciplinaire du district de Jytomyr, mais ont simplement décidé de transférer cette responsabilité non plus au chef de l'établissement médical, mais aux députés du conseil du village de Novohuivka... «Il serait bon que les Ukrainiens jettent à la poubelle tous ceux qui ont mis en œuvre la pseudo-réforme médicale en Ukraine», a commenté le chef du Syndicat libre des travailleurs médicaux d'Ukraine, Oleg Panasenکو.

KVPU

16 AVRIL

Jytomir : les enseignants se mobilisent aussi

Le 15 avril, lors d'une séance du conseil municipal de Jytomyr, les élus ont voté par 28 voix pour la décision de réorganiser les établissements d'enseignement professionnel de la ville par le biais d'une fusion. Des représentants du collège technique professionnel sont venus à la séance et se sont prononcés contre. Il s'agit notamment de la fusion des écoles polytechniques professionnelles et technologiques au sein de l'école professionnelle des innovations techniques. Les représentants du Collège professionnel technologique, présents à la séance, se sont opposés à cette forme d'unification des établissements d'enseignement professionnel, car l'établissement sera liquidé en tant qu'entité

juridique et fusionné avec le Collège professionnel des innovations techniques. «L'État a besoin de la filière métallurgie pour la victoire et la reconstruction, ce qui est crucial pendant la guerre. On nous propose de déménager dans un autre établissement d'enseignement, mais nous sommes contre», a déclaré Yulia Hnatyuk, du Collège professionnel et technologique, lors de son discours à la session.

19 AVRIL

Marioupol : nouvelle protestation sociale

Les habitants de Volnovakha sont scandalisés par l'absence de liaisons de transport avec Marioupol occupée. Lors d'une réunion avec le chef de la «DPR» Puchiline, les gens ont dit qu'ils ne pouvaient pas se rendre dans la ville. Il s'est avéré que le chef de la pseudo-république n'était même pas au courant. Puchiline a suggéré aux habitants d'appeler la *hot-line* et de proposer des «corrections d'itinéraires». Cependant, il est impossible de joindre les services. Les habitants se sont également indignés des réparations effectuées par les occupants. Selon eux, à peine les travaux terminés, «la chaussée s'est effondrée, le sous-sol et l'isolation n'ont pas été faits»... Puchiline a déclaré que c'était la responsabilité des entrepreneurs russes et qu'ils devaient y remédier.

[Le conseil municipal de Marioupol \(en exil\)](#)

Les étudiants d'Odessa en lutte

À Odessa, les étudiants de l'Université nationale maritime d'Odessa ont organisé une manifestation contre l'initiative de fusionner leur

université avec l'Académie maritime d'Odessa. Ils craignent qu'après l'unification, l'université perde son statut «national» et que ses diplômes perdent leur reconnaissance internationale. «Je suis entrée à l'Université nationale maritime d'Odessa, et non à la nouvelle université qu'ils souhaitent créer. Je trouve cela tout simplement inacceptable... Et je ne sais pas ce que cela donnera, je suis contre. Nous faisons tout notre possible pour influencer cette situation», a déclaré Antonina, étudiante en deuxième année de philologie. Sur les affiches des étudiants, on pouvait lire: «ONMU est plus qu'un nom. C'est notre fierté!», «Ne touchez pas à notre avenir!» et «Nous ne sommes pas des statistiques. Nous sommes des étudiants qui se battent pour la connaissance».

20 AVRIL

Kyiv : l'extrême droite veut empêcher un festival queer

Du 18 au 25 avril se tient à Kyiv le troisième festival du film queer «Sunny Bunny». Le programme de la compétition comprend 11 longs-métrages. Mais hier un rassemblement a été organisé par des membres de l'organisation d'extrême droite Prava Molod venue défendre les «valeurs traditionnelles» et empêcher le festival de films LGBTQ+ «Sunny Bunny». Un affrontement a éclaté entre les forces de l'ordre et les manifestants d'extrême droite. Tous les manifestants ont été arrêtés par la police «pour vérifier leurs documents». Plus tard, le porte-parole de la police de Kiev, Dmytro Hrychtchenko, a déclaré que des provocations étaient prévues



bien en amont du rassemblement. Peu avant le début du festival, l'attention avait été attirée sur Internet sur le fait que les dates tombaient à Pâques, ce qui a suscité des discussions sur la pertinence de cette décision. Les organisateurs ont répondu que les dates sont convenues à l'avance conformément au calendrier international des festivals et sont fixées pour la deuxième quinzaine d'avril.

22 AVRIL

Sean Penn avec les combattants ukrainiens

L'acteur et réalisateur américain Sean Penn a rendu visite aux combattants du 3^e régiment de Kropyvnytskyi des forces d'opérations spéciales des forces armées ukrainiennes. Il s'agit de la quatrième visite de l'acteur en Ukraine depuis l'invasion russe à grande échelle.

«Malgré tout ce que font les politiciens, je crois en chacun de vous et vous suis reconnaissant d'être le meilleur exemple de ce que nous aspirons tous à être. Vous ne protégez pas



seulement votre pays, vous protégez véritablement le monde entier. Et je sais que vous gagnerez», peut-on lire dans son message publié sur la page Facebook du régiment.

Aux défenseurs du pays, les mineurs du Donbass occidental

Les militants de l'Association régionale du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine du Donbass occidental et des branches primaires du NPGU (KVPU) qui en font partie n'arrêtent pas leur mission bénévole. Nos collègues syndiqués continuent d'aider nos militaires qui, les armes à la main, défendent l'Ukraine contre l'invasion russe, et de leur fournir ce qui est nécessaire de toute urgence dans les conditions de première ligne. Cette fois, les volontaires ont fourni aux défenseurs du pays pour le Donetsk des équipements de protection individuelle, de l'huile pour machine et des outils, ajoutant 500 agrafes métalliques et 300 mètres linéaires de bande transporteuse. Pour Soumy, nos défenseurs ont reçu des mineurs du Donbass occidental tout ce dont ils avaient besoin pour équiper des structures de protection contre les drones ennemis – des ancres, un tapis roulant et des poutres métalliques.

KVPU

23 AVRIL

Kyiv: La contestation étudiante ne faiblit pas

Le 21 avril, un piquet de grève a été organisé devant l'Académie nationale des beaux-arts et de l'architecture, dans la continuité de l'action

précédente du 10 mars et d'un mois de rencontres systématiques avec l'administration. Les étudiants ont réclamé du respect et une communication de la part de l'administration qui doit tenir compte non seulement des conditions des responsables, mais aussi de celles des étudiants. Le piquet de grève a également servi à rappeler à l'administration que les étudiants ne toléreront pas les pressions et la répression exercées par l'administration sur les étudiants, les enseignants et les professeurs qui s'impliquent activement ou qui soutiennent simplement les efforts des étudiants pour changer le *statu quo* à l'Académie. Mais malgré tous les obstacles, le piquet a eu lieu ! Un rôle clé dans l'organisation de l'action a été joué par le nouveau syndicat étudiant indépendant de l'Académie nationale des arts et des sciences d'Ukraine, Pohid, et des étudiants d'autres branches de Priama Diaa de Kyiv se sont joints au processus.



Il vaut la peine de s'attarder sur les résultats du piquet précédent et sur les demandes du second. Après l'action du 10 mars, le dortoir NAOMA a vu ses conditions de vie s'améliorer progressivement :

- des réparations ont commencé dans les cuisines, les salles de bains, les abris et les douches, et des mesures ont été prises pour éliminer les moisissures. Pour toutes les réparations prévues, des délais (même s'ils ne sont pas toujours clairs) ont été communiqués, ce qui permettra de contrôler la mise en œuvre ;
- l'influence des étudiants sur la prise de décision concernant le dortoir a considérablement augmenté : des réunions ouvertes avec l'administration ont eu lieu presque chaque semaine,

ce qui leur a permis de promouvoir d'autres demandes des étudiants ;

- un nouveau syndicat indépendant a été formé à NAOMA, Podykh, qui est motivé pour lutter et protéger les droits des étudiantes de l'Académie. En peu de temps, plusieurs dizaines d'étudiantes ont déjà rejoint Podykh !

Les étudiants de l'Académie nationale d'art et d'architecture ont une fois de plus montré qu'ils étaient un agent actif du changement, qui ne s'arrêtera pas devant les rouages de la bureaucratie et se battra pour une meilleure éducation artistique et de meilleures conditions de vie pour tous.

Rebelle, aime, ne renonce pas à tes droits !

[Priama Diaa](#)



PRISES DE POSITION

Une double exigence : assurer la survie de l'Europe en tant qu'espace démocratique et lutter pour redéfinir son contenu politique et social

Hanna Perekhoda¹



Je vois, dans les cercles de gauche en Europe occidentale, une opposition de principe à tout renforcement des capacités militaires européennes. L'argument est clair : l'Europe serait une puissance impérialiste, et il serait donc moralement inacceptable qu'elle se réarme. Le rôle actuel de la France au Congo, par exemple, en est une illustration. Cette réalité horrible nourrit un ressentiment légitime dans de nombreuses régions du monde, et témoigne d'un aveuglement persistant de la plupart des Européen·nes.

Cette idée mérite d'être comprise, mais elle masque une contradiction dangereuse. Car elle conduit implicitement à penser qu'en raison de sa puissance économique, l'Europe jouit également d'une puissance militaire, ce qui élimine

le risque d'une agression militaire externe. Or, rien n'est plus faux. Militairement, l'Europe est d'une extrême vulnérabilité. Elle ne dispose ni d'une armée unifiée, ni d'une coordination stratégique. Or, une armée centralisée et cohérente peut battre un conglomerat d'armées, même bien plus nombreuses ou riches. Comparer les dépenses militaires de la Chine ou de la Russie, qui possèdent des structures unifiées, avec celles de l'Europe, fragmentée en 27 armées nationales, n'a tout simplement aucun sens. Même si, sur le papier, les capacités cumulées des États européens pourraient surpasser celles de la Russie, cela ne garantit en rien une dissuasion efficace. La dissuasion ne repose pas uniquement sur la capacité matérielle : elle repose sur la volonté d'agir. Pendant la guerre froide, la véritable garantie de sécurité de l'OTAN, ce n'était pas tant l'armement que la certitude d'une riposte massive des États-Unis en cas d'attaque. Aujourd'hui, cette garantie n'existe plus.

Le problème n'est pas seulement matériel, il est culturel, politique, psychologique

Il repose sur l'absence d'une volonté collective de se défendre. Dans une grande partie des sociétés européennes, le lien entre citoyens et défense s'est délité. Même si l'Europe possède la richesse et les moyens industriels, encore faut-il que ses citoyens soient prêts à s'engager. Et ce n'est clairement pas l'impression qu'ils donnent.

Certains continuent à affirmer qu'il n'est pas nécessaire d'augmenter les budgets de

1. Hanna Perekhoda est historienne et chercheuse à l'Université de Lausanne, ainsi que militante de Sotsialnyi Rukh. 24 mars 2025. Publié par [Entre les lignes entre les mots](#).

défense, ni de relancer la production d'armes. On se contente de dire qu'il faut envoyer à l'Ukraine ce que nous avons en stock (en effet, on en est encore très loin!), comme si ces réserves étaient inépuisables.

En Ukraine, environ 10 000 drones sont utilisés par jour. L'Europe n'a pas la capacité industrielle de les produire à ce rythme. Lors de la seconde offensive sur Kharkiv à la fin 2023, les Russes bénéficiaient d'un rapport de feu écrasant: 15 000 obus tirés par jour contre seulement 2 000 côté ukrainien. Ce n'est pas l'Europe qui a pu rétablir la situation, mais le Président tchèque Petr Pavel, qui a dû trouver 800 000 obus hors d'Europe pour stabiliser le front en février 2024.

Et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Mais l'essentiel n'est pas là. Les secteurs stratégiques nécessaires au fonctionnement des armées européennes dépendent presque entièrement des États-Unis: transport aérien, renseignement satellitaire, missiles à longue portée, défense aérienne... Si les États-Unis se retirent – ce qui semble inévitable – le système de défense de plusieurs pays européens devient complètement inopérant.

Finalement, il y a un autre effet pervers de ce refus de penser la puissance auquel je pense de plus en plus souvent: la délégation de la sécurité européenne à ses membres orientaux. Car si les pays d'Europe occidentale ne s'investissent ni dans leurs capacités de défense collective, ni dans une coordination stratégique à l'échelle du continent, ils externalisent de fait leur sécurité vers les Européens de l'Est. Ce sont alors l'Ukraine (si elle existe encore), la Pologne, les

États baltes, la Finlande, la République tchèque ou la Roumanie qui doivent porter – seuls – le fardeau de la militarisation, de la mobilisation, de la mise en alerte permanente. Et pendant qu'ils assument concrètement cette charge, les sociétés de l'Ouest se permettent de les regarder de haut: comme des pays arriérés, obsédés par la guerre. Ce mépris, qu'on habille parfois de pacifisme ou d'universalisme abstrait, devient un abandon moral.

Il ne suffit pas de déplorer la montée des autoritarismes

Il faut avoir l'honnêteté de reconnaître que le monde dans lequel on vivait ici depuis 1945 – un monde encadré par la puissance américaine – n'existe plus. L'Europe risque de redevenir une fois de plus un terrain de jeu pour les puissances extérieures. Et vous n'allez pas l'aimer.

Il suffit de se rappeler: dans les années 1930, après l'horreur de la Première Guerre mondiale, les démocraties européennes ont choisi la voie du désarmement. Le pacte Briand-Kellogg de 1928 prétendait abolir la guerre. La Société des Nations multipliait les appels à la paix. Pendant ce temps, l'Allemagne nazie réarmait en toute impunité. En 1936, Hitler remilitarise la Rhénanie. L'armée française n'a pas bougé, paralysée par la peur d'un nouveau conflit. Quelques années plus tard, l'Europe sombrait à nouveau dans la guerre. Ce qu'on aurait pu arrêter à faible coût en 1936, on l'a payé dans le sang quelques années plus tard. (Dois-je rappeler qui en a payé le prix le plus élevé? Quel est ce

pays qui a perdu un quart de sa population totale dans cette guerre?).

L'Europe, comme tout projet libéral moderne, est traversée par une tension fondamentale. D'un côté, elle se veut garantir des protections contre l'arbitraire politique; de l'autre, elle laisse souvent les individus sans défense contre l'arbitraire économique. Comme tout projet libéral moderne, il est pourri de l'intérieur. Mais ceux qui ont aujourd'hui la capacité et la volonté assumée de démembrer ce projet sont précisément les régimes où les citoyens ne sont protégés *ni* de l'oppression politique, *ni* de l'oppression économique.

En théorie, on pourrait se réjouir de la perte de puissance relative de cette Europe. Mais dans les faits, cette perte ouvre un champ libre à des États qui ne se contentent pas d'être

impérialistes ou capitalistes: ils sont aussi obscurantistes, autoritaires, et fondamentalement anti-universalistes. Dans un monde régi uniquement par de telles puissances, les chances de libération – sociale, politique, humaine – sont proches de zéro.

Il faut donc tenir ensemble deux exigences: assurer la survie structurelle de l'Europe en tant qu'espace démocratique et lutter de l'intérieur pour redéfinir son contenu politique, social et stratégique. Il ne s'agit pas de se rallier à ceux qui, au nom du libéralisme économique, ont sapé les fondements même de la souveraineté démocratique. Il s'agit de combattre leur culte néolibéral. Mais cela implique de ne jamais relativiser l'importance du cadre démocratique dans lequel ce combat peut encore avoir lieu, tout en lui donnant un contenu social concret.



Livraisons d'armes et internationalisme

Camille Popinot¹

Les récents débats au Parlement européen ont une nouvelle fois permis d'illustrer les profondes divisions qui traversent la gauche européenne sur les questions de sécurité collective et, en particulier, sur la question de la solidarité armée avec l'Ukraine.

De facto, toute une partie de la [gauche européenne](#) s'oppose aux livraisons d'armes à l'Ukraine au nom de la défense des services publics nationaux, notamment. La défense de la solidarité sociale nationale s'opposerait ainsi, selon certain·es, à la sécurité des travailleurs et des travailleuses ukrainien·es.

Toutefois, au-delà de ces prises de position qui masquent mal un «[nationalisme déguisé](#)» pour reprendre la formule de Hanna Perekhoda, ces divisions traversent également la gauche qui se revendique explicitement de la solidarité internationale, de l'internationalisme et du slogan : «Travailleurs et travailleuses de tous les pays unissez vous!». Ainsi, au 18^e congrès de la 4^e Internationale de février 2025, [deux résolutions](#) sur l'Ukraine ont été soumises au vote. La première, adoptée à une très large majorité

(95 voix pour, 23 contre et 3 abstentions), appelle clairement à la solidarité armée avec le peuple ukrainien qui «mérite tous les moyens nécessaires pour se défendre» contre une agression impérialiste. La seconde, largement rejetée (31 pour, 80 contre et 9 abstentions), réclame «l'arrêt des livraisons d'armes par les pays impérialistes».

Bien que passablement confuse et pour le moins contradictoire, cette dernière résolution reprend les principaux arguments qui se déploient aujourd'hui à gauche et à l'extrême gauche pour s'opposer aux livraisons d'armes à l'Ukraine, en Europe, comme en Amérique du Nord. À titre d'exemple au Québec, ce sont *grosso modo* les mêmes arguments qui sont mobilisés par le [Collectif échec à la guerre](#), pour s'opposer au soutien armé de l'Ukraine. On soulignera que ce collectif regroupe le seul parti de gauche au Parlement, Québec solidaire, mais aussi le Parti communiste du Québec, de très nombreux syndicats de la CSN, de la FTQ, la Fédération des infirmières du Québec, les principales organisations féministes, la Ligue des droits et libertés, Attac-Québec, etc.

Compte tenu de l'importance de ces débats pour l'internationalisme et des divisions sur cette question, nous reviendrons ici sur trois arguments avancés dans la «résolution alternative» défendue par ces «internationalistes».

«Guerre à la guerre» et les appels à la soumission

Le premier, le plus souvent mobilisé, est un argument pacifiste. Il est «essentiel», nous dit-on, que la classe ouvrière reprenne le slogan

1. Article publié le 24 mars 2025 sur le site québécois [Presse toi à gauche](#).

«Guerre à la guerre». Il est évident, peut-on lire dans la résolution, qu'«alimenter le conflit avec des armes occidentales (d'abord des armes légères, puis des blindés, des bombes à fragmentation, des avions de chasse et des missiles à moyenne et longue portée) a contribué à l'escalade et à la prolongation de la guerre, à la multiplication des morts et des destructions et nous a rapprochés dangereusement d'une guerre mondiale».

Il est donc demandé aux Ukrainien·nes (exclusivement à eux et elles pour le moment) de penser un peu aux autres, d'arrêter de résister inutilement à l'empire nucléaire russe et d'accepter enfin de négocier la partition du territoire : mais attention, leur dit-on, ils et elles doivent baisser les armes et négocier tout en prenant bien soin d'éviter un «partage injuste» de leur territoire par les impérialistes.

Voilà des appels à la soumission et à la négociation sans rapport de force, au nom de la paix et de la solidarité internationales, lourds de conséquences pour la classe ouvrière alors que la liste des projets coloniaux des impérialistes disposant de l'arme nucléaire s'étend continuellement (de la Palestine, en passant par le Canada, le Groenland, le Panama, l'Estonie, la Géorgie, la Moldavie, Taïwan...).

Une «guerre par procuration» et la question des armes labellisées anti-impérialistes

Le second argument pour s'opposer aux livraisons d'armes à l'Ukraine est lié à la manière de caractériser le conflit. Il s'agit d'«une guerre

par procuration inter-impérialiste» nous disent les auteur·es de la résolution alternative.

Ainsi, contrairement à ce qu'affirment bêtement les premier·ères concerné·es et la **quasi-totalité** des organisations syndicales, féministes, socialistes, anarchistes ukrainiennes, il ne s'agit pas d'une guerre de libération nationale contre un État envahisseur dont les dirigeants ne cessent de répéter que l'Ukraine n'existe pas et qu'elle doit se soumettre. Pas du tout. Certes, c'est compliqué, et il faut connaître son histoire et «ouvrir la focalisation», mais c'est en fait une guerre d'impérialistes. C'est une guerre provoquée par l'OTAN, les impérialistes étatsuniens d'abord et maintenant, depuis le rapprochement entre Trump et Poutine, par les impérialistes de l'Union Européenne, contre la Russie.

La preuve que c'est une guerre provoquée ? Les États occidentaux s'en mettent plein les poches depuis longtemps en vendant des armes à l'Ukraine et se servent aujourd'hui du peuple ukrainien (naïf ? soumis ? complice ?) comme chair à canon pour affaiblir la Russie. Par conséquent, dans ce contexte, la classe ouvrière ukrainienne et internationale, n'a pas à faire le jeu de l'un ou l'autre de ces impérialistes et doit se battre pour elle-même, avec ses propres armes.

La leçon à retenir pour la prochaine fois est que si les Ukrainien·nes et d'autres peuples envahis et colonisés souhaitent bénéficier de la solidarité ouvrière internationale pour se défendre, ils devront soit se débrouiller avec leurs propres moyens militaires, soit faire un peu plus attention que les Ukrainien·nes dans leurs appels d'offres et la sélection de leurs





vendeurs d'armes. Ils devront notamment faire la preuve du caractère «anti-impérialiste» (voire «écoresponsable») de leurs armes. Dans le cas contraire ils feront «par procuration», d'après le raisonnement de ces «internationalistes», le jeu des impérialistes.

«L'ennemi principal est dans notre propre pays» et la recherche du gouvernement colonisé idéal

Enfin, dernièrement, au lieu de résister à l'envahisseur et de diviser la gauche en réclamant toujours plus d'armes, il est demandé aux Ukrainien·nes de balayer devant leur porte et

de s'occuper un peu de leurs affaires, en commençant par lutter contre leur propre gouvernement néolibéral et corrompu. Il est «essentiel» que les Ukrainien·nes gardent en tête que «l'ennemi principal est dans notre propre pays» peut-on lire dans la résolution.

On retiendra alors que la nature du régime politique du pays est ici un critère pour bénéficier de la solidarité ouvrière internationale, quand on est envahi par une puissance impérialiste qui clame haut et fort qu'elle veut vous annexer, partiellement ou totalement selon les jours. On ne sait cependant pas très bien quel régime politique (selon quels critères politiques?) pourrait bien bénéficier de la solidarité ouvrière de ces «internationalistes» en cas d'invasion impérialiste. Dans tous les cas, les Panaméen·nes, les Canadien·nes, les Taïwan·naïses, les Estonien·nes, etc. sont désormais averti·es : choisissez bien vos prochains gouvernements si vous souhaitez bénéficier de la solidarité ouvrière internationale en cas d'invasion !

Pour les aider à faire le bon choix, on peut relever que, dans cette logique, il vaut mieux être dirigé par des intégristes religieux que par des néolibéraux. Dans le cas contraire, ces «internationalistes» n'auraient certainement pas manqué de demander aux Palestinien·nes de commencer par lutter contre le Hamas et d'arrêter de résister inutilement à la puissance nucléaire israélienne pour, éventuellement, pouvoir prétendre à la solidarité ouvrière internationale.

Le destin de l'Ukraine soulève la question des droits et de la souveraineté des petits États

Ilya Budraitskis¹



Comment pouvons-nous voir aujourd'hui la question de la libération de l'Ukraine, dans cet environnement international défavorable créé par l'agressivité de Trump et de Poutine, et avec une Europe qui se trouve sans boussole ?

Durant les trois années de cette terrible guerre, qui a coûté d'énormes sacrifices à l'Ukraine, le pays a pu défendre son indépendance face à l'armée bien supérieure de l'agresseur impérialiste. Bien sûr, cela n'aurait pas été possible sans la fourniture d'armes par l'Occident, mais le facteur principal a été le courage des Ukrainiens eux-mêmes et leur forte motivation. Aujourd'hui, les ressources de la nation sont à leurs limites, et le gouvernement ukrainien devra accepter la paix au prix de pertes

territoriales. Le destin de l'Ukraine concerne désormais le monde entier, car il soulève la question des droits et de la souveraineté des petits États. Si l'« accord » de Trump avec Poutine concernant le partage des territoires ukrainiens et des ressources naturelles se concrétise, cela créera un précédent similaire aux accords de Munich de 1938 et prouvera que les petits États ne sont que des objets dans le jeu des grandes puissances.

Que montre jusqu'à présent le déroulement des négociations entre les États-Unis et la Russie ?

Contrairement à la Russie de Poutine, qui a un objectif clair dans cette guerre - l'élimination de l'Ukraine en tant qu'État indépendant et l'incorporation de ses territoires sous une forme ou une autre dans sa sphère d'influence - Trump n'a pas de plan de paix spécifique. L'Ukraine se trouve à la périphérie de ses intérêts et représente plutôt un objet de négociation pour atteindre d'autres objectifs géopolitiques, principalement le renforcement de la position des États-Unis dans la confrontation économique et politique avec la Chine. Le cours actuel des négociations ressemble jusqu'à présent à une série unilatérale de concessions au Kremlin (pour l'instant au niveau de la rhétorique), que Trump croit probablement capable de restaurer des relations de confiance entre Moscou et Washington. En même temps, il faut comprendre les différences fondamentales entre les deux pays : la Russie est une dictature oppressive, avec un endoctrinement idéologique massif basé sur le sentiment anti-occidental, et principalement

1. Ilya Budraitskis est un historien russe. Il est aujourd'hui exilé à l'Université de Californie à Berkeley. Il s'entretient avec Dimitris Givisis pour le site grec [Epochi](#) (2 mars 2025). Traduit de l'anglais par Jenny Katsaros puis en français par Adam Novak pour [Europe solidaires sans frontières](#).

anti-américain. Toutes les doctrines officielles de politique étrangère du Kremlin identifient l'OTAN et les États-Unis comme les principales menaces, et la Russie, surtout après 2022, dépend absolument des exportations chinoises. Il est très difficile d'imaginer que le talent de négociateur de Trump puisse opérer un changement radical dans la politique étrangère russe. Simultanément, la position intérieure de Trump en Amérique pourrait être sérieusement ébranlée dans les années à venir; déjà maintenant, une série de ses mesures, comme les coupes drastiques dans les programmes sociaux, commencent à provoquer du mécontentement. Au cours du premier mois de son retour au pouvoir, Trump n'a pas encore réussi à transformer le système politique américain en une dictature personnelle, et pour les élites américaines, l'idée de la Russie de Poutine comme allié stratégique reste largement inacceptable.

Cependant, il est clair que les deux dirigeants, malgré leurs différences, partagent des vues sur la politique mondiale comme une question de quelques acteurs mondiaux divisant le reste du monde en sphères d'influence. Dans l'ensemble, je ne pense pas que les pourparlers américano-russes aboutiront. Au contraire, leur forme même montre le retour de la logique de l'impérialisme dans sa forme la plus pure, selon les lignes du début du 20^e siècle. Cette logique, comme nous le savons, a conduit à deux guerres mondiales.

Quelles sont les caractéristiques de la vision impérialiste du monde de Poutine ? Que pensez-vous qu'il recherche dans la normalisation

émergente des relations avec Trump ? S'agit-il seulement du partage de l'Ukraine ?

Un rôle clé dans la vision du monde de Poutine est joué par l'idée d'une «Russie historique» qui s'étend bien au-delà des frontières de la Fédération de Russie actuelle. Les «territoires historiques» comprennent, au minimum, toutes les anciennes républiques soviétiques, y compris les pays baltes, et, au maximum, tous les territoires qui ont été sous influence russe ou soviétique. Par conséquent, la Pologne ou la Finlande, par exemple, ont véritablement de quoi craindre. Poutine est profondément convaincu que les pays d'Europe de l'Est n'ont pas de souveraineté réelle et seront inévitablement des colonies *de facto* d'une grande puissance ou d'une autre. Je pense qu'en général, Trump partage cette approche néocoloniale, comme en témoignent, par exemple, ses déclarations sur le Canada et le Groenland. C'est une autre chose que, du point de vue de Trump, la Russie soit un pays en déclin, tant économiquement que militairement. Par conséquent, il voit Poutine non pas comme un égal, mais comme un partenaire potentiellement subalterne dans la confrontation avec la Chine.

Comment la bourgeoisie russe voit-elle la fin de la guerre ? Y a-t-il des conflits d'intérêts en son sein, ou s'aligne-t-elle pleinement derrière les plans de Poutine ?

La bourgeoisie russe n'existe pas en tant qu'acteur politique; elle n'a ni partis ni représentants publics pour exprimer ses opinions et intérêts indépendants. Cette situation est liée aux

fondements mêmes du capitalisme post-soviétique, lorsque la propriété d'État a été distribuée à des acteurs privés sous le contrôle de l'élite bureaucratique. La propriété en Russie est garantie exclusivement par une loyauté politique totale envers Poutine et son gouvernement. Par conséquent, ses décisions doivent être acceptées par les entreprises russes comme données, non négociables. Par exemple, il est clair que le début de l'invasion de l'Ukraine en 2022 n'a été accueilli favorablement par aucun des soi-disant «oligarques» en Russie, qui ont été frappés par des sanctions et ont perdu de nombreux actifs à l'étranger. Cependant, presque aucun d'entre eux n'a ouvertement critiqué l'invasion,



car cela entraînerait la perte de tous les biens et peut-être même de la liberté personnelle. Évidemment, cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de conflits cachés au sein de la bureaucratie russe, des services de sécurité et des grandes entreprises associées. Mais ces groupes d'intérêt ne peuvent pas, selon la conception actuelle du régime, exercer une influence sérieuse sur les décisions de politique étrangère.

Comment la gauche russe aborde-t-elle un éventuel accord de paix et les questions liées à la fin de la guerre ?

À l'intérieur de la Russie aujourd'hui règne une dictature brutale qui réprime toute opinion différente de la position de Poutine. Parmi les centaines de prisonniers politiques figurent de nombreux anarchistes, comme Azat Miftakhov, et des socialistes, comme Boris Kagarlitsky, qui se sont ouvertement opposés au militarisme et à l'impérialisme. Plusieurs militants de gauche ont été contraints de quitter le pays après 2022. Aucun d'entre eux n'est enthousiaste à l'idée d'un accord potentiel entre Trump et Poutine, car cela ne ferait que renforcer la dictature russe et le développement de ses ambitions impériales.

Du même auteur

«Selon Poutine, la Russie est la gardienne des valeurs européennes».

«La Russie sous Poutine : une guerre culturelle contre le peuple lui-même»

«Si nous voulons comprendre l'extrême droite au 21^e siècle, nous devons regarder la Russie»

«Naissance et chute du "monde russe" : histoire d'un concept»

Ce n'est pas une guerre par procuration

Dan La Botz et Stephen R. Shalom¹

Cet article, paru dans *New Politics*, est une réponse à «The Partnership : The Secret History of the War in Ukraine» paru dans le *New York Times* du 29 mars.

Le peuple ukrainien lutte aujourd'hui contre l'invasion brutale de la Russie et l'occupation de 20 % de son territoire. Cette guerre reste, aujourd'hui comme depuis le début, une guerre de légitime défense nationale et d'autodétermination face à l'impérialisme russe, Poutine tentant de ramener l'Ukraine à son ancien statut colonial sous les empires tsariste et soviétique.

Dès le début de la guerre, l'Ukraine – comme toute nation dans une telle situation – a eu le droit de se procurer des armes où elle le pouvait, même si l'aide militaire et les renseignements fournis par les États-Unis pouvaient exercer une influence et une pression sur elle. Et ce droit à l'autodéfense demeure, même si le peuple ukrainien conteste en parallèle les politiques néolibérales du gouvernement Zelensky.

Grâce à l'auteur de l'article, nous disposons aujourd'hui de nouvelles informations

sur l'ampleur de l'aide militaire américaine. La presse russe et les médias pro-Poutine se sont empressés de s'en réjouir, prétendant que cet article invaliderait d'une manière ou d'une autre la guerre de légitime défense de l'Ukraine.

Or, si l'article nous offre un récit très détaillé de la relation militaire entre les États-Unis et l'Ukraine sous l'administration Biden, il ne fournit en revanche aucune preuve d'un contrôle politique américain sur la guerre – et encore moins de pressions exercées par Washington pour contraindre Kyiv à continuer le combat contre sa volonté. L'article relate au contraire les désaccords et tensions constants entre les généraux américains et ukrainiens, ainsi qu'entre les dirigeants politiques et militaires ukrainiens eux-mêmes. La plupart de ces tensions résultaient du désir légitime et compréhensible de l'Ukraine de chasser l'envahisseur russe de son territoire et, surtout, de libérer les Ukrainiens vivant sous l'occupation et soumis à l'oppression d'un côté et, de l'autre, des préoccupations américaines face au risque d'un élargissement du conflit, voire d'une guerre nucléaire.

L'article consacre une longue partie à l'offensive de contre-attaque ukrainienne de 2023, qui s'est soldée par un «échec mort-né». Entous montre que Zelensky a choisi de suivre l'avis de son commandant des forces terrestres, préférant déployer ses troupes dans la défense – infructueuse – de Bakhmout, plutôt que de concentrer ses forces vers le sud, comme le lui recommandaient à la fois son propre commandant suprême et les Américains. Ce choix a effectivement compromis la contre-offensive.

1. Dan La Botz et Stephen R. Shalom sont membres du comité de rédaction de *New Politics* (New York). La traduction française a été publiée le 8 avril 2025 par *Presse toi à gauche*.

S'en sont suivies de nouvelles tensions et divisions au sein des Ukrainiens eux-mêmes. Mais jamais, en lisant cet article, on n'a le sentiment que les Américains dictaient leurs ordres aux Ukrainiens. Et c'est bien cela l'enjeu fondamental. Au début de son article, Entous écrit :

D'une certaine manière, l'Ukraine était, à une plus grande échelle, une revanche dans la longue histoire des guerres par procuration entre les États-Unis et la Russie – le Vietnam dans les années 1960, l'Afghanistan dans les années 1980, la Syrie trois décennies plus tard.

Mais son article ne vient aucunement étayer cette affirmation.



Qu'est-ce qu'une guerre par procuration ?

C'est une guerre où ceux qui se battent ne sont pas ceux qui décident. L'Union soviétique et la Chine ont fourni des armes au Nord-Vietnam – à juste titre – mais la décision de résister à l'agression américaine a été prise à Hanoï et par les Vietnamiens du Sud, non à Moscou ou Pékin. De la même manière, les Ukrainiens se battent non parce qu'une puissance étrangère les y oblige, mais parce qu'ils tiennent à leur propre survie nationale. Sous l'administration Biden, les États-Unis ont soutenu l'Ukraine pour des raisons qui leur sont propres – affaiblir et contenir l'expansion russe, renforcer leurs relations avec leurs alliés de l'OTAN, avec l'Union européenne et son économie. Mais Washington et ses généraux se sont montrés incapables de forcer les Ukrainiens à suivre des stratégies correspondant aux seuls objectifs américains,

et n'ont jamais réussi à prendre le contrôle politique de la guerre.

Aujourd'hui, la situation est bien différente. À l'heure actuelle, le président Donald Trump tente précisément de prendre ce contrôle, en imposant une solution qui reviendrait essentiellement à partager les dépouilles de l'Ukraine entre les États-Unis et la Russie : Washington obtiendrait des droits miniers, comme les grandes puissances l'ont souvent exigé de leurs colonies, et la Russie récupérerait de vastes portions du territoire ukrainien, avec ses populations et ses ressources. Poutine priverait également l'Ukraine de son autonomie, lui interdisant d'adhérer à l'OTAN ou à l'Union européenne. C'est ce soutien de Trump à la position de Poutine qui constitue la base d'un partenariat plus large entre les États-Unis et la Russie, partenariat qui menacerait d'autres pays européens. La lutte de l'Ukraine pour sa souveraineté reste donc plus essentielle que jamais.

Mais aussi importante que soit cette lutte pour la sécurité à long terme des autres pays européens, ces derniers ne pourraient pas convaincre Kyiv de continuer à se battre si les Ukrainiens eux-mêmes ne voyaient pas la valeur de résister à l'asservissement russe. Malheureusement, étant donné le déséquilibre militaire entre la Russie et l'Ukraine, cette dernière ne peut poursuivre sa guerre de légitime défense que si d'autres nations continuent de lui fournir des armes. Il nous faudra donc nous organiser pour exiger que ces livraisons d'armes se poursuivent, jusqu'à ce que l'Ukraine puisse obtenir la paix juste que la majorité de son peuple désire si ardemment.

« RESPIRER PARIS,
CELA CONSERVE
L'ÂME »

Victor Hugo

Contre la présence de Xenia Fedorova au Festival du livre de Paris

Ukraine CombArt

L'empire médiatique de Vincent Bolloré, cette « bollosphère » navire amiral de la fachosphère, est aujourd'hui au service de la propagande de guerre du Kremlin. Europe 1, le JDD, CNews, Fayard et autres propriétés du milliardaire breton nous assènent à longueur de pages et d'antennes les contrevérités et les narratifs révisionnistes de Vladimir Poutine.

Au-delà des incessantes ingérences russes, cyberattaques, campagnes de *fake news* et autres tentatives plus ou moins masquées de déstabilisation dont notre pays et l'Europe sont en permanence les cibles, la poutinosphère a désormais pignon sur rue en France !

12 avril : au Festival du livre de Paris, opération réussie contre la séance de dédicaces de la propagandiste poutinienne Xenia Fedorova

À l'initiative du Comité Diderot, les associations Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre, Kalyna, Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, Ukraine CombArt, Mémorial 98 et Russie Libertés ont joint leurs forces pour protester contre la présence au Grand Palais de Xenia Fedorova à l'occasion de la sortie de son livre *Bannie : liberté d'expression sous condition*. Ces 300 pages de mensonges et

d'intox poutinienne sont publiées par les éditions Fayard, propriété du groupe Bolloré, dont la ligne éditoriale offre désormais l'hospitalité à toutes les extrêmes droites poutinophiles.

Les organisateurs du festival et leurs soutiens institutionnels n'ayant pas daigné répondre à la lettre que nous leur avons adressée pour dénoncer la présence à cette manifestation littéraire de la porte-plume du Kremlin, nous nous sommes rassemblé·es le samedi 12 avril devant le stand Fayard où Xenia Fedorova avait pris place pour une séance de dédicaces.

Drapeaux et hymne ukrainiens ; mots d'ordre dénonçant l'agression de l'Ukraine et la complicité de Bolloré-Fayard ; jets d'avions en papier symbolisant les incessants bombardements russes ; lancers de peluches ensanglantées symbolisant le sort des enfants ukrainiens, assassinés par les missiles, déportés et russifiés de force ; appels à la solidarité avec la résistance ukrainienne : notre intervention a suscité, pendant plus d'une heure, la sympathie de nombreux participants au Festival du Livre et bénéficié d'un bon impact médiatique (voir notamment l'article de Florent Georgesco sur *le-monde.fr* du 13 avril et sa version papier datée du 18 avril).

L'ancienne patronne de Russia Today France, plus que jamais supplétive de Poutine

Xenia Fedorova n'est pas une « journaliste » mais une supplétive active du dictateur du Kremlin. C'est l'ancienne patronne de la chaîne de désinformation Russia Today France interdite



en mars 2022 par le Conseil de l'Europe comme «outil de propagande», utilisé par le régime russe «de manière stratégique» dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine (décision confirmée en juillet 2022 par la Cour de Justice européenne).

Son livre, sorti en mars 2025, est présenté sur le site des éditions Fayard comme un «récit exceptionnel» dénonçant «l'organisation de la désinformation en France», «les vérités étouffées», plaidant pour «la liberté de s'exprimer, la liberté d'informer» et appelant «à la vigilance et à la résistance». C'est un réquisitoire mensonger



contre la disparition de RT France et la supposée servilité de la presse française, qui reprend mot à mot le *story telling* du pouvoir russe. Nouvelle réjouissante: il semblerait qu'il se vende mal (1 500 exemplaires en mars-avril).

La réalité alternative de Xenia Fedorova

Depuis des années, hier sur RT France, aujourd'hui dans les médias Bolloré, Xenia Fedorova distille la même réalité alternative. Les centaines de civils assassinés et torturés à Boutcha? Il n'y a jamais eu de massacre. La révolution de

12 avril :
au Festival du Livre de Paris,
opération réussie contre la séance
de dédicaces de la propagandiste
poutinienne Xenia Fedorova



Fedorova, bien sûr, ne dit pas un mot de la répression féroce de la liberté d'expression par le régime de Poutine, des exactions commises contre les journalistes emprisonnés en Russie et dans les territoires ukrainiens occupés, de la destruction systématique de la presse et des chaînes indépendantes. Pas un mot, non plus, du fait qu'elle ait été déboutée de ses plaintes en diffamation intentées, notamment, contre le chercheur Maxime Audinet, auteur en 2021 de l'excellent *Russia Today (RT): un média d'influence au service de l'État russe*. L'imposture est grossière mais bénéficie en France de relais zélés, de Pascal Praud à Cyril Hanouna, en passant par François Fillon (longtemps proche de Poutine et payé par Gazprom), Michel Onfray, Philippe de Villiers, jusqu'à Francis Lalanne (qui ne perd jamais une occasion de se tromper de film) et bien d'autres.

Fedorova, martyre fictive, fait sa « braillonnée »

Après l'interdiction de RT France, Fedorova a refait surface en France grâce aux médias Bol-loré : financement et diffusion de sa mini-série *Lumières orthodoxes* qui, sous prétexte de célébrer la beauté des cathédrales, participe de la guerre informationnelle du Kremlin et de son affidé, le patriarcat de Moscou ; tribunes dans le *JDD* ; participation hebdomadaire à *L'heure in-ter* de CNews.

Elle se proclame pourtant martyre de la liber-té d'expression, discriminée et muselée ! C'est le prototype caricatural de la « braillonnée ». *Braillonner* ? Un mot-valise composé de deux verbes : brailler et baillonner, qui désigne le fait

Maïdan en 2014 ? Un coup d'État ourdi par l'Oc-cident. L'invasion de février 2022 ? Une réponse légitime au fait que, depuis huit ans, l'Ukraine bombardait femmes et enfants dans le Donbass. Navalny ? Un guignol inconnu en Russie, dont l'empoisonnement était un complot américain. Les Français-es sympathisant avec l'Ukraine ? Victimes d'un lavage de cerveau médiatique. Les menées et les menaces de la Russie contre la France et l'Europe ? Une névrose obsession-nelle russophobe. Car Poutine veut la paix, seuls le bellicisme européen et l'entêtement de Ze-lensky sont responsables de la guerre...

de se prétendre assignée au silence alors qu'on squatte les ondes et les plateaux de TV. Guillemette Faure, dans sa chronique du *Monde* datée du 12 avril, en a ironiquement tracé le portrait: monopoliser la parole pour répéter qu'on vous empêche de parler, se présenter comme antisystème et adepte de la contre-culture alors qu'on sert, aux USA, un impérialisme planétaire et l'homme le plus riche du monde, et en Russie, un dictateur oligarchique, dont l'impérialisme

agressif s'appuie sur les valeurs les plus conservatrices.

De J.D. Vance à Munich à Xenia Fedorova à Paris, les vrais baillonneurs et faux braillonnés nous la jouent à l'envers: à nous, associations de solidarité avec la résistance ukrainienne, de remettre sous nos latitudes la vérité des faits sur ses pieds et de faire barrage, ici, à la stratégie de l'extrême droite poutinophile dans l'espace médiatique!



Carnets de guerre

Antoine Rabadan¹

Le 4 mars le site de gauche LVSL mettait en ligne un article au titre incroyable « [Les fantaisies bellicistes ne sauveront pas l'Ukraine](#) ». Un lecteur inattentif ou peu connaisseur des procédés qu'utilise la gauche anti-ukrainienne, pourrait se laisser prendre à penser qu'il s'agit d'un article de déploration sur l'horrible sort que les bellicistes, Poutine et Trump, réservent à l'Ukraine. Eh, bien, non. La lecture de l'article met vite au clair les choses, les bellicistes ce sont les États européens qui se refusent à se mobiliser pour la paix (et à faire entendre raison au belliciste Zelensky), avec... je vous le donne en mille, tellement c'est lumineux de logique, avec celui qui a lancé la guerre contre l'Ukraine et ne veut que sa paix de guerrier implacable. Impossible de ne pas le voir, dans le monde fantasmé de l'auteur (Ingar Solty), il y a une stupéfiante dissonance politico-scripturale qui l'amène à épargner au fauteur de guerre, et quelle guerre, d'être désigné belliciste. Lisez l'article, pour vous en convaincre.

Et tant pis si le prix à payer pour négocier la paix, comme on y invite, avec le non-belliciste en treillis, c'est d'accorder l'impunité à un criminel

de guerre tendanciellement génocidaire introduit négociateur de paix et, dans la foulée, de le créditer (on parle de prix) de conserver les territoires et leurs habitants qu'il a conquis par le fer et le feu pour leur imposer le régime prévalant chez lui, néofasciste.

Il y a dans ce texte un passage qui est très révélateur du fond négationniste et légitimant de la guerre de Poutine : « Les objectifs de Poutine étaient clairs : (1) élargir et annexer officiellement le Donbass, riche en minerais, et transformer Kherson et Zaporijjia en nouvelles régions russes – des cartes avaient déjà été imprimées en ce sens ; (2) établir un corridor terrestre vers la Crimée, annexée en 2014 ; et (3) provoquer un changement de régime à Kyiv afin d'assurer que l'Ukraine, déchirée entre l'Est et l'Ouest, reste neutre et ne devienne pas un avant-poste de l'OTAN et de l'influence américaine. »

Négationniste quand il prétend que le déclenchement de la guerre visant immédiatement à prendre Kyiv ne visait en fait qu'à finir d'occuper le Donbass, et à annexer Kherson et Zaporijjia. Façon d'escamoter la vérité d'un cinglant échec russe à occuper un pays tout entier grâce à la résistance ukrainienne la bataille de Kyiv et du repli piteux qui en résulta pour l'agresseur sur lesdites régions de l'Est ukrainien. Légitimation du droit de déclencher une guerre (Poutine ne voulait qu'une partie de l'Ukraine...), de lui donner pour objectif de s'annexer du territoire ukrainien et... de changer le régime de Kyiv ! Nous avons ici le noyau de signification d'un texte qui, effleurant ce qu'il appelle en introduction « l'invasion brutale du pays » par la Russie, compense immédiatement l'audace par

1. Antoine Rabadan est membre du Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine à Montpellier.



l'évocation du lunaire «plan de mise en tutelle économique» (lunaire car un plan en tant que tel n'existe pas, c'est précisément ce que Trump maintenant voudrait obtenir) de l'Ukraine par les États-Unis. Il est ici sournoisement sous-entendu que l'Ukraine aurait acheté de pouvoir recevoir les armes pour se défendre, en acceptant de devenir un satellite économique (et donc politique) des Américains, comme cela ne se vérifie pas actuellement avec la question des «terres rares» que Trump voudrait s'approprier comme un autre accapare déjà du territoire ukrainien. Façon en deux temps de faire de l'Ukraine la marionnette permettant aux Américains de mener une «guerre par procuration» et de reconnaître acceptable la guerre d'annexion qui... rendrait nécessaire, contre ces bellicistes d'Européens, une paix d'annexion de territoires ukrainiens. Une paix pour – rendez-vous compte – seulement quelques territoires (les habitants, on s'en contrefout)!

La Russie de Poutine, elle, n'est jamais qualifiée comme belliciste par l'auteur de la mémorable novlangue qui donne forme à son méchant texte. Car, en cours de lecture, Orwell nous revient en mémoire en cette époque troublée où une gauche avance, somnambule, vers son suicide politique qui la laisse aphasique (on ne sait plus nommer ni le fascisme, devenu néofascisme, là où il est, ni le peuple, agressé par ce néofascisme, qui légitimement se défend) ou ventriloque (faire la paix, c'est se rendre aux mots et déraisonner du fauteur de guerre, c'est un peu – ah! Bon, beaucoup? – comme a été désignée «opération spéciale» une guerre; ou encore est belliciste celui ou celle qui se défend,

ou se propose de se défendre, du fauteur de guerre, c'est, d'ailleurs, celui-ci et son comparse américain qui le disent en chœur, c'est Zelensky le responsable de la guerre).

J'arrête là ce constat de l'affligeant et effarant de notre époque qui nous fait revenir vers l'air de ce temps où une gauche «irresponsable» – pour reprendre, par forte analogie, mais sans tirer de traits d'égalité, le mot que l'historien Johann Chapoutot applique aux libéraux autoritaires qui ont fait venir au pouvoir Hitler² – s'était infligée dans ces années et avait participé à infliger au monde une distorsion invraisemblable du sens des mots jusqu'à distordre, fracturer, dénaturer et... inverser le sens du réel. Et faire basculer celui-ci dans l'autre sens, celui de ceux qui, prenant appui sur cet acquis déréalisateur de la langue, visent à affaiblir, jusqu'à les désarmer, nos défenses politiques et à favoriser contre nous la guerre; mot pris ici sans valeur métaphorique, dans la plénitude de son sémantisme premier, militaire. Contre les peuples et leurs droits démocratiques, en premier lieu, celui de vivre en paix, dans la liberté de se mobiliser pour leur émancipation.

Pour vraiment terminer, voici un impayable morceau d'anthologie présent dans le dernier paragraphe:

Nous, qui empêchons nos enfants de jouer aux cow-boys et aux Indiens, qui leur enseignons que la masculinité est toxique et qu'il faut discuter plutôt que se bagarrer, donnons

2. Johann Chapoutot, www.youtube.com/watch?v=sUjW6eGNw6k.

aujourd'hui aux institutions européennes le pouvoir de sacrifier les États-providence et les démocraties du continent sur l'autel des industriels de l'armement comme Rheinmetall, Thales, Raytheon, Lockheed Martin et Northrop Grumman.

C'est l'évidence, il faut *toujours* discuter plutôt que se bagarrer. Même si le bagarreur (au fait c'est qui ?) vous dit : « Ici, on ne discute pas, tu me donnes ton pays ou tu vas l'avoir la bagarre et tu vas sentir ta douleur ! » Voilà bien résumé, de façon que cela soit compréhensible pour le *pecus vulgum*, le message que les Ukrainien·nes et l'Europe doivent porter à Trump et Poutine, dont on sait qu'ils n'ont rien de la masculinité toxique : on arrête de jouer aux cow-boys et aux Indiens ! Tiens cow-boy, prends, c'est à toi ! Paix aux hommes de bonne volonté... Que ta volonté, cow-boy, soit faite sur notre terre. Amen.



Voilà ce qu'on inflige... depuis des gauches, à l'Ukraine résistante, aux Ukrainien·nes dévouées à une cause qui, ils et elles le savent, n'est pas que la leur. Accablant, vous l'avez deviné, derrière mes mots d'ironie.

Avec *LVSL*, la géopolitique c'est que du bonheur. Lisons Ingar Solty, fini le malheur...

25 AVRIL 2025

Négociations de paix. Trump et Poutine s'entendent comme larrons en foire bellicistes-néofascistes contre l'Ukraine, contre la paix dans le monde !

L'axe géopolitique Poutine-Trump se met en ordre de bataille. Dans le viseur, l'Ukraine aujourd'hui, le reste du monde bientôt. Les

États-Unis viennent de commettre une incitation proprement impérialiste-néofasciste à bafouer le droit international à ne pas subir d'agression belliciste sur son territoire ! C'est un coup de poignard dans le dos des Ukrainien·nes engagés dans la résistance qu'ils et elles mènent pour leur souveraineté. Il ajoute désormais une ouverte poutinisation belliciste du trumpisme à la guerre commerciale et financière qu'il déclare au monde et qui est, avant tout, une menace pour tous les peuples !

23 AVRIL 2025

Une contribution à un débat essentiel autour de la guerre en Ukraine et de ses incidences en Europe lu sur la page Club de Mediapart³ :

Soyons honnêtes : oui, en tant qu'Européens, nous avons plus intérêt à ce que la Russie soit arrêtée avant Kyïv qu'une fois à Berlin. Et oui, il y aura moins de morts au total si la Russie est arrêtée maintenant qu'une fois en Pologne ou en Allemagne, parce que moins de protagonistes et moins d'armes sont en jeu. Parce que si votre argument est : « Ceux qui sont contre le cessez-le-feu immédiat veulent juste qu'il y ait plus de morts », il est faux : au contraire, c'est choisir moins de morts à long terme (puisque ce « cessez-le-feu immédiat », à l'heure actuelle, signifie une capitulation de l'Ukraine et non pas une paix équilibrée). En effet, si j'ai parlé du pire des cas, en revanche, le cas réaliste

3. Vinteuil, « Poutine, la gauche et le « pacifisme » : quelle stratégie adopter ? », Le Club de Mediapart, 22 avril 2025.

est une attaque russe des pays baltes ou de la Pologne, pays qui sont à la fois membres de l'Union européenne et de l'OTAN, nos alliés directs. Auquel cas, *a priori*, en application de l'article 5 du traité de l'OTAN, nous enverrions l'armée française combattre la Russie dans les plaines de Polésie ou sur le fleuve Narva. Mais évidemment, encore faut-il être capable de se projeter à dix ou quinze ans, et pas juste de penser aux dix jours à venir comme le fait un Trump.

Comment nous positionner ? Les valeurs de la gauche

Bon, ça, c'était le simple intérêt géopolitique. Mais parlons de la gauche. Depuis quand considérons-nous que protéger le faible contre le fort (et désolé de le dire, ici, l'Ukraine, c'est bien le faible. Non, on ne parle pas de protéger la Russie contre l'OTAN) n'est pas le rôle de la gauche ? Depuis quand considérons-nous qu'abandonner au nom de la non-violence ceux qui souffrent est de gauche ? Depuis quand considérons-nous que détourner le regard de la souffrance et de la misère est de gauche ? Ce n'est pas le souci du nombre de morts qui conduit certains à demander un arrêt de la guerre, c'est la peur pour leur sécurité physique. Ils préfèrent abandonner les Ukrainiens que les secourir parce qu'ils veulent qu'on les laisse tranquille. Qui peut croire que c'est de gauche ? Au-delà de ça, je m'adresse ici aux courants de gauche qui prônent encore la révolution. En effet, défendre l'Ukraine ne signifie pas protéger une révolution communiste. En effet, c'est le peuple (dont les prolétaires) qui

meurt dans cette guerre. Oui, sur ce plan-là, le soutien à l'Ukraine se fait dans un cadre capitaliste, et évidemment que les Européens ont fait profiter leur industrie militaire de cette guerre. Bref, ça n'a rien d'une guerre propre d'un point de vue idéologique, si on préfère. Ça ne signifie pas pour autant que toute paix est une paix propre. D'ailleurs, l'indignation sur ce sujet devrait plutôt constituer l'occasion de faire des brigades internationales que d'exiger des Ukrainiens la capitulation. Et même par pur cynisme, à votre avis, le peuple russe a-t-il une meilleure chance de se débarrasser de Poutine et de sa clique si la Russie est défaite ou si elle est victorieuse ? Surtout qu'il ne s'agit pas ici de promouvoir des positions irréalistes : la défaite russe telle que je l'entends dans ce billet signifie le rétablissement des frontières ukrainiennes de 1991, pas l'incendie de Moscou ou le démembrement de la Russie.

20 AVRIL 2025

La situation militaire en Ukraine et en Russie selon l'ISW au 19 avril

Très faibles *avancées* russes dans Toretsk et la zone de Pokrovsk (ici les Ukrainiens contre-attaquent et avancent un peu aussi). Aucune *avancée* de part et d'autre ailleurs sur le front est. Aucune avancée russe sur leurs zones occupées, Kursk et Belgorod (front nord-est), car les Ukrainiens tiennent bien leurs positions.

Les notes de l'ISW

- Les forces russes ont poursuivi leurs efforts pour repousser les forces ukrainiennes à partir

de positions limitées dans l'oblast de Koursk le 19 avril, mais n'ont pas fait d'avancées confirmées.

- Les combats se poursuivent près de Demidovka et Popovka (toutes deux au nord-ouest de la ville de Belgorod) les 18 et 19 avril, mais les forces russes n'avancent pas.

- Aucune source russe ou ukrainienne n'a signalé d'activité terrestre dans la région de Sumy le 19 avril.

- Les forces russes poursuivent leurs assauts dans la direction de Kharkiv le 19 avril, mais n'avancent pas.

- Les forces russes ont poursuivi leurs opérations offensives dans la direction de Kupyansk le 19 avril, mais n'ont pas fait d'avancées confirmées.

- Les forces russes ont poursuivi leurs opérations offensives dans la direction de Borova le 19 avril, mais n'ont pas progressé.

- Les forces russes ont poursuivi leurs opérations offensives dans la direction de Lyman le 19 avril, mais n'ont pas progressé.

- Les forces russes ont poursuivi leurs opérations offensives dans la direction de Siversk le 19 avril, mais n'ont pas progressé.

- Les forces russes ont poursuivi leurs options offensives dans la direction de Tchasiv Yar le 19 avril, mais n'ont pas progressé.

- Les forces russes ont récemment progressé dans la direction de Toretsk.

- Avancées russes évaluées: des images géolocalisées publiées les 16 et 18 avril indiquent que les forces russes ont récemment avancé à l'ouest de Toretsk et à l'est de Datchne (au nord-est de Toretsk), respectivement.



Affirmations non confirmées: un blogueur militaire russe affirme que les forces russes ont avancé de Niu York (au sud de Toretsk) vers Sukha Balka (au sud-ouest de Toretsk).

Les forces russes ont mené des attaques terrestres près de Toretsk même, au nord-est de Toretsk près de Datchne et Dyliivka, à l'est de Toretsk près de Drujba et Krymske, au sud-ouest de Toretsk près de Sukha Balka, Oleksandropil et Valentynivka, et à l'ouest de Toretsk près de Leonidivka les 18 et 19 avril.

Une source ukrainienne affiliée au renseignement militaire ukrainien a déclaré le 18 avril que les forces russes avaient redéployé des unités de drones non spécifiées de la direction de Koursk vers la zone située au sud-ouest de Toretsk, près de Kalynove, et que ces unités opéraient désormais dans la direction de Kostyantynivka. [C'est la première fois que ISW observe des rapports de redéploiements russes depuis l'oblast de Koursk, et ce rapport est cohérent avec l'évaluation de ISW selon laquelle les forces russes pourraient donner la priorité aux opérations offensives dans la direction de Kostyantynivka au printemps et à l'été 2025].

Le lieutenant-colonel Dmytro Zaporozets, porte-parole du groupe des forces ukrainiennes de Louhansk, a indiqué le 19 avril que les forces russes avaient récemment changé de tactique dans la direction de Toretsk et menaient de plus en plus d'assauts à moto. Zaporozets a déclaré que les forces russes attaquaient par groupes de trois à cinq motos et qu'elles utilisaient des soldats à moto pour différentes fonctions, notamment pour mener

des assauts, déminer et remorquer l'infanterie. Zaporozjets précise que les forces russes tentent d'utiliser ces forces motocyclistes pour avancer rapidement dans les champs et consolider leurs positions sans renforts supplémentaires.

- Les forces ukrainiennes et russes ont récemment progressé dans la direction de Pokrovsk entre le 18 et le 19 avril.

- Avancées ukrainiennes évaluées : des images géolocalisées publiées le 19 avril indiquent que les forces ukrainiennes ont récemment avancé dans le sud-ouest de Lysivka (sud-est de Pokrovsk).

- Avancées russes présumées : Des images géolocalisées publiées le 19 avril indiquent que les forces russes se sont emparées de Novotoretske et ont progressé dans le centre de Myrolyubivka (toutes deux à l'est de Pokrovsk), lors d'un assaut mécanisé de la taille d'une compagnie renforcée le 17 avril. D'autres images géolocalisées publiées le 19 avril indiquent que les forces russes ont progressé le long de la route T-0406 Pokrovsk-Mejova au nord-est d'Udachne (au sud-ouest de Pokrovsk).

- Affirmations non confirmées : Le ministère russe de la défense a affirmé que les forces russes s'étaient emparées de Chevtchenko, ce qui, selon plusieurs blogueurs militaires russes, fait référence au nom désuet de la partie orientale de Kalynove (à l'Est de Pokrovsk), par opposition à la colonie de Chevtchenko au sud de Pokrovsk. Des blogueurs militaires russes ont affirmé que les forces russes avaient progressé jusqu'à la périphérie de

Leontovytychi (anciennement Perche Travyna, juste au sud-ouest de Pokrovsk).

À propos de la bataille féroce sur Chevtchenko, voir cette vidéo carte, d'il y a six jours, du site les [Rapports de l'Ukraine](#).

- Les forces russes ont attaqué Pokrovsk près de Tarasivka ; à l'est de Pokrovsk près de Svyrydonivka, Yelyzavetivka, Stara Mykolaivka, Myrolyubivka, Vodyane Druhe, Novotoretske, Malynivka, Myrne, Pomin, et Stara Mykolaivka ; au sud-est de Pokrovsk près de Lysivka ; au sud de Pokrovsk près de Chevtchenko et Pichchane ; et au sud-ouest de Pokrovsk près de Zvirove, Kotlyne, Novooleksandrivka et Udatchne les 18 et 19 avril. [Des sources russes affirment que les forces ukrainiennes ont contre-attaqué à Udatchne, Kotlyne et Pichtchane].

- Une brigade ukrainienne opérant dans la direction de Pokrovsk a signalé le 19 avril que les forces ukrainiennes avaient détruit 24 véhicules blindés de combat, 99 motocyclettes et deux autres véhicules, tué 229 personnes et blessé 34 membres du personnel russe lors de l'assaut mécanisé de la taille d'une compagnie renforcée par les Russes près de Pokrovsk le 17 avril. Le commandant d'un bataillon d'artillerie ukrainien opérant dans la direction de Pokrovsk a déclaré que les forces russes déployaient dans la région des soldats contractuels bien entraînés et du personnel mobilisé sans formation adéquate.

Une autre brigade ukrainienne opérant dans la direction de Pokrovsk a indiqué le 19 avril qu'elle avait détruit une locomotive russe transportant du matériel entre la Russie et l'Ukraine

occupée dans la direction de Pokrovsk à l'aide d'un drone.

- Les forces russes ont poursuivi leurs opérations offensives dans la direction de Novopavlivka le 19 avril, mais n'ont pas progressé.
- Les forces russes ont poursuivi leurs opérations offensives dans la direction de Velkya Novosilka le 19 avril, mais n'ont pas progressé.
- Les forces russes ont poursuivi leurs opérations offensives dans l'ouest de l'oblast de Zaporijjia le 19 avril, mais n'ont pas progressé.
- Ni les sources russes ni les sources ukrainiennes n'ont signalé d'activité terrestre dans la direction de Dnipro le 19 avril.

17 AVRIL 2025



Trump croqué pour ce qu'il est : un négationniste des crimes de guerre commis en Ukraine par la Russie

Un dessin, télescopant le massacre de Boutcha, fort significatif de la vérité du commencement de cette guerre, et l'avènement du tordu US, bas du front, au pouvoir, et tout est dit... en décalque du russe.

4. Titré « Trois ans de guerre », le dessin de Patrick Chappatte est paru dans *Le Temps de Genève*, le 22 février 2025. Voir www.chappatte.com/fr/images/trois-ans-de-guerre-en-ukraine.



14 AVRIL 2025

En débat. Les internationalistes, solidaires des Ukrainien·nes et le réarmement de l'Europe

Je soutiens totalement le positionnement de Hanna Perekhoda⁵ sur la question de la nécessité d'une défense européenne à la hauteur des dangers qui se précisent sur elle depuis la guerre que subit l'Ukraine, en fait aussi, en seconde ligne, depuis les pays de l'Europe de l'Est, tous menacés par la volonté du néofascisme russe de les forcer à réintégrer, par expansion impérialiste, le giron de l'ex-URSS stalinienne ! Sans parler des menaces pesant sur la Finlande ou la Suède, etc.

À méditer, y compris dans les rangs de la gauche qui, ayant courageusement opté pour que l'Ukraine soit approvisionnée en armements, au nom d'un refus de bon aloi du

5. Voir dans ce volume, p. XXXXXXXX.

militarisme, s'oppose au financement de l'effort de défense à mener à l'échelle européenne. Effort pourtant nécessaire au vu de ce que tout analyste sérieux des questions militaires reconnaît comme les énormes carences en matière de défense/dépense(s) militaire(s) accumulée(s) en Europe sur des décennies.

Sans parler – et Hanna y insiste à très juste titre – sur l'absence de vraie coordination militaire proprement dite d'une Europe, à la veille de voir disparaître le parapluie militaire américain qu'elle a cru s'être acquis pour l'éternité. Je précise qu'il revient, pour moi, à ces gauches de se conformer à ce qui est leur raison d'être, à savoir se mobiliser en faveur, y compris par l'effort de défense militaire, des droits démocratiques acquis par les mouvements populaires contre les néofascismes montants qui sont en interaction accentuée avec le néofascisme russe; à savoir aussi, se mobiliser pour que le financement de cet incontournable effort de défense soit assumé par les ponctions fiscales sur les plus riches et, en aucune façon, par la baisse des dépenses sociales. Lesquelles dépenses, dans cette logique de mobilisation, doivent être, au contraire, fortement augmentées.

Et qu'on ne vienne pas nous dire que l'effort antifasciste de défense militaire (et donc politique) des droits démocratiques acquis et celui de la lutte pour les droits sociaux sont intrinsèquement inconciliables. Ils ne le sont que du point de vue d'une gauche, en ce sens... défaitiste, qui ne se sentirait plus en capacité de convaincre et de mobiliser la population de la justesse de ce que sont les enjeux périlleux à l'extrême du moment! Au demeurant, la stricte

combinaison de ces deux axes de mobilisation (défense militaire et dépenses sociales) est la plus à même d'éviter la dérive militariste qui guette toute préparation à l'autodéfense militaire, dont seuls les esprits dogmatisés nient l'urgence! Le corollaire de cette mobilisation à double détente étant de viser à créer le rapport de force en faveur du droit de contrôle populaire sur l'affectation des moyens de défense et des objectifs poursuivis, voire sur les conditions de formation militaire des personnes engagées.

C'est Trotsky qui écrivait en 1940 que :

La militarisation des masses s'intensifie chaque jour. Nous n'allons pas nous en débarrasser avec des protestations pacifistes vides de sens. Toutes les grandes questions vont se régler dans un avenir proche les armes à la main. Les ouvriers ne doivent pas avoir peur des armes, mais au contraire doivent apprendre à s'en servir. [...] Nous ne voulons pas permettre à la bourgeoisie de pousser à la dernière minute sur le champ de bataille des soldats non entraînés ou à demi entraînés. Nous exigeons que l'État donne rapidement aux travailleurs et aux chômeurs la possibilité de se former au maniement des fusils, des grenades à main, des mitrailleuses, des canons, des avions, des sous-marins et de toutes les armes de guerre. Il est indispensable de créer des écoles militaires particulières en lien étroit avec les syndicats, pour que les ouvriers deviennent des spécialistes qualifiés des questions militaires et puissent occuper des postes de commandement. En même temps, nous n'oublions pas un instant

que cette guerre n'est pas notre guerre. [...] Indépendamment du cours de la guerre, nous remplissons notre tâche fondamentale : nous expliquons aux ouvriers que leurs intérêts et ceux du capitalisme assoiffé de sang sont irréconciliables ; nous mobilisons contre l'impérialisme ; nous prêchons l'unité des tâches des travailleurs dans tous les pays belligérants et neutres ; nous appelons à la fraternisation des ouvriers et des soldats dans chaque pays, et des soldats avec les soldats de l'autre côté de la ligne de front. Nous mobilisons les femmes et les jeunes contre la guerre ; nous menons un travail constant, obstiné et inlassable de préparation à la révolution dans les usines et dans les mines, dans les villages, dans les casernes, au front et dans la flotte⁶.



Ce n'est pas le lieu ici d'analyser ce qui, dans ce texte, en surprendra plus d'un parmi, y compris, les partisans de Trotsky qui ont perdu depuis longtemps le sens dialectique de la réflexion dudit révolutionnaire. Je reviendrai prochainement sur ces fortes lignes qui doivent nous aider à « bouger » certains de nos cadres mentaux et politiques routinisés et donc incapables de se confronter à l'inédit géopolitique qui œuvre en ce moment. Bouger pas pour nous aligner en dogmatisant le sens de ces lignes. Mais en assumant le paradoxe, assez déroutant à première vue, que peut-être ces mots de 1940 sont les plus à même de nous aider à penser et à agir aujourd'hui sans que nous

tombions dans la fossilisation mentale de celles et ceux qui ont arrêté leur horloge politique au défaitisme révolutionnaire des années de la Première Guerre mondiale. Défaitisme révolutionnaire dont Trotsky, cela vaut la peine de le rappeler, fut l'un des principaux promoteurs mais dont il sut l'en éloigner des lectures dogmatisées et « gauchistes », au constat que l'inédit de la montée des fascismes les invalidait comme boussoles politiques dans l'entre-deux-guerres. Montée des fascismes qui sont, sous forme de néofascismes, tiens donc, notre actualité. Et, par là, font l'actualité des lignes suscitées du révolutionnaire russe (qui était ukrainien !)?

11 AVRIL 2025

L'Ukraine anticipe une relance, en été, de l'offensive russe sur les fronts est et sud

Le fait est que les renseignements satellitaires montrent que la Russie n'a jamais eu l'intention de signer un cessez-le-feu : elle continue à envoyer à la mort sa chair à canon, certes, pour de minuscules avancées, parfois même pour des retraites en désordre. Mais, dans le même temps, bien que handicapée par son incapacité à produire plus de matériel de guerre qu'elle n'en perd (particulièrement des chars) et de se voir réduite à recourir à des expédients du type motos ou buggys⁷ pour faire monter ses troupes au front, elle concentre des troupes en

6. Léon Trotsky, « Manifeste d'alarme » (23 mai 1940), dans *Contre le fascisme (1922-1940)*, Paris, Syllepse, 2015, p. 777-778.

7. Véhicules récréatifs tous terrains construits à partir d'un châssis de voiture de série, équipé d'une carrosserie ouverte en matière plastique et de pneus très larges.

divers endroits de l'arrière-front en prévision de cette nouvelle offensive.

L'Ukraine se prépare donc à résister à cette offensive, malgré les coups de Jarnac qu'en ostensible complicité avec la Russie, l'administration américaine cherche à lui infliger: dans divers points du front elle prend des initiatives audacieuses repoussant les troupes russes pour les dégager de points stratégiques qu'elles avaient mis des mois à occuper, par exemple des têtes de pont sur ou près des rivières Oskil ou Oskol (dans la région de Kupiansk⁸) et Jerebets (dans la zone de Lyman)⁹.

Son dernier coup d'éclat est la frappe aérienne que relate le site Slate¹⁰ et qui a détruit un poste de commandement décisif dans la région de Kherson, jusqu'à il y a peu sans activité militaire, mais qui s'annonce l'un des axes clé de l'offensive russe à venir.

Le résultat de cette frappe a été la décapitation d'une bonne partie de l'état-major du 81^e régiment d'artillerie automoteur russe, 30 officiers ont trouvé la mort ainsi que nombre de soldats de ce régiment, qui «joue un rôle-clé en apportant une puissance de feu significative aux forces russes déployées sur la rive gauche du fleuve Dniepr, traversant la région de Kherson.»

Plus de notes de mon «Carnet de Guerre» sur ma page
FB : www.facebook.com/antoine.de.montpellier

8. www.youtube.com/watch?v=3JltZtl7Kaw.

9. www.youtube.com/watch?v=XSgSgbeBXYI.

10. www.slate.fr/monde/ukraine-vise-tetes-frappe-aerienne-bombardement-bunker-officiers-russes-guerre-regiment-kremlin



Bruxelles : capitale de la solidarité avec l'Ukraine

Mariana Sanchez et Patrick Silberstein¹

La conférence Solidarité avec l'Ukraine, qui s'est tenue à Bruxelles du 26 au 27 mars, a rassemblé environ 200 militant·es d'une vingtaine de pays, en soutien aux droits nationaux et sociaux du peuple ukrainien.

Organisé par en bas avec le peuple ukrainien par le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (ENSU) et les Campagnes de solidarité avec l'Ukraine (USC) d'Angleterre, du Pays de Galles et d'Écosse, la conférence visait à renforcer la solidarité par en bas avec le peuple ukrainien, alors que la menace d'une partition et d'un pillage de l'Ukraine par les gouvernements de Vladimir Poutine et de Donald Trump se fait de plus en plus pressante.

La conférence s'est déroulée dans un contexte de contestation de la part des mouvements syndicaux, féministes, environnementaux, de défense des droits civiques et politiques qui dénoncent la politique intérieure néolibérale du gouvernement Zelensky.

Le choix de Bruxelles a permis de renforcer le dialogue et la collaboration entre les

mouvements sociaux ukrainiens, les groupes de solidarité avec l'Ukraine et les eurodéputé·es des formations de gauche, sociales-démocrates, écologistes et progressistes, favorables à l'autodétermination de l'Ukraine et à l'indépendance nationale, dont des représentants catalans de l'ERC.

Plusieurs parlementaires, dont l'ancienne ministre finlandaise de l'éducation Li Andersson (Alliance de gauche) et Jonas Sjöstedt (ancien dirigeant du Parti de gauche suédois), ont pris la parole lors d'une session organisée au Parlement européen à l'initiative du groupe The Left. Jonas Sjöstedt a rappelé la double tâche de la solidarité progressiste avec l'Ukraine :

La guerre en Ukraine ne fait pas seulement rage en première ligne. Les combats menés par les défenseurs des droits des travailleurs, du climat et des droits des femmes façonnent l'avenir de l'Ukraine. Nous devons être solidaires de ces mouvements, surtout en temps de guerre, et nous continuerons de le faire.

Tanya Vyhovsky, sénatrice progressiste-démocrate du Vermont (États-Unis), proche de Bernie Sanders, a, quant à elle, abordé de front la menace de Trump contre l'Ukraine. Elle a notamment déclaré :

Il est important que la guerre en Ukraine se termine par une paix véritable. Cela signifie : pas d'occupation, pas d'annexion de territoire ; cela signifie que les troupes russes rentrent chez elles. Cela ne signifie pas prendre le peuple ukrainien en otage pour des ressources.



1. Article écrit à partir des comptes rendus établis par Dick Nichols, correspondant européen de [Green Left](#) (Australie) et Bernard Dréano (Comité français du RESU).

Li Andersson a lancé le débat sur ce que pourrait être une politique de défense progressiste : comment fournir simultanément à l'Ukraine les armes dont elle a besoin pour chasser l'envahisseur russe et pour la défense des pays menacés par les ambitions de Poutine, tout en n'adhérant pas à la logique militariste du plan de 800 milliards d'euros de la Commission européenne².

L'eurodéputé vert français Mounir Satouri et le député danois de l'Alliance rouge-verte Søren Søndergaard ont également pris la parole pour demander un règlement juste de la guerre contre l'Ukraine :

Une paix juste est impensable sans la défaite de l'invasion de Poutine et l'implication de l'Ukraine dans les négociations sur son propre avenir : quels que soient les accords de cessez-le-feu que l'Ukraine pourrait être obligée d'accepter dans l'intervalle, le soutien militaire des pays de l'UE devrait être maintenu et augmenté si l'administration Trump réduisait ou même mettait fin à son soutien à l'Ukraine.

L'importance de la solidarité syndicale avec le mouvement ouvrier ukrainien a été le fil rouge de la conférence et a fait l'objet d'une session particulière qui a réuni Sacha Ismail de l'USC (Angleterre et Pays de Galles), Cati Llibre (Union générale des travailleurs de Catalogne) et Félix Roux (Solidaires).

La conférence a été marquée par la participation d'activistes ukrainien·es comme Vitaliy Dudin (Sotsialny Rukh), Oksana Slobodiana (Sois

comme nous), Vasyl Andreiev (vice-président de la Fédération des syndicats d'Ukraine).

La question féministe en Ukraine et le rôle des femmes dans la reconstruction du pays ont été abordés par Yvanna Vynna de l'organisation féministe Bilkis.

La lutte pour la défense des libertés civiles, notamment dans les territoires occupés a été présentée par Mykhailo Romanov, du Groupe de protection des droits humains de Kharkiv, et par Bernard Dréano (RESU).

Enfin, la conférence a reçu des messages d'opposant·es russes en exil : Maria Menshikova (Doxa), Dmitrii Kovalev (Gauche pour une paix sans annexions) et Viktoria (Résistance féministe antiguerre) qui ont souligné que toute victoire de l'«opération militaire spéciale» de Poutine serait une défaite pour le mouvement pour les droits démocratiques en Russie même.

Lors de la séance de clôture, Oksana Dutchak, rédactrice en chef de la revue ukrainienne *Commons*, a comparé son état d'esprit avant et après l'événement : sombre avant, compte tenu des manœuvres de Trump et Poutine visant à «réparer» l'Ukraine à son insu, et renforcée après par la vague de solidarité suscitée lors de la conférence.

Les textes et interventions de la conférence sont téléchargeables sur le site de l'ENSU.

2. NdT. Sur cette question, on pourra se reporter au dossier publié par la revue *Adresses*, n° 11, avril 2025.

CRIMÉE

L'étroit moscoute

Patrick Silberstein

Le maître du Kremlin s'apprête à recevoir des mains du maître de la Maison-Blanche la reconnaissance *de jure* de sa mainmise sur la Crimée. Il va également se voir reconnaître le contrôle militaire sur de larges portions du territoire de l'Ukraine.

Quel soulagement pour les apôtres d'une paix négociée sur le dos du peuple ukrainien. Nous avons déjà beaucoup glosé dans les colonnes de cette revue sur les bonimenteurs et les boni-menteurs de la paix : les pacifistes sincères, les pacifistes moins sincères, les thuriféraires de Moscou d'hier et d'aujourd'hui, les sourds qui ne veulent pas écouter ce que veulent les Ukrainien-es, les russophiles stipendiés ou intoxiqués, les adeptes de l'anti-impérialisme des imbéciles ou encore les munichois.

Ils ont tous de bonnes raisons pour exiger la paix – qui pourrait d'ailleurs exiger autre chose que la paix ? Les uns veulent le beurre plutôt que les canons, les autres une conférence des frontières et l'exigence de la neutralité de l'Ukraine, d'autres encore, se font les « interprètes » des russophones d'Ukraine pour demander un référendum dans des territoires occupés par une armée étrangère, d'autres encore pensent que l'abandon de quelques arpents de terre par l'Ukraine est peu cher payé pour leur propre tranquillité. Ils seront sans doute – paradoxe apparent – d'accord avec Trump quand il affirme que la guerre contre l'Ukraine, « ce n'est pas sa guerre ».

Il en est certains, à gauche, en France, qui ne pourront que se réjouir d'avoir eu, lors de l'occupation de la pénin-

sule criméenne par la Russie, en 2014, ce cri du cœur de voir celle-ci échapper à l'OTAN.

Comme le rappelle un Tatar de Crimée cité par Justine Brabant dans les colonnes de *Mediapart*, « reconnaître l'occupation comme légitime [créerait] un précédent où la force l'emporte sur le droit ». C'est, ajoute-t-il, « valider tacitement l'idée que l'on peut venir et prendre ce qui n'est pas à soi. Un monde où la porte est ouverte à ceux qui redessinent les frontières par la force, et où les frontières deviennent des accords temporaires ». Comme l'écrivent Kateryna Denisova et Yuliia Taradiuk, dans l'article que publie *Mediapart en collaboration avec The Kyiv Independent*, « reconnaître l'occupation russe comme légitime est un tournant ».

Le dossier que nous publions ici vient rappeler que si depuis que la Crimée a « échappé au contrôle de l'OTAN » en 2014, Moscou a depuis lors activement remodelé la composition ethnique de la péninsule en y amenant près de un million de Russes et en forçant Ukrainiens et Tatars de Crimée – le peuple autochtone – à partir et en persécutant ceux qui restaient.

Serait-ce la paix des agresseurs et des tyrans qu'une certaine gauche s'apprête à soutenir ? Serait-ce la paix de ceux qui se partagent le monde qu'elle s'apprête à soutenir ? Serait-ce la paix des impérialismes complices et rivaux qu'elle s'apprête à soutenir ?

La paix, certes, nous la voulons. Mais une paix sans territoires occupés, une paix sans écrasement des libertés démocratiques, une paix sans négation du droit à l'autodétermination des nations, une paix sans pillage des ressources. La paix, certes, mais une paix qui protège l'Ukraine démocratique (malgré ses défauts), une paix qui n'abandonne pas le peuple russe et les peuples de la Fédération de Russie au talon de fer de Poutine et de ses oligarques.

La solidarité internationaliste est à ce prix.

Tatars de Crimée

Sophie Bouchet-Petersen¹

1944 : la déportation de tout un peuple



Dans la nuit du 18 mai 1944, dans les villes et les campagnes de Crimée, plus de 32 000 membres du NKVD (ancêtre du KGB, donc de l'actuel FSB) font violemment irruption dans les domiciles des Tatars de Crimée : ils leur laissent trente minutes pour rassembler quelques effets et les entassent dans des wagons de marchandises qui les conduiront à des milliers de kilomètres en Asie centrale, principalement en Ouzbekistan. En deux jours, toute la population tatare (200 000 personnes) est déportée dans des conditions atroces : 10 000 personnes périssent durant les semaines de cet interminable voyage, décimées par la faim, la soif, le froid, les épidémies. Un survivant a raconté que, chaque matin, les gardiens des convois posaient la même question : « Y a-t-il des cadavres dans le wagon ? »

Entre 1944 et 1947, environ 45 % des rescapés de ces voyages de la mort périssent à leur tour. Rien n'a été prévu pour accueillir les victimes de cet exode forcé, logées dans des camps précaires et insalubres, soumises à une surveillance stricte et à une obligation de

pointage hebdomadaire, mal vues par les populations locales et en butte à un racisme qu'attisent les autorités.

« Poutine poursuit ce que Staline n'a pas terminé », Refat Tchoubarov, président du Majlis, assemblée des Tatars de Crimée. »

En 2019, l'Ukraine qualifie ce nettoyage ethnique meurtrier de « génocide ».

Le prétexte ? La collaboration avec les nazis

Staline accuse les Tatars d'avoir collaboré avec les nazis et « trahi l'Union soviétique ». En réalité, il y eut parmi eux (comme chez tous les peuples ayant souffert de la botte soviétique) des collabos qui espéraient, à tort, que l'Allemagne les traiterait mieux que la Russie stalinienne et des soldats de l'Armée rouge, qui ne furent pas moins héroïques que les autres mais que leurs faits d'armes dans la « grande guerre patriotique » ne protégèrent pas de cette effroyable punition collective.

En 1945, la République autonome de Crimée est abolie. Les autorités russes s'emploient à effacer toute trace de l'héritage tatare dans la péninsule d'où ils ont été chassés : les noms des villes, des rivières, des montagnes sont changés ; de nombreux édifices religieux et monuments sont détruits ; ordre est donné de réécrire l'histoire pour faire de la Crimée une terre qui aurait toujours été russe (Poutine n'a rien inventé...).

1. Sophie Bouchet-Petersen est secrétaire générale de Ukraine CombArt, association membre du Comité français du RESU. Article paru dans [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 30 ; 6 juin 2024.

Une mémoire transmise de génération en génération

Des décennies durant, dans les familles, la mémoire du *Sügürlük* (l'exil) est transmise, partie intégrante d'une identité tatar qu'aucune répression ne pourra éradiquer. Des décennies durant, le nationalisme tatar (non violent) se bat pour le *droit au retour*.

Longtemps, ce fut en vain. Puis, avec la déstalinisation, l'étau commença à se desserrer. Krouchtchev rattache la Crimée à l'Ukraine. En 1956, quelques droits culturels sont reconnus aux Tatars. En 1967, un décret annule l'accusation de collaboration avec les nazis. Il faudra l'effondrement de l'URSS, à la fin des années 1980, pour qu'enfin les Tatars puissent retourner chez eux : 100 000 en 1990, autant en 1991, 250 000 au total.

Jamais ils n'ont renoncé à se battre pour leurs droits. En 1962 est créée l'Union de la jeunesse criméo-tatare qui donne un nouvel élan à la résistance : Moustafa Djemilev s'y engage très jeune. Il sera l'âme de nombreuses mobilisations et incarcéré à plusieurs reprises. Il fera en prison une grève de la faim de 303 jours et tissera des liens étroits avec les dissidents russes des années 1960-1970 (dont le général Grigorenko, d'origine ukrainienne, qui soutiendra activement la lutte des Tatars et sera envoyé pour de longues années dans ces « hôpitaux psychiatriques spéciaux » où le régime enfermait ses opposants les plus inflexibles). Leader du mouvement national tatar, fervent défenseur de l'indépendance et de la démocratie ukrainiennes, il est aujourd'hui, à 80 ans, député à la Rada (le Parlement ukrainien).

Catherine II, Staline, Poutine : l'épreuve au long cours du colonialisme russe

Les Tatars de Crimée sont les lointains descendants des cavaliers de Gengis Khan, installés dans la péninsule au 13^e siècle. Au commencement, donc, fut la Horde d'Or (confédération de tribus guerrières turques et mongoles) puis, après sa dissolution, la fondation en 1441 d'un royaume tatar indépendant, le Khanat, de religion sunnite et de langue turcique, qui durera trois siècles.

En 1783, violant un traité signé neuf ans plus tôt, Catherine II annexe la Crimée à son empire et y encourage la colonisation par d'autres peuples (Russes en tête) qui y deviennent progressivement majoritaires. La péninsule devient « la perle de la couronne du tsar » et Sébastopol le siège de la flotte russe en mer Noire. *Colonisation, russification, infériorisation* : le triptyque est en place pour longtemps...

Avec la révolution bolchevique, après la proclamation d'un éphémère État tatar à Simferopol et les affrontements sanglants de la guerre civile, une République socialiste soviétique de Crimée est instituée : elle reconnaît les Tatars comme principal peuple de Crimée, la langue tatar devient langue d'État au même titre que le russe, mais cette brève période d'« *indigénisation* » ne survit pas à la mort de Lénine et à la prise du pouvoir par Staline.

1934 marque la fin de la « tatarisation ». En 1936, la Constitution de la République criméenne est révisée pour placer la péninsule sous l'autorité stricte de Moscou. À partir de là, les Tatars subiront, comme tous les Russes et les peuples placés sous leur contrôle, les purges

et les répressions staliniennes assorties, dans leur cas, de discriminations spécifiques qui culminent avec la déportation de 1944.

Avec l'annexion de la Crimée en 2014, juste après la révolution de la dignité de Maïdan et au terme d'un référendum bidon que la communauté internationale ne reconnaît pas, Poutine met ses pas dans les traces de ses prédécesseurs. Une répression féroce s'abat sur tous les patriotes ukrainiens qui résistent au vol de la Crimée et frappe tout particulièrement les Tatars : russification forcée, disparitions, arrestations, tortures, viols, débarquement massif de colons russes. Le Majlis (Assemblée des Tatars) est déclaré « organisation terroriste » et interdit. En 2021, un rapport du Conseil de l'Europe dénonce les crimes commis en Crimée, que documente rigoureusement SOS Crimée. Une nouvelle fois, beaucoup de Tatars sont contraints de fuir, vers la Turquie ou vers l'Ukraine non occupée, notamment pour échapper à la mobilisation forcée dans l'armée russe.



« Tout a commencé par la Crimée, tout finira par la Crimée » (Volodymyr Zelensky)

L'Ukraine résistante est déterminée à bouster l'envahisseur hors de Crimée. Chaque nuit ou presque, des missiles et des drones, aériens et navals, visent les sites militaires russes de la péninsule annexée : stations radar, centres de télécommunications, aérodromes, avions de combat, port de Sébastopol... Après avoir détruit de nombreux navires et forcé la flotte russe de la mer Noire à se replier dans l'Est, les forces

ukrainiennes mettent la pression sur la Crimée : parce qu'elles ont plus que jamais l'objectif de la libérer et parce qu'il s'agit d'une base logistique importante pour l'armée russe.

Dans l'Ukraine indépendante, les Tatars ont enfin trouvé leur place et recouvré leurs droits. Ils ont reconstitué leur assemblée, le Majlis. En 1991, ils ont fortement pesé dans le vote à 54 % de la Crimée en faveur de l'adhésion à l'Ukraine. Après l'invasion russe de 2014, ils ont massivement boycotté le référendum bidon organisé par Poutine pour justifier l'annexion. Un engagement sans faille qui en fait les cibles privilégiées de la répression russe.

Paradoxalement, l'annexion de la Crimée a ancré dans l'opinion ukrainienne la conviction qu'elle constitue une part inaliénable de la nation ukrainienne et que l'histoire de la péninsule (grande comme la Bretagne) est partie intégrante de son histoire commune.

Les Tatars dans l'Ukraine d'aujourd'hui : une visibilité inédite et une réelle égalité des droits

La Maison de la Crimée, fondée à Kyiv en 2015, promeut la culture criméenne et précise dès l'entrée : « Il n'y a pas de paysage culturel de Crimée ukrainienne sans les Tatars criméens. » Le musée national Mystetskyi Arsenal organise des expositions qui réintègrent la Crimée et les Tatars dans l'imaginaire du public. Des films sont tournés comme *En terre de Crimée*, sorti en 2019, où Nariman Aliev, cinéaste d'origine tatare, raconte l'histoire d'un père qui se bat pour aller enterrer en Crimée son fils mort au

front sous l'uniforme ukrainien. Dans l'armée ukrainienne, nombre de soldats arborent sur l'épaule droite de leur treillis un chevron avec le drapeau tatar, «pour que les gens voient, dit l'un d'eux, que les Tatars se battent pour l'Ukraine».

Le gouvernement ukrainien s'enrichit de personnalités tatars car l'Ukraine n'est pas une nation ethnique mais une nation civique, accueillante à tous les siens. En juin 2020, Emine Dzheppar devient le n° 2 du ministère des affaires étrangères. En 2021, la Plateforme Crimée, lancée à l'initiative de Volodymyr Zelensky, tient son premier forum international. En 2022, le président ukrainien mandate Tamila Tasheva comme représentante personnelle pour la Crimée et sa reconstruction après la libération.

En septembre 2023, Roustem Oumierov, ancien conseiller de Moustafa Djemilev, le leader historique des Tatars, et ancien chef du Fonds des biens d'État, quadragénaire polyglotte réputé incorruptible et habile négociateur, est nommé ministre de la défense. C'est le plus haut poste jamais occupé dans l'appareil d'État par un Tatar. Sa mission : éradiquer la corruption dans un ministère touché par de nombreux scandales. Ulcérés, les médias poutiniens le représentent sous les traits d'une caricature antisémite, l'accusent (parce qu'il est musulman) d'être membre de la secte de Fethullah Gülen, le traitent d'espion américain. Le message de sa nomination est triple : dans l'Ukraine démocratique en lutte pour sa souveraineté, les Tatars ont toute leur place ; le combat contre la corruption est renforcé ; Kyiv n'échangera pas la Crimée contre un traité de paix.

«L'an prochain à Bakhtchissaraï!» (cité historique des Tatars), ce message des années d'exil, est plus actuel que jamais.

1944, la chanson de Jamala qui remporta pour l'Ukraine la victoire à l'Eurovision 2016

C'est une très belle chanson sur la déportation des Tatars que Jamala a écrite, en tatar criméen et en anglais, en se fondant sur les récits de son arrière-grand-mère. Le texte débute ainsi : «Quand les étrangers arrivent, ils viennent dans vos maisons. Ils vous tuent tous et disent : nous ne sommes pas coupables.»

En 2016, deux après l'annexion de la Crimée, elle a remporté avec ce morceau le concours de l'Eurovision.

Furieux, les médias russes avaient dénoncé dans cette victoire une décision politique n'ayant rien à voir avec l'art. Jamala est pourtant une grande artiste, chanteuse, autrice-compositrice, comédienne. Après une formation classique (elle a notamment étudié le chant d'opéra), elle s'est tournée vers le jazz et la soul. Ardent soutien de la résistance ukrainienne, elle donne des concerts dans le monde entier et l'Ukraine a édité un timbre à son effigie. En novembre 2023, elle a chanté pour l'inauguration de l'Institut ukrainien de Paris, en présence d'Olena Zelenska.

Le régime du Kremlin l'a placée sur sa liste noire des opposants recherchés et condamnée par contumace [...]

Désoccupation de la Crimée : les Tatars et la voie de la décolonisation

Mariia Chynkarenko¹



En 2020, lorsque j'ai mené mon enquête ethnographique en Crimée, peu de gens s'attendaient à ce que le pays soit bientôt désoccupé. En Ukraine continentale également, l'expression «L'an prochain à Bakhtchissaraï» semblait naïve et maladroite, car ceux qui l'utilisaient savaient pertinemment qu'ils se berçaient d'illusions. Pourtant, trois ans plus tard, la désoccupation de Bakhtchissaraï devient une possibilité réelle. En outre, de nombreux commentateurs affirment qu'«il n'y aura pas de paix sans la Crimée», et la majorité de la population ukrainienne soutient l'idée de la désoccupation de la péninsule.

Il est donc logique de réfléchir à notre relation avec la péninsule et avec les personnes qui y vivent, en particulier les Tatars. L'État et la société ukrainiens doivent comprendre la nature de cette relation et la base de la souveraineté de l'Ukraine sur la Crimée. Cette compréhension devrait être au cœur d'une stratégie de réintégration de la Crimée. L'absence de réflexion

sur cette question au cours des premières années de l'indépendance de l'Ukraine est une des causes qui ont conduit à l'annexion de la Crimée. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser passer la deuxième chance de rectifier le cours des choses.

Les Tatars de Crimée : de la négligence politique à la reconnaissance

Avant 2014, les Ukrainiens qui n'avaient pas beaucoup d'attaches avec la Crimée, à l'exception de souvenirs de vacances d'été, ne se souciaient guère de la péninsule et des Tatars. L'État ukrainien a également mal interprété la difficile situation postcoloniale de la péninsule en rejetant, à tort, la responsabilité de l'instabilité «interethnique» sur les Tatars eux-mêmes. Cela a permis aux groupes pro-russes et soutenus par la Russie de faire ce qu'ils voulaient, de la formation de groupes paramilitaires cosaques à l'achat de toute la côte sud. Le manque de vision stratégique et d'attention de l'Ukraine à l'égard de la Crimée a facilité son annexion par la Russie.

Aujourd'hui, alors que la guerre russo-ukrainienne est considérée par beaucoup comme une guerre anticoloniale, il serait normal que la désoccupation de la Crimée soit appréhendée comme faisant partie du processus global de décolonisation. Cependant, il ne peut y avoir de véritable décolonisation sans compréhension de la dynamique du pouvoir qui s'est formée en Crimée, tant dans l'histoire lointaine que dans l'histoire récente, et de notre propre rôle dans la perpétuation de cette dynamique.

1. Politologue, chercheur associé à l'Institut des sciences humaines de Vienne. Publié dans [Commons](#), 18 mai 2023 et dans [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 21, 4 juillet 2023. Traduction : Patrick Silberstein.

Les premières mesures en ce sens ont déjà été prises par le gouvernement ukrainien qui, depuis 2014, a enfin reconnu les Tatars de Crimée, historiquement opprimés, comme un peuple autochtone, qui ayant vécu en Crimée depuis des siècles, bien avant que la Russie ne la colonise en 1783.

Cette politique reconnaît, entre autres, le droit des Tatars à l'autodétermination, légitime les organes d'autogouvernement démocratiquement élus – le Majlis et le Kurultay – et reconnaît la déportation de 1944 comme un génocide. Les chercheurs en sciences sociales, les écrivains et les journalistes ukrainiens, qui avaient jusque-là ignoré la question des Tatars de Crimée, leur accordent désormais une place centrale dans leurs travaux, en mettant notamment l'accent sur les rencontres entre Ukrainiens et Tatars. Les Ukrainiens s'efforcent également de mieux connaître la culture des Tatars de Crimée et de manifester leur solidarité aux personnes déplacées. Si ces tentatives permettent essentiellement d'inverser des décennies d'ignorance et d'injustice, la solidarité semble prendre fin lorsque la question du statut de la Crimée commence à se poser. Les Ukrainiens se rendent ainsi volontiers au Musafir, un restaurant tatar de Crimée populaire à Kyiv, mais n'envisagent presque jamais sérieusement la revendication d'autonomie ou d'autres formes d'autodétermination des Tatars de Crimée.

La question du statut de la Crimée après la désoccupation se posera inévitablement et, malheureusement, nous ne sommes pas prêts à y répondre. Comment cela se fait-il ?

À qui appartient la Crimée ? Révisionnisme historique et droit international

Tout d'abord, une sorte de révisionnisme historique a été mis en avant afin de chercher à justifier la revendication ukrainienne sur la Crimée, au détriment d'une démarche cherchant à combler les lacunes, à interroger les idées fausses et à conceptualiser l'histoire et le présent de la Crimée en termes postcoloniaux. Ce révisionnisme historique a également été utilisé comme instrument politique de légitimation, en contournant une forme de légitimation plus conventionnelle et pourtant indéniable, telle que le droit international. Enfin, la question de la forme que pourrait prendre aujourd'hui l'autodétermination des Tatars de Crimée est elle-même controversée et ambiguë, tant au sein de la société tatare de Crimée que de la société ukrainienne dans son ensemble.

Depuis 2014, les études historiques qui sont au cœur de toute discussion publique sur l'histoire de la Crimée et son rôle dans la création de l'État ukrainien ont suivi un manuel de propagande russe en construisant un récit parallèle de la «Crimée ukrainienne». Dans leurs tentatives de «démystifier les mythes russes», les historiens professionnels et amateurs, les journalistes et les écrivains ont produit d'autres mythes qui reprennent la logique russe de revendication historique du territoire en remplaçant simplement «russe» par «ukrainien». Parmi les exemples les plus récents, on peut citer l'article d'*Ukrainer* intitulé «Yalta : une ville au climat sain et à la résistance culturelle», qui démontre



l'ukrainité de Yalta par le fait que Lesia Ukrainka et Mykhailo Kotsiubynskyi y ont séjourné, rendant la ville plus ukrainienne par leur simple présence. La réalité est quelque peu différente. Ainsi, dans son livre *The Blood of Others*, Rory Finnin montre que Lesia Ukrainka et Mykhailo Kotsiubynskyi ont vu et décrit la Crimée dans leurs romans comme un pays tatar, assurant le lien entre le territoire et le peuple indigène. (À l'inverse, les auteurs russes, tels que Léon Tolstoï et Anton Tchekhov, évoquent une Crimée du 19^e siècle totalement russifiée.) Un autre exemple est constitué par l'accumulation sur l'internet ukrainien d'archives, de documents muséographiques, de matériel éducatif et d'informations intitulés «La Crimée, c'est l'Ukraine». Dans un article intitulé «La grande réinstallation des Ukrainiens en Crimée», les auteurs affirment que c'est parce que les «migrants» ukrainiens ont «travaillé sans relâche» dans la période d'après-guerre (1944-1954) que la Crimée a été essentiellement «réanimée» et finalement transférée à l'Ukraine.

Le problème d'un tel révisionnisme historique est qu'il sélectionne des événements historiques pour légitimer la domination d'un État sur un territoire – ce que fait au demeurant l'État russe de son côté. Les auteurs ne cherchent pas à comprendre ni les dynamiques de pouvoir ni les formes de gouvernement que l'on retrouve dans d'autres contextes coloniaux, mais ils tentent de prouver la revendication historique unique de l'Ukraine sur la Crimée. Le récit est donc non seulement discutable pour ceux qui connaissent l'histoire de la péninsule, mais il conduit également à l'opposition entre

Tatars et Ukrainiens. Comme nous le verrons, les Ukrainiens restent en moyenne hostiles à l'idée même de l'autodétermination des Tatars de Crimée, même si elle est garantie par le droit international.

Toutefois, l'Ukraine n'a pas besoin d'instrumentaliser son histoire et de construire de tels récits pour récupérer la Crimée – nous avons le droit international pour cela. C'est au droit international, qui garantit l'intégrité territoriale et la souveraineté, que nous devons faire appel, et non à l'histoire. De même, si le droit international relatif aux peuples autochtones avait été davantage mis en avant, peu de gens auraient des doutes ou des inquiétudes quant aux droits des Tatars de Crimée à l'autodétermination.

Décolonisation : la responsabilité collective de l'Ukraine à l'égard des Tatars de Crimée

L'Ukraine a cependant encore besoin de faire un retour historique pour comprendre comment se comporter vis-à-vis de la Crimée et des Tatars. L'un des chemins de ce détour historique, dont elle a le plus grand besoin, est le postcolonialisme. La conceptualisation de la Crimée comme colonie de peuplement a été avancée par des universitaires ukrainiens (Maksym Svietchentsev et Martin-Oleksandr Kysly) et internationaux (Rory Finnin, Sasha Chestakova et Anna Engelhardt), mais elle reste extrêmement marginale. Dans cette approche, l'histoire de la Crimée est une histoire de colonisation, de dépossession et d'effacement par l'Empire russe, l'Union soviétique et la Fédération de Russie. Le

peuple autochtone – les Tatars de Crimée – a été au cours des siècles la principale victime de l'impérialisme russe : ils ont été privés de leurs terres, dépossédés, soumis à un nettoyage ethnique et à l'oppression. Lorsqu'ils ont finalement été autorisés à revenir, dans les années 1990, ils ont entamé un processus de décolonisation en tentant de récupérer leurs terres (par le biais de la *samovozvraty*), de retrouver une voix politique et de reconstruire leur patrimoine culturel. Cependant, comme l'indique Rory Finnin, ni les élites ukrainiennes ni les élites (pro)russes de Crimée n'ont admis la nécessité de rétablir la justice et ont schématisé le conflit en Crimée en «termes interethniques» en occultant les hiérarchies coloniales.

Quel est le rôle de l'Ukraine dans cette conceptualisation ? L'Ukraine n'est clairement pas un État colonialiste, car elle n'a ni conquis la Crimée ni imposé son propre statut d'État. La Crimée a été rattachée à l'Ukraine par un mécanisme juridique pour des raisons économiques, et sa population a voté en faveur de l'indépendance de l'Ukraine lors du référendum légitime de 1991. Cependant, ce n'est pas parce que l'État ukrainien n'a pas colonisé la Crimée qu'il n'a pas de responsabilité collective à l'égard des Tatars de Crimée. Depuis 1954, année de l'intégration de la Crimée à la République socialiste soviétique d'Ukraine, les élites politiques ukrainiennes de Crimée et de Kyiv se sont opposées au retour des Tatars de Crimée dans leur patrie, comme le révèlent les archives du Parti [communiste ukrainien]. Des centaines de personnes qui ont tenté de rentrer chez elles dans les années 1960, 1970 et 1980 ont été à nouveau

violemment déportées, expulsées de leurs maisons, se sont vu refuser des permis de construire et des inscriptions administratives, etc.

Le cadre colonial nous oblige à nous considérer non seulement comme des victimes de l'impérialisme russe – ce qui crée un lien de solidarité entre les Ukrainiens et les Tatars de Crimée – mais aussi comme des sujets complices de l'oppression des Tatars. Lorsque la nation tatare a été déportée en 1944, les colons russes et ukrainiens ont occupé leurs maisons, utilisé les meubles et la vaisselle et cultivé les jardins. L'article mentionné plus haut sur les Ukrainiens en Crimée n'apporte pas la preuve d'une «Crimée ukrainienne», mais la preuve de la complicité des colons ukrainiens qui sont allés volontairement «réanimer» la terre qui avait été dépeuplée par la force.

Conclusion

L'histoire révisionniste qui cherche à prouver la présence historique de l'Ukraine en Crimée a contribué involontairement à une série d'idées fausses et de malentendus. Si la Crimée est historiquement ukrainienne, pourquoi les Tatars de Crimée y auraient-ils des droits particuliers ? En quoi leur statut de peuple autochtone empiéterait-il sur les droits des Ukrainiens ou des autres citoyens de Crimée ? La discussion est d'autant plus complexe qu'il n'existe pas de consensus au sein de la communauté tatare de Crimée sur la forme d'autodétermination la plus souhaitable : autonomie ? statut spécial ? discrimination positive ? En outre, étant donné que les Tatars de Crimée ne représentaient que 13 % de la population avant 2014, quelles seraient les

implications de leur autonomie pour le reste de la population de la Crimée? Enfin, qu'en est-il des autres peuples indigènes, tels que les Karaïmes et les Krymtchaks: devraient-ils également demander l'autonomie?

Ces questions sont pertinentes et doivent être examinées sérieusement. Cependant, toute discussion de ce type devrait se fonder sur une profonde compréhension contextuelle du déséquilibre historique des pouvoirs en Crimée et sur le droit international, et non sur l'ignorance, comme l'illustrent les récentes déclarations du conseiller du chef du cabinet du président ukrainien, Mykhailo Podoliak, qui a rejeté le statut d'autonomie de la Crimée, au grand dam de nombreux commentateurs tatars de Crimée. Un retour sur l'histoire aidera les Ukrainiens à comprendre l'histoire du territoire que nous sommes sur le point de désoccuper et la manière dont nous devrions nous y comporter.



Le droit international contribuera à résoudre les tensions entre les différents groupes en délimitant les droits, les devoirs et les privilèges, ainsi que le cadre constitutionnel et les dispositions d'application.

De nombreux Tatars de Crimée réfléchissent sérieusement à la forme d'autodétermination qu'ils préfèrent et au statut juridique de la Crimée sur la base du cadre juridique international. De leur représentation politique au sein du gouvernement de Crimée à la protection du patrimoine culturel, il existe de nombreuses façons de réaliser l'autonomie.

Toutefois, la tâche principale des Ukrainiens est de donner la priorité aux voix des Tatars de Crimée, de faire preuve d'attention et de respect à l'égard d'un peuple qui reste aujourd'hui à nos côtés. Après tout, la seule façon de rendre la Crimée égalitaire et juste est d'y inclure les voix précédemment exclues et opprimées.



Dans la nuit du 27 février 2014, des soldats russes sans insignes se sont emparés du bâtiment du gouvernement de Crimée.
(Photo : Musée virtuel de l'agression russe.jpg).

Les Tatars victimes de la mobilisation forcée en Crimée occupée

Halya Coynash¹

Des rapports en provenance de la Crimée occupée suggèrent que les mesures prises par la Russie pour mobiliser de force des hommes pour combattre contre l'Ukraine visent spécifiquement les Tatars de Crimée. KrymSOS a signalé le 23 septembre que, selon des estimations préliminaires, les Tatars de Crimée avaient reçu jusqu'à présent environ 90 % de tous les avis de mobilisation en Crimée occupée, alors qu'ils ne représentent pas plus de 15 % (au maximum) de la population. Cela indiquerait un ciblage délibéré des Tatars de Crimée qui, selon Yevhen Yaroshenko, de KrymSOS, pourrait conduire à un génocide déguisé du peuple tatar de Crimée.

Lutfiye Zudiyeva, cofondatrice de Crimean Solidarity, a toutefois lancé un avertissement. Elle a conseillé aux gens d'être prudents et de ne pas croire automatiquement les commentaires sur les médias sociaux provenant de

comptes inconnus. Cet avertissement est d'autant plus nécessaire que la Russie utilise la terreur et la répression depuis huit ans pour tenter activement de chasser les Tatars de Crimée de leur patrie. La mobilisation forcée ne doit pas conduire à une telle situation.

Le 21 septembre, le dirigeant russe Vladimir Poutine a annoncé ce qu'il a appelé une «mobilisation partielle». Celle-ci ne devait concerner que 300 000 réservistes. Il est rapidement apparu que 1) des personnes sans expérience militaire recevaient des convocations ou étaient tout simplement pris de force dans la rue et 2) que les Russes se montraient beaucoup moins passifs lorsqu'on attendait d'eux qu'ils se battent contre l'Ukraine.

Le 22 septembre, l'initiative de défense des droits humains Crimean Idea a signalé qu'une action à grande échelle était en cours dans les régions de Crimée ayant pour cible d'importantes populations tatares de Crimée pour amener de force les gens aux points de mobilisation. Des descentes au domicile des personnes avaient commencé vers 6 heures du matin, les «officiers» forçant parfois le passage et distribuant des avis après avoir trompé les gens en leur criant qu'ils avaient besoin d'aide. Crimean Idea a également enregistré des cas où des personnes ont été «mobilisées» sur leur lieu de travail, dont un cas impliquant plusieurs enseignants qui ont immédiatement reçu des avis de conscription.

Crimean Idea a parlé de plus de mille personnes touchées. Plus tard dans la journée, Oleksiy Tilnenko, chef du conseil d'administration de KrymSOS, a déclaré qu'environ 5 000

1. Halya Coynash est membre du Groupe de protection des droits humains de Kharkiv. Article publié par Groupe de protection des droits humains de Kharkiv, 26 septembre 2022 et dans [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 12, 13 octobre 2022. Traduction Patrick Le Tréhondat.

Criméens avaient été convoqués dans des bureaux de recrutement militaire. Dans certaines parties de la péninsule, des officiers de police et de recrutement militaire se sont tout simplement rendus au domicile des gens et ont emmené les hommes dans les bureaux de recrutement. Le célèbre avocat des droits humains des Tatars de Crimée, Emil Kurbedinov, a déclaré qu'un grand nombre de personnes s'étaient adressées à son bureau pour obtenir une consultation juridique en rapport avec la mobilisation annoncée.

Lutfiye Zudiyeva a souligné que la première étape nécessaire, si une personne est menacée de mobilisation, doit être de consulter un avocat. Il n'est pas garanti que les gens doivent «quitter volontairement la Crimée. C'est loin d'être dans l'intérêt collectif de notre peuple et ce n'est que dans des cas spécifiques que c'est la solution unique et nécessaire».



En fait, il pourrait ne plus être possible de quitter la Crimée occupée. Le régime d'occupation a annoncé le 23 septembre que tout homme tentant de quitter la Crimée occupée devrait recevoir une «permission» du bureau de recrutement militaire.

En tant que principal peuple autochtone de Crimée (et d'Ukraine, en général), il était sans doute irritant pour le Kremlin que la majorité des Tatars de Crimée et leur assemblée représentative, le Majlis, soient fermement opposés à l'occupation russe et s'identifient sans équivoque à l'Ukraine. C'est presque certainement l'une des principales raisons pour lesquelles les Tatars de Crimée ont subi une répression particulièrement féroce sous l'occupation russe. La persécution et les discours de haine visent

également à forcer le plus grand nombre possible de Tatars de Crimée à quitter la Crimée occupée.

La Russie a commencé à faire un usage criminel de la conscription en Crimée occupée peu après son invasion et, même avant son invasion à grande échelle, quelque 34 000 Criméens avaient été alors contraints de servir dans l'armée russe. Elle a depuis longtemps commis un second crime de guerre par sa propagande active en faveur du service militaire et de la militarisation, en particulier auprès des enfants et des jeunes adultes. Tout cela constitue une violation flagrante de la Quatrième Convention de Genève qui, dans son article 51, stipule sans ambiguïté que «la puissance occupante ne pourra pas contraindre les personnes protégées à servir dans ses forces armées ou auxiliaires. Aucune pression ou propagande visant à obtenir un engagement volontaire n'est autorisée».

La Russie intensifie actuellement sa violation du droit international en mobilisant de force les Ukrainiens de Crimée occupée dans sa guerre contre l'Ukraine. La mobilisation forcée, même d'hommes souffrant de graves problèmes de santé, a été appliquée dans le Donbass occupé juste avant l'invasion à grande échelle de la Russie le 24 février 2022, et la Russie tente maintenant une telle mobilisation sur le territoire saisi depuis lors. L'un des motifs des «référendums» fictifs en cours est sans doute d'augmenter le nombre d'Ukrainiens que la Russie peut envoyer se battre, et probablement mourir, dans sa guerre d'agression.

La persécution des Tatars en Crimée occupée

Crima SOS¹

La dure réalité des huit années d'occupation russe en Crimée, y compris les persécutions, les accusations criminelles et les sanctions administratives motivées par des raisons politiques, s'est considérablement aggravée depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine continentale le 24 février 2022.

Au cours de la période couverte par ce rapport : 19 prisonniers politiques ont été condamnés ; au moins six personnes ont été arrêtées pour des accusations de terrorisme présumé ; six personnes ont été placées en détention pour leur implication présumée dans le bataillon de volontaires Noman Chelibidzhikhan ; 69 cas d'accusations administratives portées contre des Criméens pour avoir prétendument « discrédité l'armée russe » ; plusieurs détentions et arrestations administratives subséquentes de militants et de défenseurs des droits humains ; de nouveaux cas de disparitions forcées ont été enregistrés ; des citoyens sont détenus pour avoir exprimé leur désaccord avec l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie.

Cette étude évalue les tendances récentes en matière de détentions, d'arrestations et de condamnations en Crimée au cours des trois derniers mois afin de déterminer l'ampleur et l'impact des changements dans les politiques punitives de la Russie en Crimée.

Poursuites pénales

Les poursuites pénales en Crimée peuvent aujourd'hui être classées en deux catégories : avant et après le 24 février. Avant le 24 février, elles comprenaient :

- procès et verdicts pénaux et politiques émis en Crimée contre les personnes suivantes : trois hommes tatars de Crimée (Nariman Dzhelial, Aziz et Asan Akhtemov) accusés d'avoir participé au sabotage d'un gazoduc.

- Minorité tatar de Crimée : sur des accusations d'implication présumée dans Hizb ut-Tahrir² ; sur des accusations d'implication présumée dans le bataillon de volontaires Noman Chelebidzhikhan³ ; Témoins de Jéhovah, accu-

2. Hizb ut-Tahrir, organisation islamique internationale non violente fondée au début des années 1950 au Moyen-Orient et prônant la création d'un califat islamique mondial. Il s'est répandu dans les anciennes républiques soviétiques d'Ouzbékistan, du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan, de Russie, d'Ukraine et d'Azerbaïdjan. Le 14 février 2003, la Cour suprême de la Fédération de Russie a reconnu le Hizb ut-Tahrir comme une organisation terroriste et a interdit ses activités sur le territoire de la Fédération de Russie et, par extension, sur le territoire de la Crimée occupée.

3. Le bataillon portant le nom de Noman Chelebidzhikhan a été créé par les membres de la campagne Blocage civil de la Crimée, qui se sont mobilisés pour la fermeture des routes commerciales vers et depuis la Crimée en bloquant les points de contrôle en septembre 2015.

1. Article publié dans [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 12, 13 octobre 2022. Traduction Patrick Le Tréhondat.

sés d'activités extrémistes présumées⁴; des personnes accusées de trahison, de diffamation, etc.

Les militants ukrainiens des droits humains reconnaissent les victimes de ces persécutions comme des personnes privées de liberté pour des raisons politiques.

Depuis le 24 février, les membres suivants de la minorité tatare de Crimée ont été condamnés pour leur implication présumée dans Hizb ut-Tahrir :

- 10 mars : Remzi Bekirov, Riza Izetov, Shaban Umerov, Raim Aivazov, Farhod Bazarov ont été condamnés à des peines d'emprisonnement allant de 15 à 19 ans.

- 18 mars : Akim Bekirov, Seitveli Seitabdiev, Rustem Seitkhalilov, Eskender Suleimanov et Asan Yanikov ont été condamnés à des peines d'emprisonnement de 14 à 15 ans.

- 22 mars : Timur Yalkabov et Lenur Seydamev, 17 et 13 ans d'emprisonnement, respectivement.

- 19 avril : Emil Ziyadinov : 17 ans de prison.

- 12 mai : Medzhit Abdurakhmanov, Bilyal Adilov, Vladlen Abdulkadyrov, Izzet Abdullayev et Tofik Abdulgaziev ont été condamnés à des peines d'emprisonnement allant de 12 à 14 ans.



4. En Russie et, par extension, sur le territoire de la Crimée occupée, la persécution des Témoins de Jéhovah a pris de l'ampleur après que la Cour suprême de la Fédération de Russie a décidé de reconnaître le Centre administratif des Témoins de Jéhovah en Russie comme une organisation extrémiste le 20 avril 2017. La campagne de persécution contre les Témoins de Jéhovah en Crimée est menée comme une extension de la législation russe à la péninsule occupée, en violation du droit humanitaire international.

- 27 avril : condamnation supplémentaire de l'un des accusés dans «l'affaire du saboteur de Crimée» Dmitro Shtyblikov, résident de Sébastopol. Le tribunal a prononcé 19,5 ans d'emprisonnement à compter du 9 novembre 2016, ce qui signifie 14 ans de prison supplémentaires pour Dmitro Shtyblikov.

Des procès ont commencé contre des Témoins de Jéhovah précédemment détenus : Taras Kuzio, Daria Kuzio, Petr Zhiltsov, Sergey Lyulin, Alexander Dubovenko et Alexander. Ernes Ametov, un ancien accusé dans la deuxième «affaire Hizb ut-Tahrir» de Bakhchisaray, qui avait été précédemment déclaré non coupable, a été à nouveau arrêté le 12 mai pour les mêmes motifs.

L'accusation d'achat, de stockage et de transport d'explosifs a été portée contre la journaliste Irina Danilovich ont lieu sous des prétextes similaires à ceux pendant les huit années d'occupation précédentes.

En l'état, le mécanisme de répression lancé par les autorités d'occupation russes en Crimée en 2014 continue de fonctionner. Les tendances postérieures au 24 février en matière d'actions punitives sont les suivantes :

Accusations de «terrorisme» présumé

Le 11 avril, le chef des autorités d'occupation en Crimée a émis une alerte «jaune» à la menace terroriste, qui a été prolongée le 11 mai. Depuis lors, au moins six personnes ont été arrêtées pour avoir prétendument planifié des actes terroristes.

On dispose de très peu d'informations sur ces détentions et les noms des détenus n'ont

pas été publiés. Toutefois, les éléments suivants sont préoccupants.

Premièrement, la Russie a déjà procédé à une série d'arrestations en Crimée sur la base des mêmes accusations. Une série d'affaires en Crimée concernant des sabotages présumés en 2016 et 2017 (l'affaire des «saboteurs de Crimée», l'affaire des «saboteurs de Sébastopol») et des accusations similaires de stockage et de transport d'explosifs qui ont été portées contre des activistes pro-ukrainiens (les cas d'Oleg Prikhodko, Yunus Masharipov, Vladislav Yesypenko, et Denis Kashuk).

Deuxièmement, les autorités russes ont déjà procédé à des provocations terroristes similaires, notamment les explosions d'immeubles résidentiels à Buynaksk, Moscou, Volgograd, qui auraient été commises par des rebelles tchétchènes et qui sont devenues par la suite les motifs et la justification de l'invasion de la Tchétchénie en 1999.

À cet égard, il y a lieu de croire que ces actions visent à soutenir les efforts de propagande agressive de la Russie dans le cadre d'une invasion à grande échelle de l'Ukraine, visant à discréditer l'Ukraine et à déshumaniser le peuple ukrainien.

Changements dans les tendances répressives liées aux conditions actuelles

Avant le début de l'invasion à grande échelle, six personnes étaient détenues en tant que prisonniers politiques pour leur participation présumée au bataillon de volontaires Noman

Chelebidzhikhan. Après le 24 février, six autres ont été détenues pour les mêmes motifs.

Trois membres de la minorité tatare de Crimée ont été arrêtés en Crimée et inculpés de «participation à un groupe armé illégal»: Nasrulla Seidaliev, Arsen Ibrahimov, Rustem Gugurik.

Dans la région de Kherson, les occupants ont enlevé les résidents locaux Rustem Osmanov.

Le 1^{er} juin, la Cour suprême de la Fédération de Russie a qualifié le bataillon Noman Chelebidzhikhan d'organisation terroriste, interdisant ses activités dans le pays et, par extension, en Crimée occupée, en violation des normes du droit humanitaire international.

La classification comme organisation terroriste pour le bataillon entraînera des conséquences négatives pour les détenus, notamment une augmentation des peines de prison, le risque d'être transféré sur le territoire de la Fédération de Russie, comme le montre la pratique des persécutions du Hizb ut- Tahrir.

Comme pour les poursuites pénales, les abus au titre du droit administratif se multiplient pour s'adapter aux réalités de l'après invasion totale.

Pression sur les communautés musulmanes

De telles poursuites administratives sont menées en Crimée depuis 2014 contre des communautés musulmanes et l'Église orthodoxe d'Ukraine, qui n'ont pas rejoint les structures religieuses sous le contrôle de la Russie.

L'imam Emir Medzhitov a été condamné à une amende pour «activité cléricale».

Début mars, des avertissements ont été adressés aux militants de Crimée Nariman Parmanov et Rolan Osmanov. Nariman a reçu un

avertissement lié à des «actions antisociales inacceptables», et Rolan à des «actions criminelles inacceptables en temps de guerre». Un avertissement a été adressé à Zair Smedlya pour la planification présumée d'un rassemblement de masse le 26 février (Journée de la résistance de la Crimée à l'occupation russe).

Avertissements du bureau du procureur

Le bureau du procureur a déjà émis de tels avertissements par le passé, souvent à la veille de la fête nationale. Cette fois, c'est au début de l'invasion à grande échelle qu'ils ont été lancés, probablement pour intimider les militants tatars de Crimée qui seraient censés s'y opposer.

En mars, Zair Smedlya a été arrêté et placé en détention pendant deux jours, et Abdureshit Dzhepparov pendant quinze jours. Les deux arrestations administratives ont été effectuées pour le prétendu «affichage d'attributs et de symboles nazis» dans des documents publiés en 2014 et 2019.



Nouvelles tendances

Les autorités russes ont commencé à appliquer la loi de la Fédération de Russie le 4 mars sur les sanctions administratives et pénales pour la distribution de «fausses informations» sur les actions de l'armée russe en Ukraine.

La procédure administrative engagée contre le militant de Crimée Sergei Akimov pour avoir placé une affiche antiguerre sur sa voiture ne serait qu'un exemple de cette application.

Une amende de 35 000 roubles a été infligée à Valentin Shuman pour l'affiche «Non à la guerre». Des amendes ont été infligées à un

résident anonyme de Yalta pour un montant de 50 000 roubles; aux résidents de Simferopol, 35 000 roubles; à un résident de Feodosia, 30 000 roubles.

L'initiative civique «Crimean Idea» a enregistré 69 cas d'inculpation de Criméens avec des sanctions administratives pour avoir prétendument «discrédité l'armée russe» entre le 4 mars et le 24 mai.

La vague d'accusations administratives et d'arrestations subséquentes d'avocats de Crimée a débuté à la fin du mois de mai 2022.

Edem Smedlyaev a été le premier à être détenu pour avoir prétendument discrédité l'armée russe. En fait, il a été jugé pour un post sur Facebook dont il n'est pas l'auteur. Le même jour, le tribunal l'a condamné à une amende de 75 000 roubles. Immédiatement après la fin de l'audience, son avocat, Nazim Sheikhmambetov, a été arrêté pour avoir prétendument «organisé un rassemblement massif et simultané de citoyens dans un lieu public» et placé en détention administrative pendant huit jours. Le lendemain, alors qu'ils défendaient Nazim Sheikhmambetov, les avocats Ayder Azamatov et Emine Avamileva ont été arrêtés et, pour les mêmes motifs, placés en détention administrative pendant huit et cinq jours, respectivement.

Même si ces détentions ne peuvent pas être directement liées au début des hostilités à grande échelle sur le continent ukrainien, le danger pour les défenseurs des droits humains en Crimée augmente avec la vague de nouvelles arrestations. Ces actions des autorités russes visent à intimider les avocats et à les dissuader de s'occuper des cas de violations des

droits humains commises par les forces de sécurité et les tribunaux russes.

Jusqu'aux récentes arrestations de quatre avocats de la défense en seulement trois jours, leurs détentions et arrestations avaient été rares.

Nouveaux cas de disparitions forcées

Un nouveau cas de disparition forcée a été enregistré en Crimée, où le sort du détenu est resté inconnu pendant une longue période.

Le 29 avril, les forces de sécurité russes ont enlevé Irina Danilovich. On n'a su où elle se trouvait que le 11 mai. Elle a été retenue dans les locaux du FSB et menacée de violences pendant huit jours avant d'être inculpée pour possession présumée d'explosifs qui avaient été placés sur elle par des agents du FSB. Des accusations similaires ont été portées contre Oleg Prikhodko, Yunus Masharipov, Vladislav Yesipenko et Denis Kashuk.

Les forces de sécurité russes ont organisé des disparitions forcées par le passé. Avant les événements récents, les familles et les avocats ne disposaient souvent d'aucune information sur le sort des détenus dans les 24 heures suivant leur disparition. Récemment, le temps nécessaire pour identifier et localiser le détenu a considérablement augmenté.

On a enregistré 44 cas de disparitions forcées en Crimée entre 2014 et 2018. Parmi ces cas, six personnes ont été retrouvées mortes, 19 ont été libérées après avoir été détenues, une a été extradée vers la Russie, trois ont fini en prison, et le sort de quinze personnes reste inconnu à ce jour.

La résistance civique comme base pour de nouvelles arrestations

L'invasion militaire à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a entraîné l'intensification de la résistance civique des habitants de Crimée qui désapprouvent les actions de la Fédération de Russie.

Des reportages antérieurs ont couvert les arrestations suivantes: Bogdan Ziza pour avoir versé de la peinture bleue et jaune et prétendument jeté un cocktail Molotov sur le bâtiment administratif de l'autorité d'occupation de Yevpatoria; une femme de 60 ans qui a vandalisé la tombe d'un soldat russe tué lors des actions militaires en Ukraine; ainsi que des hommes, qui ont crevé les pneus des voitures portant les symboles «Z» de l'envahisseur russe.

Dans ces cas, des infractions ont effectivement été commises. Toutefois, comme ces infractions visaient à exprimer un désaccord avec la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, on s'attend à ce qu'elles soient sanctionnées beaucoup plus sévèrement que dans les cas typiques de dommages matériels et de vandalisme. Bogdan Ziza a déjà été inculpé pour une tentative d'acte terroriste présumée, et on ne sait toujours pas où il se trouve.

Conclusions

Les autorités d'occupation russes engagent des poursuites pénales et administratives à motivation politique qui ont commencé par l'occupation illégale de la Crimée en 2014.

Une nouvelle vague d'arrestations a commencé en Crimée sur des accusations de terrorisme

préssumé depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022.

Les autorités d'occupation russes ont procédé à de nouvelles arrestations pour participation présumée au bataillon de volontaires Noman Chelebilzhikhan, après l'avoir désigné comme une organisation terroriste. Ces actions visent à soutenir les efforts de propagande agressive de la Russie dans le cadre d'une invasion à grande échelle de l'Ukraine, afin de discréditer l'Ukraine et de déshumaniser le peuple ukrainien.

Les autorités russes en Crimée ont commencé à appliquer une nouvelle loi de la Fédération de Russie sur les sanctions administratives et pénales pour la distribution de «fausses informations» sur les actions de l'armée russe en Ukraine, dans le but de réprimer la dissidence contre l'invasion de l'Ukraine par la Russie.



La vague de nouvelles arrestations d'avocats de défense des droits humains en Crimée vise à les intimider, sur fond de violations flagrantes des droits humains commises par les autorités russes.

L'invasion militaire à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a relancé la résistance civique en Crimée. Les Criméens qui sont détenus pour avoir protesté contre l'invasion russe de l'Ukraine sont soumis à des sanctions plus sévères dans le cadre de la campagne d'intimidation menée par les autorités d'occupation.

Recommandations

Sur la base du rapport ci-dessus, nous appelons le gouvernement de l'Ukraine, les gouvernements étrangers, y compris les États

membres de la Plate-forme internationale de la Crimée, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales nationales et internationales à :

- continuer à surveiller et à documenter les violations des droits humains, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité dans la Crimée occupée et les inclure dans les rapports réguliers sur la situation des droits de l'homme en Ukraine.

- Apporter un soutien complet aux victimes de la répression politique, aux victimes de disparitions forcées et à leurs familles.

- Appliquer des sanctions personnelles contre les personnes impliquées dans des violations flagrantes des droits humains en Crimée occupée.

- Contribuer à l'enquête sur les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les violations flagrantes des droits de l'homme dans la Crimée occupée.

- Maintenir régulièrement les questions relatives à la Crimée et la situation des droits humains dans la péninsule à l'ordre du jour international.

- Renforcer la pression diplomatique, le régime de sanctions et les autres points d'appui sur la fédération russe pour empêcher de nouvelles atrocités en Crimée et en Ukraine continentale, ainsi que pour accélérer la désoccupation de tous les territoires de l'Ukraine.

BOÎTE
ALERTE



Call me Maks

À télécharger en cliquant sur l'image

La petite fille de cinq ans réprimée par les Soviétiques : l'histoire de Hanna Honcharuk

Pendant l'Holocauste, les Korotyuk ont sauvé leurs amis juifs, mais plus tard, la famille a subi la répression soviétique. En 1944, le père, Fedir, fut le premier à être arrêté et envoyé au Goulag. Un an plus tard, la mère, Sofiia, fut déportée en Oudmourtie avec leurs trois filles – Yevheniia, Hanna et Halyna. La famille n'a pu être réunie que dix ans plus tard et est rentrée en Ukraine en 1960.

En 2022, Fedir et Sofiia Korotyuk ont reçu à titre posthume le titre de Justes parmi les Nations.

En mars 2023, l'équipe d'After the Silence a retrouvé sa fille, Hanna Honcharuk, dans le village de Richytsia, dans la région de Rivne, et a recueilli ses souvenirs d'enfance. Elle est décédée la même année.

En collaboration avec After the Silence, *Commons* propose le récit graphique de l'histoire de Hanna et de sa famille.

[À télécharger en cliquant sur la couverture ci-contre.](#)



HALYNA KROUK

Poétesse ukrainienne dans la guerre

Présentation et traduction par Vladimir
Claude Fišera

Halyna Krouk, née en 1974 à Lviv où elle enseigne à l'Université, est l'auteure de cinq recueils de poèmes, d'un recueil de nouvelles et de quatre livres pour enfants. Historienne de la littérature baroque ukrainienne et européenne, elle est aussi traductrice, notamment du polonais.

Elle est traduite en de nombreuses langues. Mère de famille, épouse d'un combattant, elle a été au front comme volontaire.

Le poème ci-dessous, de 2023, est un écho de son court séjour en Italie comme déléguée du Pen Club ukrainien dont elle a été la vice-présidente.



ON CESSE UN PEU DE TOMBER

On cesse un peu de tomber

*pendant trois jours sans souci à
Rimini*

*où, à la fontaine de la Piazza
dell'Agnolo,*

tu lances et relances

les bateaux de papier de l'espoir

qui ne reviennent jamais.



Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous



le pouvoir des samizdats et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne. Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris) et Utopia Rossa (Rome), les sites À l'encontre (Lausanne), Trasversales (Madrid) et Europe solidaire sans frontières, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue Alternatives Sud, ainsi que le blog Entre les lignes entre les mots (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».